

REGISTRE DES DELIBERATIONS ET DECISIONS

SÉANCE PUBLIQUE DU:

JEUDI 25 FÉVRIER 2016

TOME III

Séance publique du jeudi 25 février 2016

Convoqué le jeudi 18 février 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 25 février 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Sabria BOUALLAGA, Perla DANAN, Véronique DEMON, Alex LARUE, Caroline NAVARRE, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ,

Attributions de subventions - Exercice 2016

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

1) Attributions de subventions

o Dans le cadre de la thématique **REUSSITE EDUCATIVE**:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
2737	SWING GUM ENFANCE	Projet	CHŒURS D'ENFANTS D'ECOLES DE MONTPELLIER	9 000 €
2737	SWING GUM ENFANCE	Projet	EDUCATION MUSICALE DANS LES ECOLES	1 800 €
TOTAL				10 800 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1495, nature 6574, chapitre 922

o Dans le cadre de la thématique **ECONOMIE** :

- EMPLOI

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
33	ASSO EURO MEDITERRANEENNE POUR LE TRAVAIL ET LES ECHANGES -	Fonctionnement		2 500 €

	AETE			
77	COMIDER - COMITE POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE REGIONALE	Projet	MARKETHON DE L'EMPLOI	2 800 €
729	ASSO POUR LE DROIT A L'INITIATIVE ECONOMIQUE	Fonctionnement		1 000 €
1196	BGE MONTPELLIER	Projet	CITESLAB MONTPELLIER	4 000 €
2725	CREER - MAISON DES CHOMEURS	Fonctionnement		4 000 €
3523	MEILLEURS OUVRIERS DE FRANCE	Fonctionnement		3 000 €
4908	FACE HERAULT	Projet	ACCOMPAGNEMENT VERS L'EMPLOI	2 000 €
4908	FACE HERAULT	Projet	FACE ENERGIE SPORT	2 000 €
TOTAL				21 300 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 2390, nature 6574, chapitre 929

- Dans le cadre de la thématique **URBANISME ET AMENAGEMENT DURABLE:**
 - LOGEMENT

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
244	CONSOMMATION LOGEMENT CADRE DE VIE DE MONTPELLIER CLCV	Fonctionnement		6 900 €
1139	CONFEDERATION NATIONALE DU LOGEMENT FEDERATION DE L'HERAULT	Fonctionnement		2 100 €
1347	ECOHABITONS	Fonctionnement		600 €
3259	CONCORDA LOGIS	Fonctionnement		25 000 €
3328	ADIL DE L'HERAULT	Fonctionnement		29 000 €
4151	HABITAT ET HUMANISME HERAULT	Fonctionnement		1 500 €
4904	HABITER ENFIN	Fonctionnement		1 200 €
4908	FACE HERAULT	Projet	ACCOMPAGNEMENT SOCIAL LOGEMENT	1 500 €
TOTAL				67 800 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 16191, nature 6574, chapitre 928

- Dans le cadre de la thématique **ECONOMIE DES RESSOURCES ET DU PATRIMOINE :**

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
3230	MAISON DE L'ARCHITECTURE DU LANGUEDOC ROUSSILLON M'ALR	Fonctionnement		2 000 €
3230	MAISON DE L'ARCHITECTURE DU LANGUEDOC ROUSSILLON M'ALR	Projet	SENSIBILISATION SCOLAIRE EN ARCHITECTURE	1 000 €
4254	PATRIMOINE ET ARCHITECTURE	Fonctionnement		800 €
TOTAL				3 800 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 18891, nature 6574, chapitre 920

- Dans le cadre de la thématique **JEUNESSE & SPORTS :**

- JEUNESSE

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
195	ECLAIREUSES ECLAIREURS UNIONISTES DE FRANCE	Fonctionnement		1 200 €
625	ECLAIREURS ET ECLAIREUSES DE FRANCE	Fonctionnement		2 800 €
633	SCOUTS ET GUIDES DE FRANCE	Fonctionnement		2 800 €
1281	KAÏNA	Projet	VIENS CHEZ MOI J'HABITE A LA PAILLADE	3 000 €
3675	ESSOR SAVOIR ET PARTAGE	Fonctionnement		4 000 €
4867	SOS JEUNES	Fonctionnement		8 000 €
		Projet	DVD INTEGRER LA JUSTICE A L'EDUCATION	1 500 €
5210	GROUPEMENT DE COOPERATION SOCIALE, MEDICO SOCIALE MDA 34	Fonctionnement		30 000€
5544	SCOUTS MUSULMANS DE FRANCE MONTPELLIER LA CARDABELLE	Fonctionnement		2 000€
5942	ETUDIANTS POUR UN DEVELOPPEMENT DURABLE ASSOCIATIF	Fonctionnement		1 000 €
		Projet	VENDANGE DE DEFI SPACE SOLUTION	900 €
6346	JEUNESSE S'ENGAGE	Fonctionnement		1 000 €
6423	ECLAIREUSES ET ECLAIREURS ISRAELITES	Fonctionnement		2 000 €
TOTAL				60 200 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1937, nature 6574, chapitre 924

- BOURSE ANIMATION JEUNES

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
6346	JEUNESSE S'ENGAGE	Projet	PREVENTION SUR LES LIEUX DE FETE	1 000 €
6543	EUROJEUNESSE	Projet	100TH YEAR OF PEACE MEETING DE MAI À AOÛT 2016	2 000 €
TOTAL				3 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1937, nature 6574, chapitre 924

- PARTENARIAT SPORT

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
967	MUC HANDBALL	Projet	STAGES VACANCES SCOLAIRES	2 000 €
1225	MONTPELLIER MEDITERRANEE FUTSAL	Projet	STAGES VACANCES SCOLAIRES	1 900 €

1813	AXE SPORT	Projet	PARTICIPATION AUX SAMEDIS SPORTIFS ET STAGE LA TÊTE ET LES JAMBES	1 700 €
3160	ASSOCIATION DES QUARTIERS DES MARELS II, PERGOLA, AIGUELONGUE	Projet	STAGES VACANCES SCOLAIRES	1 900 €
4806	ASSOCIATION SPORTIVE ET CULTURELLE PAILLADE MERCURE	Projet	STAGES VACANCES SCOLAIRES	2 900 €
5697	LINE SERVICE	Projet	STAGES VACANCES SCOLAIRES	1 500 €
TOTAL				10 400 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 25722, nature 6574, chapitre 924

- SPORT

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
102	FOOTBALL CLUB PETIT BARD	Projet	LA JOURNEE DES FILLES	1 500 €
278	MONTPELLIER ARC CLUB MAC	Fonctionnement		5 700 €
278	MONTPELLIER ARC CLUB MAC	Projet	CHAMPIONNAT DE FRANCE DE TIR A L'ARC UNIVERSITAIRE 2016	3 800 €
366	ECOLE JUDO MONTPELLIER	Fonctionnement		450 €
406	ECHECS CLUB MONTPELLIER ECM	Fonctionnement		6 100 €
406	ECHECS CLUB MONTPELLIER ECM	Projet	5EME CHESSATHLON	2 400 €
577	MALBOSC PETANQUE	Fonctionnement		950 €
788	MONTPELLIER PAILLADE NATATION	Fonctionnement		3 000 €
863	BOXING CLUB MONTPELLIERAIN	Fonctionnement		3 200 €
897	SOCIETE DE TIR DE MONTPELLIER	Fonctionnement		1 800 €
931	A.S. SAINT MARTIN	Projet	50EME TOURNOI INTERNATIONAL DE PAQUES ASSM	6 500 €
971	CLAPAS PETANQUE BOULISTE	Fonctionnement		450 €
978	ENTENTE SPORTIVE BOULISTE DE MONTPELLIER	Fonctionnement		1 800 €
978	ENTENTE SPORTIVE BOULISTE DE MONTPELLIER	Projet	30EME GRAND PRIX BOULISTE DE LA VILLE DE MONTPELLIER	5 000 €
979	SOCIETE BOULISTE MONTPELLIERAINE	Fonctionnement		450 €
979	SOCIETE BOULISTE MONTPELLIERAINE	Projet	CHALLENGE DU SOUVENIR B. GASSET	450 €
984	MONTPELLIER PETANQUE SAINT MARTIN MPSM	Fonctionnement		2 500 €
985	AMICALE BOULES LA PAILLADE	Fonctionnement		600 €
1104	MONTPELLIER HERAULT SPORT CLUB	Fonctionnement		10 000 €

1187	ARCEAUX MONTPELLIER	Projet	TOURNOIS REGIONAUX FOOTBALL	2 000 €
1192	TENNIS CLUB DE LA PAILLADE	Projet	TOURNOI DU TC PAILLADE	1 950 €
1195	LIONS CLUB MONTPELLIER LANGUEDOC	Projet	20 KM DE MONTPELLIER	3 000 €
1225	MONTPELLIER MEDITERRANEE FUTSAL	Fonctionnement		9 000 €
1234	LA BOULE DU LANTISSARGUES	Fonctionnement		2 500 €
1238	MONTPELLIER AM JUDO	Fonctionnement		1 000 €
1337	MONTPELLIER HANDI BASKET ASSOCIATION	Fonctionnement		500 €
1403	SARBACANE MEDITERRANEE	Fonctionnement		1 200 €
1403	SARBACANE MEDITERRANEE	Projet	CAP COMPET : HANDICAP SARBACANE	500 €
1420	STADE LUNARET NORD MONTPELLIER	Projet	ANILMATIONS ET TOURNOI	1 400 €
1549	COMITE DEPARTEMENTAL DU SPORT ADAPTE HERAULT	Fonctionnement		1 500 €
1584	SPORT QUILLES MONTPELLIER SQM	Fonctionnement		950 €
1634	VOLLEY LOISIR MONTPELLIER VLM	Fonctionnement		500 €
1785	COMITE D'ORGANISATION FORUM SPORTIF ET CULTUREL - COFSEC	Fonctionnement		5 000 €
1819	CLUB SPORTIF BOULISTE DE MONTPELLIER	Fonctionnement		2 100 €
1840	MONTPELLIER TAE KWON DO	Projet	HAN MA DANG	950 €
1918	MONTPELLIER ATHLETIC RUNNING CLUB MARC	Fonctionnement		2 000 €
2055	AIKIDO CLUB MONTPELLIER	Fonctionnement		470 €
2066	FETE LE MUR MONTPELLIER	Fonctionnement		4 000 €
2140	MONTPELLIER CHAMBERTE HANDBALL MCHB	Fonctionnement		1 000 €
2260	MONTPELLIER CLUB HANDISPORT	Fonctionnement		16 000 €
2320	RIMBAUD PETANQUE	Fonctionnement		1 900 €
2470	CROIX D'ARGENT PETANQUE	Fonctionnement		450 €
2502	SPORT TAMBOURIN CLUB DE MONTPELLIER	Fonctionnement		800 €
2503	SPORT TAMBOURIN CLUB DE MONTPELLIER	Projet	TOURNOI IGOR BANTSIMBA	500 €
2583	BASKET LATTES MONTPELLIER AGGLOMERATION BLMA	Fonctionnement		8 700 €
2583	BASKET LATTES MONTPELLIER AGGLOMERATION BLMA	Projet	BASKET, FILLES ET CITES: ELLES MERITENT LE MEILLEUR DU BASKET FEMININ	1 000 €
2608	RACING-CLUB LEMASSON MONTPELLIER	Projet	LOU CLAPAS CUP	3 500 €
2639	ASSO PRESIDENTS PETANQUE SECTEUR	Fonctionnement		4 000 €

	MONTPELLIER VILLE			
2722	PETANQUE CLUB MONTPELLIER CELLENEUVE	Fonctionnement		2 800 €
3001	ASSOCIATION LES FOULEES DU MILLENAIRE	Fonctionnement		2 300 €
3081	BLEU VERTIGE	Fonctionnement		3 600 €
3376	VOLLEY LOISIR COMPETITION ANTIGONE	Fonctionnement		500 €
3398	BUJINKAN DOJO MONTPELLIER	Fonctionnement		1 300 €
3634	ECOLE DE BOWLING DE MONTPELLIER	Fonctionnement		2 100 €
3659	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE TAEKWONDO	Fonctionnement		7 000 €
3659	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE TAEKWONDO	Projet	CENTRE DE FORMATION	1 000 €
3808	MONTPELLIER CULTURE SPORT ADAPTE MCSA	Fonctionnement		3 300 €
3808	MONTPELLIER CULTURE SPORT ADAPTE MCSA	Projet	CHACUN SA FOULEE	500 €
3833	MONTPELLIER LANGUEDOC CYCLISME	Fonctionnement		3 700 €
4176	MONTPELLIER NATATION SYNCHRONISEE MNS	Fonctionnement		6 500 €
4233	ENTENTE CHEMINOTS LANTISSARGUES	Fonctionnement		2 100 €
4489	RING ATHLETIQUE DU PETIT BARD	Fonctionnement		1 300 €
4489	RING ATHLETIQUE DU PETIT BARD	Projet	FEMININES MUSULMANES	1 200 €
4533	JEUNESSE SANS FRONTIERES	Fonctionnement		900 €
4547	LA MAISON DU JUDO	Fonctionnement		2 300 €
4555	ROLL' SCHOOL	Fonctionnement		1 000 €
4556	MONTPELLIER EAUX VIVES CANOE-KAYAK MEVCK	Fonctionnement		5 300 €
4561	ASSOCIATION SPORTIVE EMPLOYES MUNICIPAUX DE MONTPELLIER	Fonctionnement		8 000 €
4643	MONTPELLIER FUNNY RIDERS	Fonctionnement		1 900 €
4701	MFA MONTPELLIER FOOTBALL AMERICAIN LES HURRICANES	Fonctionnement		3 200 €
4748	CHEMIN DES CIMES SPORT ET AVENTURE	Fonctionnement		2 700 €
4748	CHEMIN DES CIMES SPORT ET AVENTURE	Projet	TIMM 2017	2 500 €
4870	CLUB SPORTIF DES SOURDS DE MONTPELLIER	Fonctionnement		1 500 €
4870	CLUB SPORTIF DES SOURDS DE MONTPELLIER	Projet	ORGANISATION DU CHAMPIONNAT DE FRANCE DOUBLE/SIMPLE DE BADMINTON 28/29 MAI 2016	500 €

4875	ASSOCIATION SPORTIVE DE CELLENEUVE	Projet	TOURNOI ANNUEL DE L'AS CELLENEUVE	1 500 €
4890	ASSOCIATION OMNISPORT DE MONTPELLIER FIGUEROLLES	Fonctionnement		2 800 €
4897	ENERGIE PAILLADE	Fonctionnement		400 €
5002	MOSSON FULL CONTACT	Fonctionnement		3 800 €
5086	ASSOCIATION FOOT-FAUTEUILS - LES FAUTEUILS DE FEU	Fonctionnement		3 000 €
5167	GENERATION TAEKWONDO	Fonctionnement		6 000 €
5400	A.K SPORT	Fonctionnement		10 000 €
5527	BOWLING CLUB DES SOURDS DE MONTPELLIER BCSM	Fonctionnement		450 €
5527	BOWLING CLUB DES SOURDS DE MONTPELLIER BCSM	Projet	CHAMPIONNAT DE FRANCE DES SOURDS DOUBLETES ET TEAM	500 €
5635	GOREE BASKET CLUB	Fonctionnement		1 000 €
5792	MONTPELLIER JUDO OLYMPIC	Fonctionnement		1 000 €
5816	CLUB SPORTIF CHEMINOT PETANQUE MONTPELLIER	Fonctionnement		400 €
6424	FOOTBALL CLUB PAS DU LOUP	Fonctionnement		1 200 €
TOTAL				236 070 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 25722, nature 6574, chapitre 924

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2016 sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 413 370 € ;
- D'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 26 février 2016

Nom de la structure: -
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué : €
Thématique :

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par M. Philippe SAUREL, Maire agissant en vertu d'une délibération du

Et :

La structure bénéficiaire représentée par , Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La structure bénéficiaire a sollicité une subvention de euros pour son fonctionnement au titre de l'année 2016.

La structure bénéficiaire poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....

Considérant que les actions de la structure bénéficiaire contribuent au développement de la politique de la Ville en matière de et qu'elles présentent ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue pour l'année 2016.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 : Montant de la subvention accordée

Pour l'année 2016, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire une subvention d'un montant de **euros**.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en 2 versements au minimum ;

1- Un premier versement égal à 70% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée (Pièce n°1) et du relevé d'identité bancaire (RIB) de la structure (Pièce n°2).

Le tableau RIB ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2- Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes 2015 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant ;
- Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2015 de la structure.

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à faire apparaître l'appui de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie Participative (contact : 04 67 34 88 00)
- à remettre à la Ville :
 - * les comptes de l'année 2016 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il a lieu
 - * Un rapport d'activité mettant en évidence l'état de réalisation des actions présentées lors du dépôt de dossier de demande de subvention.

Article 6 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 7: Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8: Résiliation et cas de remboursement de la subvention versée

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Article 9: Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Monsieur le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Nom de la structure: -
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué : €
Thématique :

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR UN PROJET

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par M. Philippe SAUREL, Maire agissant en vertu d'une délibération du

Et :

La structure bénéficiaire , représentée par , Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La structure bénéficiaire a sollicité de la Ville une subvention de euros pour le projet .

Le projet porté par la structure bénéficiaire poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....
.....

Le montant prévisionnel du projet s'élève à :€ TTC. Considérant que le projet de la structure bénéficiaire contribue au développement de la politique de la Ville en matière de et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue pour l'année 2016.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 : Montant de la subvention accordée

Pour l'année 2016, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire une subvention d'un montant de euros.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en 2 fois.

1- Un premier versement, égal à 70% de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée (Pièce n°1) et du RIB de la structure (Pièce n°2).

Le tableau RIB ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2- Le solde de la subvention (30%) sera versé sur présentation de chacune des pièces suivantes :

- ✓ Pièce n°3 : Les comptes 2015 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant,
- ✓ Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2015 de la structure,
- ✓ Pièce n°5 : Un rapport final de réalisation du projet,
- ✓ Pièce n°6 : Un état définitif, signé du Président, récapitulant les recettes et les dépenses affectées au projet,
- ✓ Pièce n°7 : Un état des factures acquittées pour le projet ;

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville les pièces énoncées à l'article 4,
- à faire apparaître l'appui de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie Participative (contact : 04 67 34 88 00)

Article 6 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 7 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8 : Résiliation et cas de remboursement de la subvention versée

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi

d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Article 9 : Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Monsieur le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Nom de la structure:
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué : €
Thématique :

Lettre d'engagement

Direction des Finances
Service Actionnariat et Partenariats
Mairie de Montpellier
1, place Georges Frêche
34267 Montpellier Cedex 2

Je soussigné(e), , représentant(e) légal de la structure, m'engage à utiliser la subvention de € attribuée pour l'année 2016 par la Ville de Montpellier lors du conformément à l'objet de la subvention décrit dans le dossier de demande de subvention présenté à la Ville de Montpellier.

J'ai bien noté que le versement de la subvention est conditionné par la réception de cette lettre signée par le représentant du bénéficiaire dûment habilité (Pièce n°1) et d'un relevé d'identité bancaire de la structure bénéficiaire (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La décision d'octroi de la subvention au titre de l'année 2016 sera automatiquement frappée de caducité si elle n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, partiel ou total, au 31/12/2016.

Je m'engage à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et à informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure.

En cas de non respect de ces engagements, j'ai bien noté que la structure devra restituer à la Ville de Montpellier les sommes reçues.

Le (la) Président(e) de la Structure Bénéficiaire,

Nom :
Prénom :

Date et signature :

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

"Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée."

Séance publique du jeudi 25 février 2016

Convoqué le jeudi 18 février 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 25 février 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Sabria BOUALLAGA, Perla DANAN, Véronique DEMON, Alex LARUE, Caroline NAVARRE, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ,

Convention constitutive de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier et autorisation de lancement et de signature pour un marché de développements, de maintenance et d'accompagnement sur les logiciels libres de la plateforme e-services mutualisée.

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre du projet de plateforme e-services mutualisée, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont identifié des besoins communs de développements, maintenance et accompagnement sur les logiciels libres constitutifs de la plateforme utilisée par les deux collectivités.

Afin de rationaliser les investissements et réaliser des économies, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier souhaitent constituer un groupement de commandes et lancer un marché de développements, de maintenance et d'accompagnement sur les logiciels libres constitutifs de la plateforme : W.C.S, AUTHENTIC 2, LASSO et PASSERELLE, conformément à la convention annexée et à l'article 8 du Code des Marchés publics et lancer une procédure de mise en concurrence.

Montpellier Méditerranée Métropole est désignée coordonnateur du groupement. Chaque collectivité sera en charge de sa bonne exécution pour ce qui la concerne.

La procédure de mise en concurrence sera conforme aux articles 57 à 59 et 77 du Code des Marchés Publics (Appel d'Offres Ouvert).

Le marché sera signé et notifié par Montpellier Méditerranée Métropole, au nom des membres du groupement, pour une durée de un an, reconductible trois fois.

Le marché est constitué de 2 lots :

Lot 1 : Développements et maintenance.

Lot 2 : Accompagnement

Le marché sera sans montant minimum ni maximum avec une estimation globale pour la totalité de la durée du marché de 420 000 € HT détaillée comme suit :

Ville de Montpellier : Lot 1 – 110 000 € HT / Lot 2 – 70 000 € HT

Montpellier Méditerranée Métropole : Lot 1 – 120 000 € HT / Lot 2 – 120 000 € HT.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser l'établissement d'un Groupement de Commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier.
- D'autoriser Monsieur le Président, avant l'engagement de la procédure de passation, à souscrire le marché à intervenir avec le candidat retenu par la Commission d'Appels d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, et à signer tout document relatif à cette affaire, à la fois concernant la passation et l'exécution du marché.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 26 février 2016



**Convention de groupement de commandes publiques entre
Montpellier Méditerranée Métropole
et la Commune de
Montpellier
ayant pour coordonnateur
Montpellier Méditerranée Métropole**

**Prestations de développements, maintenance et
accompagnement sur les logiciels libres « WCS », « Authentic
2 », « Lasso » et « Passerelle »**

Entre

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, Déléguée de la commission Développement économique et Attractivité, agissant en vertu de la délibération du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole en date du ;

et

La Commune de Montpellier, représentée par son Maire, Philippe SAUREL, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du ;

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

Dans un objectif de coordination et de groupement des achats, afin d'aboutir à des économies d'échelle et de rationaliser les achats et la dépense publique, il a été décidé d'avoir recours à la mutualisation des procédures de passation des marchés par le biais de la présente convention constitutive de groupement de commandes.

Ces objectifs, en l'espèce, des communes membres du groupement, se traduisent par la mise en place d'un groupement de commandes dans le cadre de la passation du marché de prestations de développements, maintenance et accompagnement sur les logiciels libres « WCS », « Authentic 2 », « Lasso » et « Passerelle », conformément aux besoins définis par chaque membre.

Article 1 – Objet de la convention constitutive du groupement

La présente convention a pour objet la constitution d'un groupement de commandes, en application du décret n° 2006-975 du 1er août 2006 modifié portant code des marchés publics, et plus précisément de son article 8, en vue de la passation d'un marché relatif à des **prestations de développements, maintenance et accompagnement sur les logiciels libres « WCS », « Authentic 2 », « Lasso » et « Passerelle »**, au terme d'une procédure commune de passation et d'attribution du marché public lancée pour le compte des membres du groupement.

La présente convention organise la définition des modalités de fonctionnement du groupement de commandes ainsi constitué, conformément à l'article 8-II du Code des Marchés publics.

L'étendue du groupement issu de la présente convention est celle prévue à l'article 8-VII-1° du Code des Marchés Publics : le coordonnateur assurera la passation et l'attribution du marché pour le compte de l'ensemble des membres du groupement, mais également la notification et la signature du marché. Chaque commune membre devra ensuite s'assurer de sa bonne exécution.

Article 2 – Définition des besoins et engagement des membres

Sous réserve des dispositions de l'article 3.4 de la présente convention, une fois la procédure de passation lancée, chaque commune membre du groupement s'engage à signer avec le candidat retenu, à hauteur de ses besoins propres conformément à l'article 8-II du Code des Marchés Publics, le marché résultant du présent groupement.

Article 3 – Fonctionnement du groupement

Article 3.1 – Désignation et mission du coordonnateur du groupement

Montpellier Méditerranée Métropole est désignée par l'ensemble de ses membres en qualité de coordonnateur du groupement au sens de l'article 8-II du code des marchés publics.

Le coordonnateur sera chargé à ce titre de procéder à l'ensemble de la procédure de mise en concurrence dans le respect du Code des Marchés Publics et de désigner l'attributaire du marché.

Plus précisément, Montpellier Méditerranée Métropole, en tant que coordonnateur, est chargée des missions suivantes :

Choisir la procédure et le mode de la consultation conformément au Code des Marchés publics.

Lors de la procédure de passation et d'attribution :

- Préparer la procédure de passation et élaborer les documents de la consultation et les documents contractuels (élaboration de l'avis d'appel public à la concurrence, règlement de consultation, acte d'engagement, cahier des charges administratives et techniques, pièces financières, etc.. ...) ;
- Procéder aux formalités de publicité et de procédure (publication de l'avis d'appel public à la concurrence, mise à disposition ou envoi aux entreprises des documents de la consultation, réception et analyse des candidatures et des offres, demande de compléments, négociations le cas échéant, envoi des lettres de « plaisir » et de regret, élaboration du rapport de présentation, transmission à la préfecture, demande des attestations fiscales et sociales au candidat retenu...) conformément aux besoins strictement définis par chacun des membres ;
- Organiser, convoquer et gérer la Commission d'appel d'offres.

Après l'attribution du marché :

- Signer les marchés, les notifier au nom de l'ensemble du groupement.

Au titre de l'information :

- Centraliser les informations transmises par les communes membres sur les marchés (problèmes d'exécution, de litiges, de contentieux...) ;
- Transmettre aux communes membres du groupement les documents nécessaires à l'exécution du marché pour leurs besoins propres.

Article 3.2 – Obligations des membres du groupement

Les obligations des communes membres du groupement sont les suivantes :

- En amont de la procédure de passation du marché, communiquer au coordonnateur l'évaluation de leurs besoins ;
- S'engager à signaler au coordonnateur tout problème survenant dans l'exécution des marchés, et à lui communiquer toute information ou pièce relative aux litiges et contentieux formés au titre de l'exécution des marchés ;
- Exécuter matériellement le contrat (émission des bons de commande le cas échéant, réception, livraison, maintenance...) ;
- Exécuter financièrement le contrat en procédant au règlement des factures et autres dépenses à hauteur de leurs propres besoins ;
- Gérer tout litige ou contentieux avec le titulaire du marché pour leurs propres besoins ;
- Rester maître de la bonne exécution du marché correspondant à leurs propres besoins indépendamment des autres membres conformément à l'article 8-VI du code des marchés publics.

Article 3.3 – Commission d'appel d'offres du groupement

Sur le fondement de l'article 8-VII du Code des Marchés Publics, la commission d'appel d'offres de Montpellier Méditerranée Métropole est reconnue compétente pour procéder à la désignation des titulaires des marchés, dans le respect des règles de fonctionnement, notamment de convocation et de quorum, déjà prévues et applicables à la présente CAO.

A la demande des communes membres, sur la base de l'article 23 du Code des Marchés publics, le Président de Montpellier Méditerranée Métropole pourra désigner par arrêté des personnalités représentant les communes en raison de leur compétence dans la matière qui fait l'objet de la consultation. Ces personnes n'auront qu'une voie consultative.

Article 3.4 – Adhésion et retrait du groupement

Chaque membre adhère au groupement de commandes par la signature de la présente convention, en y étant dûment habilité par délibération de son instance délibérante. Une copie de la délibération est notifiée au coordonnateur du groupement de commandes.

Chaque membre du groupement conserve la faculté de se retirer du groupement :

Avant la publication de l'AAPC, chaque membre du groupement sera autorisé à quitter ledit groupement sur un simple courrier signé par la maire de la Commune ou le représentant de la Collectivité. Montpellier Méditerranée Métropole, en tant que coordinateur du groupement, sera chargé d'en informer les autres membres du groupement.

Le retrait d'un ou plusieurs membres ne rend pas caduque la présente convention.

Article 3.5 – Dispositions financières

La mission du coordonnateur ne donne pas lieu à rémunération.

Les frais de publicité, de procédure et les autres frais occasionnés pour la gestion de la procédure incomberont au coordonnateur désigné, soit en l'espèce à Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 4 – Durée de la convention constitutive du groupement

La convention prend effet à compter de sa signature par tous les membres du groupement jusqu'à la date d'expiration du marché, périodes de reconduction comprises.

Article 5 – Modifications de la présente convention

Les éventuelles modifications de la convention constitutive du groupement de commandes, bénéficiant de l'accord de la majorité des 2/3 des membres du groupement, prennent la forme d'un avenant et doivent être approuvées dans les mêmes termes par les membres du groupement.

Article 6 – Résiliation de la présente convention

La présente convention est résiliée par décision du coordonnateur, après accord de la majorité des 2/3 des membres du groupement. Elle sera ensuite notifiée à l'ensemble des membres du groupement.

Article 7 – Litiges

Dans le cas d'une réclamation, d'un différend ou d'une controverse pouvant naître de la présente convention ou d'événements non prévus, chacune des parties accepte que tout litige soit réglé par voie amiable. Au cas où aucun accord ne pourrait être trouvé, le litige sera porté devant le tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier, le Pour Montpellier Méditerranée	Fait à Montpellier le
--	-----------------------

Métropole, La Vice-Présidente déléguée Chantal MARION	Pour la Commune de Montpellier, Le Maire Philippe SAUREL
--	---

Séance publique du jeudi 25 février 2016

Convoqué le jeudi 18 février 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 25 février 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASILVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code
Général des Collectivités Territoriales :**

Sophia AYACHE, Sabria BOUALLAGA, Perla DANAN, Véronique DEMON, Alex LARUE, Caroline NAVARRE, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ,

Hôtels de Varennes et Bachy-du-Cayla Mise en accessibilité pour les personnes en situation de handicap Autorisations préalables aux travaux et demandes de subventions

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Conformément à la loi « handicap » de 2005 puis à l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014, tous les Etablissements Recevant du Public doivent être rendus accessibles à toutes les personnes en situation de handicap.

Dans ce cadre, la Ville de Montpellier a déposé un Agenda d'Accessibilité Programmée (ADAP) le 30 septembre 2015 en préfecture, accepté le 15 décembre 2015, portant sur la mise en accessibilité de 305 sites et échelonné sur 3 périodes de 3 ans.

L'hôtel de Varennes, sis 2 place Pétrarque, et l'hôtel Bachy-du-Cayla, sis 1 rue Embouque d'or, tous deux inscrits au titre des monuments historiques, doivent ainsi faire l'objet de travaux de mise en accessibilité :

- l'hôtel de Varennes abrite notamment la salle Pétrarque, le Musée du vieux Montpellier et le Musée Fougau ;
- l'hôtel Bachy-du-Cayla accueille notamment une halte-garderie et un centre de loisirs.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'autoriser M. le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer tout dossier permettant de recueillir les autorisations et accords nécessaires et préalables aux travaux à mener pour ce projet, notamment les permis de construire afférents ;
- d'autoriser le lancement de toutes les consultations nécessaires à la réalisation de cette opération ;
- de solliciter les subventions les plus larges possibles auprès de l'Etat, des collectivités territoriales et autres partenaires potentiels ;

- de dire que la dépense sera imputée sur les crédits inscrits au budget 2016 de la Ville de Montpellier, tous chapitres.

↓
Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Publiée le : 26 février 2016

Séance publique du jeudi 25 février 2016

Convoqué le jeudi 18 février 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 25 février 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASILVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Sabria BOUALLAGA, Perla DANAN, Véronique DEMON, Alex LARUE, Caroline NAVARRE, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ,

Bistrot et Théâtre de Grammont Convention de réalisation de travaux et de répartition des coûts

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier a conclu avec l'Institut Bouisson Bertrand un bail emphytéotique administratif le 1^{er} octobre 1979, portant sur les parcelles RL 1 et RL 3, sur lesquelles sont érigés, notamment, les dépendances du château de Grammont (le bistrot et les locaux du théâtre de Grammont).

Dans le cadre des transferts de compétences, articles L 5211-5 III et L. 1321-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, une partie des locaux des dépendances du château a été transférée à la Communauté d'Agglomération de Montpellier en 2002.

Suite à des désordres structurels constatés sur le bâtiment des dépendances du château, après un diagnostic effectué par l'entreprise P3G en 2013, la commune de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont convenu de réaliser des travaux d'investissements. La réalisation des travaux et la répartition des coûts seront définis par le biais d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention définissant les modalités de réalisation des travaux et de répartition des coûts entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'imputer les dépenses et les recettes sur le budget de la Ville, CRB 26 600 ;

- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Publiée le : 26 février 2016



Convention de réalisation de travaux et de répartition des coûts Bistrot et locaux théâtre de Grammont

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Commune de MONTPELLIER,

Domiciliée 1 place Georges Frêche, 34 000 MONTPELLIER,

Représentée par son maire en exercice, M. Philippe SAUREL dûment habilité par délibération du,

Ci-après désignée « La Ville »,

D'UNE PART,

ET :

Montpellier Méditerranée Métropole,

Domiciliée 50 place Zeus, 34 000 MONTPELLIER,

Représentée par son président en exercice, M. Philippe SAUREL dûment habilité par délibération du Conseil de la Métropole du,

Ci-après désigné « Montpellier Méditerranée Métropole »,

D'AUTRE PART.

IL A PREALABLEMENT ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIVIT:

La Ville de Montpellier a conclu avec l'Institut Bouisson Bertrand un bail emphytéotique administratif le 1^{er} octobre 1979, portant sur les parcelles RL 1 et RL 3, sur lesquelles sont érigés, notamment, les dépendances du château de Grammont (le bistrot et les locaux du théâtre de Grammont).

Dans le cadre des transferts de compétences, une partie des locaux des dépendances du château a été transférée à la Communauté d'Agglomération de Montpellier en 2002.

Suite à des désordres structurels constatés sur le bâtiment des dépendances du château, après un diagnostic effectué par l'entreprise P3G en 2013, la commune de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont convenu de réaliser des travaux d'investissements.

Article 1 - Objet

La présente convention a pour objet de définir les modalités de réalisation des travaux et de répartition des coûts entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ;

Article 2 - Travaux à réaliser

2-1 - Etat du bâti

La façade Nord du Bistrot de Grammont est très fissurée du fait de la présence d'argiles gonflantes.

Ces désordres sont dus à des phénomènes de retrait et de gonflement des sols argileux situés sous le sol d'assise des fondations.

2-2 - Description des travaux

Les travaux consisteront en la création d'une barrière étanche en périphérie des façades Ouest et Nord du Bistrot pour maintenir une teneur en eau constante au niveau du sol d'assise des fondations.

Les eaux pluviales seront récoltées par un drain situé à environ 3 mètres de profondeur et éloigné de 5 mètres des façades, puis acheminées jusqu'au réseau principal via une fosse de relevage.

Article 3 - Durée des travaux

La durée des travaux est d'environ 2 mois. Ils débuteront début février 2016 pour se terminer en avril 2016.

Article 4 - Réalisation des travaux

Les travaux seront réalisés par la Ville de Montpellier.

Article 5 - Coût des travaux

Le montant des travaux est estimé à 145 000 €.

Article 6 - Répartition des coûts

La Ville de Montpellier refacturera à Montpellier Méditerranée Métropole 50 % du coût des travaux, sur présentation des factures, à l'issue des travaux.

Fait à Montpellier,
le

Pour la Ville,

**Pour Montpellier Méditerranée
Métropole,**

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
L'Adjoint délégué aux Finances,

Max LEVITA

FICHE FINANCIERE / Barrière étanche bistrot de Grammont
Service Gestion Active de la propriété Sécurité

Surface chantier : m²
 Ratio prix : #DIV/0! € T.T.C/m²

LOTS	ENTREPRISE	DEVIS TTC	Travaux supplémentaires	% travaux supplémentaires	Tiers fournisseur	N° marché	N° BC	MONTANT TOTAL TTC	1ère situation	2ème situation	3ème situation	4ème situation	5ème situation	6ème situation	MONTANT T.T.C	Etat des travaux	SOLDE
1	Etude Géotechnique FONDASOL	3 652,58 €		0,00	33476	MAPA 3A0437	13021073	3 652,58 €	3 652,58 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	3 652,58 €	Terminés	0,00 €
2	Curage réseau EP SOMES	1 313,99 €		0,00	09406	G21 Q13	13020425	1 313,99 €	1 186,82 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	1 186,82 €	Terminés	0,00 €
3	Etude désordres et préconisations P3G	4 485,00 €		0,00	72216	H93 A13	13018931	4 485,00 €	4 485,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	4 485,00 €	Terminés	0,00 €
4	Nettoyage toiture terrasse Languedoc Toiture	340,86 €		0,00	45531	G21 G13	13019834	340,86 €	340,86 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	340,86 €	Terminés	0,00 €
5	Reprise mur Sud bistrot BEC	375,76 €		0,00	72670	G21 D13	13022572	375,76 €	375,76 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	375,76 €	Terminés	0,00 €
6	Mission géotechnique d'exécution G4 FONDASOL	3 312,00 €		0,00	33476	H31 14	15017054	3 312,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	En cours	3 312,00 €
7	Mission AMO P3G (IG-TECH)	2 448,00 €		0,00	72216	H93 A15	15024312	2 448,00 €	2 448,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	2 448,00 €	Terminés	0,00 €
7	Mission de contrôle technique QUALICONSULT	1 180,80 €		0,00	23070	4D0009 C14	15024307	1 180,80 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	En cours	1 180,80 €
8	Mission CSPS QUALICONSULT	1 344,00 €		0,00	57795	4B0194 A15	15021985	1 344,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	En cours	1 344,00 €
9	Réalisation de la barrière étanche DARVER	105 533,80 €		0,00	48602	3D0105 B15	15026195	105 533,80 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	Pas commencés	105 533,80 €
10	Sous-traitant DARVER SOLIVE	10 000,00 €		0,00	48340		15026198	10 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	Pas commencés	10 000,00 €
11	Fourniture de 2 pompes CHICHE	13 904,40 €	1 881,36 €	13,53	27342	3D0105 J15	15026008	15 785,76 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	Pas commencés	15 785,76 €
11	Alimentation électrique des 2 pompes SNEF	1 439,81 €		0,00	26396	3D0105 I15	15028013	1 439,81 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	Pas commencés	1 439,81 €
12	Révision de la toiture Languedoc Toiture	5 601,07 €		0,00	45531	3D0105 D15		5 601,07 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	Pas commencés	5 601,07 €
13				#DIV/0!				0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	Pas commencés	0,00 €
		154 932,07 €	1 881,36 €	1,21				156 813,43 €							Total travaux à réaliser		144 197,24 €

**TRAVAUX
REALISES EN
2013**

Séance publique du jeudi 25 février 2016

Convoqué le jeudi 18 février 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 25 février 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code
Général des Collectivités Territoriales :**

Sophia AYACHE, Sabria BOUALLAGA, Perla DANAN, Véronique DEMON, Alex LARUE, Caroline NAVARRE, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ,

Mise à disposition d'un local associatif Approbation du loyer Autorisation de signer la convention

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de la mise à disposition de locaux auprès d'associations, la Ville souhaite poursuivre son action auprès des acteurs associatifs de la cité en signant une convention à partir du 1^{er} janvier 2016.

A ce titre, il est proposé de renouveler l'attribution de locaux associatifs pour l'association déclinée dans le tableau ci-joint.

Au vu de l'intérêt communal attaché à cette structure, un loyer minoré lui sera proposé. Ce loyer minoré constituant une subvention en nature, il convient d'approuver le tableau attributif ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et sur le compte de l'association.

Nom de l'association	Adresse	Valeur locative annuelle	Montant du loyer minoré	Montant de la subvention	Date renouvellement
Echecs Club Montpellier	Tour de la Babote 1 boulevard Victor Hugo	26 000 €	35, 00 €	25 965 €	31/12/2016

Il est donc proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le loyer minoré proposé à l'association « Echecs Club Montpellier », pour les locaux situés 1 Boulevard Victor Hugo, et de porter au Compte administratif de la Ville ces informations comptables ;
- D'approuver la convention d'occupation du domaine privé passée avec l'association « Echecs Club Montpellier » ;

- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Publiée le : 26 février 2016



CONVENTION DE LOCATION

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Commune de MONTPELLIER,

Domiciliée 1 place Georges Frêche, 34 000 MONTPELLIER,

Représentée par son maire en exercice, M. Philippe SAUREL dûment habilité par délibération du 25 février 2016.

Ci-après désignée « La Ville »,

D'UNE PART.

ET :

L'association « Echecs Club de Montpellier »

Domiciliée

Représentée par son président en exercice dûment habilité,

Ci-après désignée « Le preneur »,

D'AUTRE PART.

IL A PREALABLEMENT ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUI:

La Ville de Montpellier est propriétaire du bien situé :

Tour de la Babote
1 boulevard Victor Hugo
34000 Montpellier

qui appartient à son domaine privé.

Elle accepte de le louer au preneur dans les conditions prévues à la présente convention et conformément aux dispositions de l'article 1708 et suivants du code civil.

Article 1 -Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le preneur est autorisé à occuper le local susvisé. Cette occupation sera autorisée dans les conditions ci-après.

| Paraphe Ville

Paraphe Preneur

Article 2 - Dispositions concernant les lieux loués

2.1 - Désignation des lieux

La Ville de Montpellier met à la location du preneur les lieux ci-après désignés :

Tour de la Babote
1 boulevard Victor Hugo
34000 Montpellier

Les lieux loués ont une superficie de 200 m².

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

2.2 - Destination des lieux

Les locaux seront exclusivement destinés à l'usage de l'activité précisée dans les statuts de l'association.

L'exercice de toute autre activité est formellement interdit et notamment l'exercice d'une activité commerciale, politique, religieuse.

2.3 - Etat des lieux

2.3.1 - Etat des lieux entrant

Le preneur prendra les lieux loués dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance. Un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe de la convention.

Le preneur s'engage à maintenir les lieux en parfait état.

2.3.2 - Etat des lieux sortant

Un état des lieux de sortie sera dressé contradictoirement au moment du départ du preneur.

Article 3 - Durée

La présente convention de location est consentie pour une durée de douze mois.

Elle prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2016 et se terminera le 31 décembre 2016.

Elle sera renouvelable deux fois par tacite reconduction pour des périodes successives d'un an.

Un exemplaire original de la présente convention sera remis au preneur qui s'engage à le dater, le signer et le retourner à la Ville de Montpellier dans un délai maximum d'un mois. Passé ce délai, le local sera proposé à une autre association.

Article 4 - Loyer et charges

4.1. Modalités de paiement

La Ville transmettra une demande de paiement du loyer et des charges selon l'échéance ci-après définie.

Il convient donc que le preneur indique ci-dessous l'adresse à laquelle la demande de paiement doit être adressée :

.....
.....
.....

A défaut, le preneur s'engage à communiquer cette adresse à la Ville dans un délai maximum d'un mois à compter de la signature du contrat.

Le paiement du loyer et des charges pourra être effectué par chèque à l'ordre du Trésorier principal Municipal ou en espèces.

4.2 - Loyer

La valeur locative annuelle, hors charges, de ces locaux est de 26 000 €.

Toutefois, le preneur exerçant une activité à but non lucratif qui concoure à la satisfaction de l'intérêt général, le loyer est minoré et limité à 35 € que le preneur s'engage à payer annuellement.

Ce loyer minoré est constitutif d'une subvention en nature annuelle de 25 965 €.

Elle devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et sur celui du preneur.

La Ville se réserve le droit de demander le compte de résultat du preneur sur lequel doit être reporté le montant de la subvention.

4.3 - Charges

Les charges ne sont pas exigées.

Article 5 - Obligations du preneur

5.1 - Conditions d'utilisation des locaux

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil

Ainsi :

- 1) Le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition,

- 2) Il devra se conformer aux prescriptions réglementaires et légales en vigueur de façon à ce que la responsabilité de la Ville ne puisse être ni inquiétée, ni recherchée et notamment en ce qui concerne :
 - la voirie, la salubrité, la police, la sécurité, l'Inspection du Travail,
 - La tranquillité de l'immeuble
- 3) L'exercice d'une activité autre que celle prévue dans les statuts de l'association est strictement interdit. Ainsi, est proscrit l'exercice de toute activité politique, religieuse ou commerciale.
- 4) La consommation d'alcool, de tabac et produits illicites est formellement interdite dans les locaux.
- 5) La présence d'animaux de compagnie est interdite dans les locaux, sauf les chiens d'assistance pour les personnes en situation de handicap.
- 6) Le preneur ne pourra faire dans les lieux loués aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun percement de murs ou de voûtes, aucune construction, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'autorisation préalable et écrite de la Ville de Montpellier.
- 7) Les changements de serrure sont strictement interdits. La Ville conserve un double des clés de chaque local. Si toutefois un problème de serrure devait survenir, le preneur s'oblige à demander l'accord préalable de la Ville et fournir un double des clés dans un délai maximum d'un mois.
- 8) En cas de mise en place d'une alarme par le preneur, celui-ci s'engage à communiquer immédiatement le code à la Ville. Le matériel devra être désinstallé et les murs remis en l'état à la fin de la convention ou en cas de résiliation.

La Ville se réserve le droit de visiter les locaux loués à tout moment, pour contrôler leur état et s'assurer que leur utilisation est conforme à la convention et à l'activité de l'association. Le preneur ne pourra lui en interdire l'accès pour quelque motif que ce soit.

Une visite annuelle des locaux sera effectuée par un agent de la Ville.

5.2 - Entretien des locaux

Les locaux loués doivent être tenus en bon état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public et de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du Code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Il devra notamment :

- assurer l'entretien courant des locaux et de ses éléments d'équipement, ainsi que les menues réparations nécessaires ;
- nettoyer et dégorger les conduits de descentes d'eaux pluviales, chéneaux et gouttières ;

- entretenir les petites parties mécaniques des portes et fenêtres et notamment réaliser le graissage des gonds et des charnières, les menues réparations des boutons et poignées de portes, des gonds et des mécanismes de fermeture, le remplacement des clefs égarées ou abîmées ;
- le remplacement des vitres détériorées ;
- le maintien en état de propreté des plafonds, murs et cloisons, notamment le rebouchage des trous éventuellement faits ;
- entretenir les revêtements de sol ;
- entretenir les installations de plomberie, de chauffage, climatisation, ventilation, les canalisations de gaz, le remplacement de certains éléments de chauffage et de robinetterie ;
- entretenir certains éléments d'équipement électrique, dont notamment le remplacement des ampoules, interrupteurs, prises de courant, fusibles, baguettes ou gaines de protection.

Dans le cas où les locaux comporteraient des équipements nécessitant des vérifications périodiques obligatoires (installations électriques, installations gaz, chaudières, portes automatiques, extincteurs, ...), le preneur s'engage à les réaliser et à transmettre à la Ville le rapport de vérification.

Si le rapport fait état de travaux à réaliser qui relèvent du locataire au sens de l'article 1754 du Code civil, le preneur a l'obligation de les effectuer avant le terme de la convention. A défaut, la Ville fera réaliser ces travaux aux frais exclusifs du preneur.

L'occupant devra laisser les représentants de la Ville, entrepreneurs et ouvriers pénétrer dans les lieux pour visiter, réparer et entretenir le local.

5.3 - Statuts de l'association

Le preneur s'engage à signaler à la Ville de Montpellier, tout changement de nom, de bureau d'objet de l'association, ou de modification de siège social dans un délai maximum d'un mois.

5.4 - Clauses particulières

Le local faisant partie d'une copropriété, le preneur a l'obligation de respecter les règles suivantes :

- ne pas réserver pour son usage personnel des espaces ou des équipements communs ou collectifs.
- Les bicyclettes, cyclomoteurs, etc., doivent obligatoirement être rangés dans les locaux destinés à cet effet.
- Il est interdit au preneur de brancher des appareils ou luminaires sur les installations électriques des locaux communs pour son usage personnel ou de bloquer les minuteries et d'utiliser les robinets de puisage et d'arrosage extérieur.
- Il est interdit de jeter ou de déposer des papiers, des détritiques ou objets quelconques sur les espaces verts, voiries ou toutes parties communes de l'immeuble. De plus, le locataire doit veiller à la propreté des escaliers, paliers et couloirs.
- Tout affichage est interdit.

- Le stationnement sur des emplacements réservés aux résidents de la copropriété est interdit.
- Le preneur s'engage à faire remonter toute difficulté éventuelle au sein de la copropriété à la Ville. La Ville est le seul interlocuteur du syndic en tant que propriétaire des locaux.

Article 6 – Assurances

Le preneur s'engage à souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés aux tiers.

- En cas de nouvelle convention, une copie de contrat ou une attestation devra être remise à la Ville, au plus tard 15 jours après la remise des clés au preneur.
- En cas de renouvellement de convention, une copie de contrat ou une attestation devra être remise à la Ville sans dépasser un délai maximum d'un mois après la date de renouvellement.

Cette copie est à transmettre par voie postale à :

Mairie de Montpellier
Service Gestion Active de la Propriété Sécurité
Direction Architecture Immobilier
1 place Georges Frêche
34 267 MONTPELLIER Cedex 2

Article 7 – Cession – sous-location

Le preneur devra occuper personnellement les lieux loués.

Il est interdit à l'occupant :

- De concéder la jouissance des lieux mis à sa disposition à qui que ce soit, sous quelque forme que ce soit, même temporairement et à titre gratuit et précaire ;
- De sous-louer en tout ou partie.
- Céder le contrat à un tiers

Article 8 - Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait (non-paiement du loyer, des charges, du dépôt de garantie, non souscription d'une assurance des risques locatifs, non-respect de l'obligation d'user paisiblement des locaux loués, troubles du voisinage constatés par décision de justice passée en force de chose jugée).

Elle sera résiliée, après un préavis d'un mois, en cas de manquement par le preneur à ses obligations prévues dans la convention.

Article 9 – Restitution des locaux

Au terme du contrat, un état des lieux de sortie contradictoire sera effectué et le preneur procédera à la restitution des locaux et à la remise des clés.

A cette fin, il convient que le preneur prenne contact avec la Ville dans un délai minimum d'un mois, afin de convenir d'un rendez-vous.

A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir aux frais du preneur un inventaire des objets déposés.

Ceux-ci seront tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

L'occupant devra restituer les lieux et ses abords libres de toute occupation et débarrassés de tous mobiliers, détritrus divers, marchandises et en parfait état de propreté.

En cas de dégradations, dégâts, abandon de détritrus divers ou autres, la Ville procédera à la remise en état des locaux à la charge du preneur sur présentation de justificatifs (devis, factures).

Article 10 - Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
le

Pour la Ville

Pour le preneur,

Qualité :

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
L'Adjoint délégué aux Finances,

Max LEVITA

Nom et prénom :
(+ Cachet de l'association)

Séance publique du jeudi 25 février 2016

Convoqué le jeudi 18 février 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 25 février 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Sabria BOUALLAGA, Perla DANAN, Véronique DEMON, Alex LARUE, Caroline NAVARRE, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ,

Domaine de Lavalette Convention d'exploitation et de maintenance des équipements d'intérêt commun

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier a conclu avec Montpellier Sup Agro un bail emphytéotique administratif le 25 juillet 1980, par lequel elle a mis à la disposition de Sup Agro un certain nombre de parcelles au sein du domaine de Lavalette pour une durée de 99 ans.

Un avenant a été signé le 17 janvier 2008, entérinant la rétrocession à la Ville de parcelles, ainsi que de plusieurs bâtiments.

Néanmoins, les conditions de raccordement au réseau d'assainissement et d'adduction d'eau potable de ces derniers n'avaient pas été prises en considération.

Aussi, Montpellier Sup Agro a poursuivi l'exploitation et la maintenance de ces équipements, ainsi que le paiement des consommations d'eau et d'assainissement imputables à la Ville de Montpellier.

L'avenant du 28 janvier 2015 a permis de procéder à la résiliation partielle du bail emphytéotique administratif et convenu que les parties se rapprocheraient, afin d'établir une convention d'exploitation et de maintenance des équipements d'intérêt commun.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention d'exploitation et de maintenance des équipements d'intérêt commun avec Montpellier Sup Agro ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, CRB 26610 ;

- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopté.

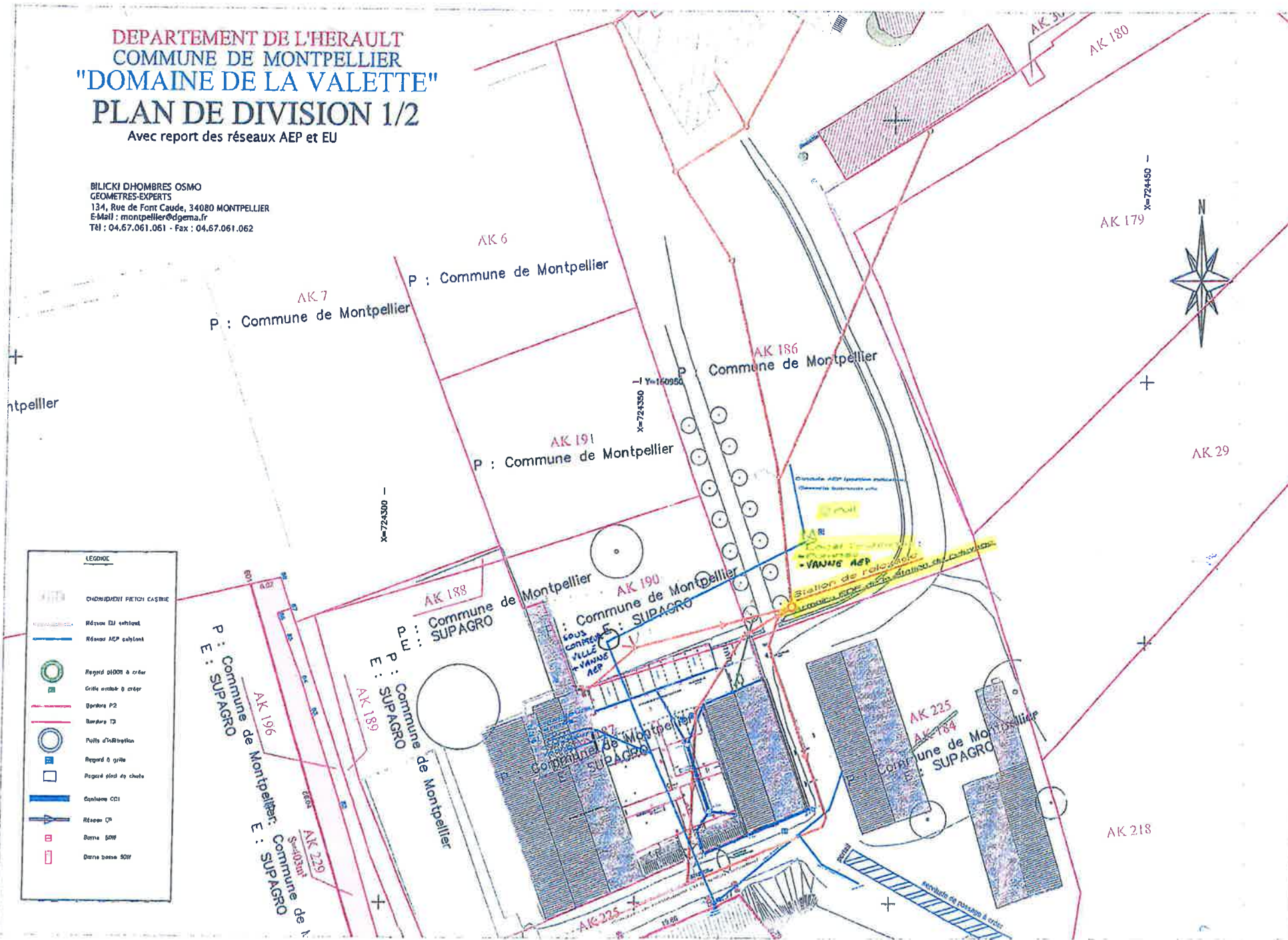
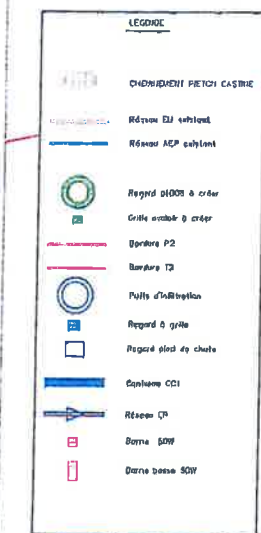
Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,


Philippe SAUREL

Publiée le : 26 février 2016

BILICKI DHOMBRES OSMO
GEOMETRES-EXPERTS
134, Rue de Font Caude, 34080 MONTPELLIER
E-Mail : montpellier@dgema.fr
Tél : 04.67.061.061 - Fax : 04.67.061.062

BILICKI DHOMBRES OSMO
GEOMETRES-EXPERTS
134, Rue de Font Caude, 34080 MONTPELLIER
E-Mail : montpellier@dgema.fr
Tél : 04.67.061.061 - Fax : 04.67.061.062





**Convention d'exploitation et de maintenance
des équipements d'intérêt commun
Domaine de Lavalette
Ville de Montpellier / Montpellier Sup Agro**

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Commune de MONTPELLIER,

Domiciliée 1 place Georges Frêche, 34 000 MONTPELLIER,

Représentée par son maire en exercice, M. Philippe SAUREL dûment habilité par délibération du

Ci-après désignée « La Ville »,

D'UNE PART.

ET :

Montpellier Sup Agro,

Domiciliée.....

Représenté par

Ci-après désigné « Sup Agro »,

D'AUTRE PART.

IL A PREALABLEMENT ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT:

La Ville de Montpellier a conclu avec Montpellier Sup Agro un bail emphytéotique administratif le 25 juillet 1980, par lequel elle a mis à la disposition de Sup Agro un certain nombre de parcelles au sein du domaine de Lavalette, gratuitement, pour une durée de 99 ans.

Un avenant a été signé en 2008, entérinant la rétrocession à la Ville de parcelles, ainsi que de plusieurs bâtiments. Néanmoins, les conditions de raccordement au réseau d'assainissement et d'adduction d'eau potable de ces derniers n'avaient pas été prises en considération.

Aussi, Montpellier Sup Agro a poursuivi l'exploitation et la maintenance de ces équipements, ainsi que le paiement des consommations d'eau et d'assainissement imputables à la Ville de Montpellier.

432

Le 19 janvier 2015, Il a été procédé à la résiliation partielle du bail emphytéotique administratif et convenu que les parties se rapprocheraient afin d'établir une convention d'exploitation et de maintenance des équipements d'intérêt commun.

Article 1 - Objet

Dans le cadre de l'avenant du 19 janvier 2015 modifiant l'assiette foncière du bail emphytéotique administratif, les parties se sont entendues pour rédiger la présente convention, définissant les conditions d'exploitation et de maintenance des équipements d'intérêt commun, afin de répartir le coût au prorata des volumes d'eau potable consommés par chaque partie.

Article 2 – Eau potable et assainissement

A compter du 1^{er} janvier 2016, les factures à régler auprès du fournisseur d'eau pour les consommations de la Ville et Sup Agro, seront réglées par Sup Agro qui refacturera à la Ville sa part, sur la base des index relevés sur le sous-compteur (cf. plan annexé).

Article 3 – Entretien des équipements techniques d'intérêt commun

3-1 – Description des équipements

- un puits et des pompes,
- une station de relevage et son tableau électrique,
- un local avec compteur.

Ces équipements figurent sur le plan annexé à la présente, sur les parcelles AK 190 et AK 186.

3-2 – Entretien

Montpellier Sup Agro assure la gestion technique des équipements susvisés : maintenance préventive et curative, gestion des contrats d'entretien, petits travaux d'entretien.

Il assurera également la réparation éventuelle de ces équipements en cas de problème.

La Ville participera à hauteur de 50% pour l'ensemble des frais qui lui seront refacturés par Sup Agro.

Tout équipement non commun sera à la charge de la partie concernée.

3-3 - Réparations

Dans le cas où Sup Agro aurait à intervenir pour procéder à une réparation, il est tenu, dans la mesure du possible, de prévenir la Ville de Montpellier, pour avis et accord.

Le règlement des réparations se fera sur présentation des factures par Sup Agro, à l'issue des travaux de réparation.

Article 4 – Modalités de paiement

La Ville s'engage à régler sa consommation d'eau potable et sa part d'assainissement, trimestriellement, sur présentation d'appels de fonds qui seront régularisés en fin d'exercice comptable.

Article 5 – Travaux d'investissement

Les parties définiront ensemble les travaux d'investissement à réaliser selon les besoins.

La Ville participera à hauteur de 50 % sur les travaux ainsi décidés.

Article 6 – Durée de la convention

La présente convention est consentie pour une durée de 5 ans. Elle débutera le 1^{er} janvier 2016 pour se terminer le 31 décembre 2021.

Elle sera renouvelable pour la même durée, par reconduction expresse, jusqu'à la fin du bail emphytéotique administratif, soit le 31 décembre 2079.

Fait à Montpellier,
le

Pour la Ville

Pour Montpellier Sup Agro

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
L'Adjoint délégué aux Finances,

Max LEVITA

Séance publique du jeudi 25 février 2016

Convoqué le jeudi 18 février 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 25 février 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Sabria BOUALLAGA, Perla DANAN, Véronique DEMON, Alex LARUE, Caroline NAVARRE, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ,

Mise à disposition de salles municipales à tarif réduit ou gratuit

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier met à disposition chaque année des salles municipales pour un grand nombre d'associations. Le Conseil municipal du 17 décembre 2015 a validé lors de sa séance une grille tarifaire pour la mise à disposition de celles-ci, et il lui appartient de se prononcer au cas par cas sur les aspects financiers liés à ces occupations.

La délibération du 17 décembre 2015 prévoit :

- La gratuité pour les associations humanitaires ou caritatives et pour les manifestations à caractère caritatif ou humanitaire (sous réserve de justification de partenariat avec des associations caritatives ou humanitaires) et pour les structures locales des organisations syndicales représentatives de la collectivité.
- Un demi-tarif pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et entraînant des recettes.
- Un forfait de base pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et les établissements publics ou assimilés n'entraînant pas des recettes.

Il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur la gratuité ou le tarif réduit pour les associations, structures ou demandeurs privés dans le cadre de la délibération du 17 décembre 2015 ou hors de ce cadre.

Cette occupation à titre gratuit ou à tarif réduit constitue toutefois une redevance en nature, qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes du bénéficiaire que dans le budget de la Ville.

A cet effet, un tableau est joint en annexe indiquant le nom du demandeur, la salle, la date de mise à disposition et le montant valorisable de cette mise à disposition pour 113 structures, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 217 860 €

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

- D'approuver le tableau joint en annexe précisant les structures bénéficiaires de mise à disposition de salles municipales à titre gratuit ou à tarif réduit ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Publiée le : 26 février 2016

Dates	Nom de la salle	Organisme	TARIF de la salle	Tarif appliqué	VALORISATION
04/01/2016	Salle JACQUES 1er D'ARAGON	ADMR Montpellier Ouest	440	30	410
07/01/2016	Salle Guillaume de Nogaret	ADMR Montpellier Est	310	30	280
07/01/2016	Salle JACQUES 1er D'ARAGON	Association Colonia Espagnola de Montpellier	440	30	410
09/01/2016	Salle JACQUES 1er D'ARAGON	AMICALE DES GENS DU SPECTACLE CINEMATOGRAPHIQUE	440	30	410
10/01/2016	Salle de réceptions Grammont	Evasion des Sourds	2000	50	1950
11/01/2016	SALLE PETRARQUE	Amicale des Corses de Montpellier	600	30	570
12/01/2016	Salle Guillaume de Nogaret	Solidarité Homéopathie	310	0	310
12/01/2016	SALLE PETRARQUE	INSTITUT MAIMONIDE	600	30	570
14/01/2016	Salle JACQUES 1er D'ARAGON	Association des Membres de l'Ordre des palmes Académiques	440	30	410
14/01/2016	SALON DU BELVEDERE	Ecole maternelle d'AUBAIS	310	30	280
15/01/2016	Salle JACQUES 1er D'ARAGON	Visite Malades Etablissements Hospitaliers VMEH	440	30	410
15/01/2016	Salle Jules PAGEZY	ANR - HERAULT	1600	50	1550
15/01/2016	SALON DU BELVEDERE	AVF Montpellier (Accueil des Villes Françaises Montpellier)	310	30	280
16/01/2016	Salle Guillaume de Nogaret	Amis du Réseau ANAVAD	310	155	155
16/01/2016	SALLE PETRARQUE	Association Montpellieraine Universitaire Culture et Sport	600	30	570
17/01/2016	Salle de réceptions Grammont	La Garriga Lengadociana	2000	50	1950
17/01/2016	SALLE PETRARQUE	La Baronnie de Caravètes	600	30	570
19/01/2016	SALLE PETRARQUE	Maison de Heidelberg	600	30	570
20/01/2016	Salle Guillaume de Nogaret	Compagnie des Experts près de la Cour Administrative d'Appel de Marseille	310	30	280
21/01/2016	Salle Jacques 1er d'Aragon	Jeune Chambre Economique	450	30,5	419,5
22/01/2016	Salle JACQUES 1er D'ARAGON	UFC Que Choisir	450	30,5	419,5
23/01/2016	Salle Guillaume de Nogaret	Tourisme et Culture de l'Hérault	310	30	280
23/01/2016	Salle JACQUES 1er D'ARAGON	Montpellier Cuba Solidarité	440	30	410
23/01/2016	SALON DU BELVEDERE	Association Nationale des Assistants sociaux	315	30,5	284,5
28/01/2016	Salle de réceptions Grammont	Syndicat CGT des Retraités des Organismes sociaux	2040	51	1989
28/01/2016	Salle Jules PAGEZY	RSI Languedoc Roussillon	1630	51	1579
28/01/2016	SALLE PETRARQUE	Maison d'Heidelberg	600	30	570
28/01/2016	SALON DU BELVEDERE	Groupe Méditerranéen de Reflexion en Soins Palliatifs	310	30	280
29/01/2016	SALLE DES RENCONTRES	Société d'Entraide des Membres de la Légion d'Honneur	3200	50	3150
29/01/2016	SALLE PETRARQUE	Vélocité Languedoc	600	30	570
29/01/2016	SALON DU BELVEDERE	Association TVB	310	30,5	279,5
30/01/2016	Salle Guillaume de Nogaret	Association de la Cause Freudienne	310	157,5	152,5

30/01/2016	SALON DU BELVEDERE	Amicale du Liban	310	30,5	279,5
31/01/2016	Salle JACQUES 1er D'ARAGON	Association Le Choeur à l'Ouvrage	450	30,5	419,5
31/01/2016	Salle Jules PAGEZY	Montpellier Scrabble	2000	102	1898
02/02/2016	Salle Jules PAGEZY	Comité des Fêtes de la Ville de Montpellier	1630	0	1630
04/02/2016	Salle Jules PAGEZY	Espoir Méditerranée	1630	51	1579
04/02/2016	Salle de réceptions Grammont	Asso Sportive Employés Municipaux Golf	2040	51	1989
05/02/2016	Salle de réceptions Grammont	Association Horti FM	2040	51	1989
05/02/2016	Salle Guillaume de Nogaret	Ligue des Droits de l'Homme et du Citoyen	315	30,5	284,5
06/02/2016	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Association Football de Table Montpellier	450	30,5	419,5
06/02/2016	Salle Jules PAGEZY	Association des Etudiants Vietnamiens	1630	0	1630
07/02/2016	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	GIHP	900	61	839
08 au 19/02/2016	Salle Jules PAGEZY	Association Différent comme tout le monde	19930	0	19930
09/02/2016	CENTRE RABELAIS	Université du Tiers Temps	1360	51	1309
12/02/2016	Salle de réceptions Grammont	Centre Equestre De Grammont	2040	51	1989
13/02/2016	SALLE DES RENCONTRES	Amitié Franco-Vietnamienne Comité Hérault	3260	51	3209
13/02/2016	SALLE PETRARQUE	FCPE 34	610	30,5	579,5
14/02/2016	SALLE PETRARQUE	Association l'Impromptu	600	30	570
16/02/2016	CENTRE RABELAIS	Association Mots Passants	1325	51	1274
16/02/2016	Salle Guillaume de Nogaret	Collectif Montpelliérain de Solidarité avec le peuple grec	315	30,5	284,5
18/02/2016	SALON DU BELVEDERE	Les Amis du Monde Diplomatique	315	30,5	284,5
20/02/2016	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Institut Confucius	450	30,5	419,5
23/02/2016	SALLE PETRARQUE	INSTITUT MAIMONIDE	600	30	570
25/02/2016	SALLE PETRARQUE	Autour des Auteurs, Association des Ecrivains et Traducteurs	610	30,5	579,5
27/02/2016	SALLE PAGEZY	Association Sportive Vietnamienne	1630	0	1630
28/02/2016	SALON DU BELVEDERE	Association des Sénégalais de l'Hérault	610	61	549
01/03/2016	SALLE PETRARQUE	DU de Musicothérapie	1220	61	1159
05/03/2016	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Association des Membres de l'Ordre des palmes Académiques	450	30,5	419,5
06/03/2016	Salle de réceptions Grammont	FNATH Accidentés de la Vie Section Montpellier	3000	102	2898
07/03/2016	Salle Guillaume de Nogaret	Pour un Sourire d'Enfant Languedoc	315	30,5	284,5
08/03/2016	SALON DU BELVEDERE	Mutualité Française	315	30,5	284,5
09, 16, 23 et 30/03/2016	Salle Guillaume de Nogaret	Croix Rouge Française - Délégation de Montpellier	1260	122	1138
10/03/2016	SALON DU BELVEDERE	Lengadoc Info	315	30,5	284,5
10/03/2016	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	CIRFA	450	30,5	419,5
10/03/2016	SALLE DES RENCONTRES	Ecole des Parents et des Educateurs de l'Hérault	2750	51	2699
11/03/2016	Salle Guillaume de Nogaret	Pour le Droit de Mourir dans la Dignité	315	30,5	284,5
11/03/2016	SALLE PETRARQUE	Action Ethique Humanitaire	610	0	610

12/03/2016	SALON DU BELVEDERE	I.Projet-Echanges Internationaux Culture Citoyenneté	315	30,5	284,5
12/03/2016	Salle Jules PAGEZY	Maison d'Accueil la Pasquière	1630	0	1630
12/03/2016	CENTRE RABELAIS	Association Le Baobab	1325	50	1275
12/03/2016	Salle Guillaume de Nogaret	Eglise Protestante Malgache en France	315	157,5	157,5
13/03/2016	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	CLICS34	900	61	839
14/03/2016	CENTRE RABELAIS	UNAFAM 34	1325	51	1274
15/03/2016	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Réseau Vivre avec une anomalie du développement en L-R	450	30,5	419,5
17/03/2016	SALLE PETRARQUE	Société des Neurosciences	610	30,5	579,5
17/03/2016	SALON DU BELVEDERE	Les Amis du Monde Diplomatique	315	30,5	284,5
18/03/2016	CENTRE RABELAIS	Société des Neurosciences	1325	51	1274
19/03/2016	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Association Mozaik Outre-mer	450	30,5	419,5
19/03/2016	SALLE DES RENCONTRES	Association Des Z'aides	3260	0	3260
19 et 20/03/2016	Salle Jules PAGEZY	Association Philatélique Montpelliéraine	3630	153	3477
20/03/2016	Salle de réceptions Grammont	Assemblée Spirituelle des Baha'is de Montpellier	3000	102	2898
20/03/2016	Salle Guillaume de Nogaret	Montpellier Scrabble	610	61	549
21, 22 et 23/03/2016	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Université Montpellier III	1350	91,5	1258,5
22/03/2016	SALLE DES RENCONTRES	Etablissement Français du Sang	2750	0	2750
23/03/2016	SALON DU BELVEDERE	Initiatives plurielles	315	157,5	157,5
23/03/2016	SALLE DES RENCONTRES	Société des Neurosciences	2750	51	2699
25/03/2016	CENTRE RABELAIS	Francophonissimo	1325	51	1274
25, 26 et 27/03/2016	Salle Jules PAGEZY	Manoir du Crime	5260	1866	3394
26/03/2016	Salle de réceptions Grammont	Association des Afghans de Montpellier	2040	51	1989
26/03/2016	CENTRE RABELAIS	La Maison des Adolescents de Montpellier	1325	51	1274
29/03/2016	SALON DU BELVEDERE	GBU Montpellier	315	30,5	284,5
29/03/2016	SALLE DES RENCONTRES	UNIOPSS	3260	1630	1630
31/03/2016	Salle Guillaume de Nogaret	Association montpelliéraine pour un judaïsme humaniste et laïque	315	30,5	284,5
31/03/2016	SALLE PETRARQUE	UNIOPSS	610	30,5	579,5
03/02/2016	SALLE PETRARQUE	Association Réduire les Risques	610	30,5	579,5
16/01/2016	Salle de réceptions Grammont	Association Familiale des Sourds Montpellier	2000	50	1950
25/01/2016	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Comité de Quartier Richter +	450	30,5	419,5
08 et 22/02/2016	SALLE DES RENCONTRES	Institut Confucius	5500	102	5398
10/01, 07/02, 6/03, 3/04, 22/05, 18/06, 19/06	SALLE Jules PAGEZY	Montpellier Poker	11 200	350	10850
10/01, 14/02, 22/05, 9/10, 27/11	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Casa d'Espana	2 200	150	2050

11/01, 03/02, 03/03, 11/03 12/04; 10/05	Salle RABELAIS	UTT	7950	306	7644
14/01, 11/02, 10/03, 14/04, 12/05, 02/06	SALLE PETRARQUE	Société des Poètes	3600	180	3420
15/04, 12 au 15/05, 10/06, 01/07, 16/09, 14/10, 18/11, 09/12	Salle RABELAIS	Compagnie du Capitaine	18550	9275	9275
26, 28, 29, 30 et 31/01; 1, 2, 4, 5, 8, 11, 15 et 18/02	Salle RABELAIS	Association Chrétiens et Culture	29545	14772,5	14772,5
21/01/2016 + 24/03/ 2016	Salle Jules PAGEZY	Amicale des Retraités Municipaux	3200	100	3100
23/01/2016 et 24/01/2016	Salle Jules PAGEZY	Secours Populaire Français Montpellier	3200	0	3200
27 et 28/02/2016	SALLE DES RENCONTRES	Echecs club de Montpellier	5775	153	5622
29/01/2016 + 30/01/2016	Salle JACQUES 1er D'ARAGON	Maison de Famille	900	61	839
30/01/2016 + 31/01/2016	Salle Jules PAGEZY	Montpellier Scrabble	3630	153	3477
7, 14 et 21/01; 4, 11 et 18/02; 10, 17, 24 et 31/03; 7 et 14 /04	Salle RABELAIS	Ciné Club JEAN VIGO	19020	9510	9510
7/01, 17/01; 4/02, 21/02, 3/03, 20/03, 7/04, 14/04, 15/05, 26/06, 25/09, 16/10, 20/11, 11/12	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Colonia Espagnola	10800	732	10068
31/03; 1/04; 5/04; 7/04; 12/04; 14/04; 15/04	Salle RABELAIS	Festival Cinéma Méditerranéen (jeune public)	11095	539	10556
TOTAL			261975	44115	217860

Séance publique du jeudi 25 février 2016

Convoqué le jeudi 18 février 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 25 février 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Sabria BOUALLAGA, Perla DANAN, Véronique DEMON, Alex LARUE, Caroline NAVARRE, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ,

Convention de mise à disposition d'un agent municipal auprès de l'association de gestion de la Maison de Montpellier à Heidelberg

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Maison de Montpellier à Heidelberg a pour but de promouvoir Montpellier, son histoire, son développement économique, ses richesses culturelles, le dynamisme de son artisanat et l'action de la Ville.

Elle assure l'information des heidelbergeois et l'accueil de toute personne susceptible de rechercher des renseignements sur Montpellier.

L'association de gestion de la Maison de Montpellier à Heidelberg, association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, a pour but d'assurer la gestion et l'animation de la Maison.

Au regard de la finalité de la Maison de Montpellier à Heidelberg, dévolue à la promotion de la Ville, la Ville de Montpellier contribue à son fonctionnement par la mise à disposition d'un agent municipal auprès de l'association de gestion de la Maison de Montpellier à Heidelberg.

L'agent mis à disposition assurera les fonctions de responsable de la Maison.

Il est en conséquence proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la mise à disposition proposée ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de mise à disposition d'un agent municipal auprès de la Maison de Montpellier à Heidelberg telle présentée en annexe ;

661

- de prévoir au budget du personnel les dépenses et recettes correspondantes.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Publiée le : 26 février 2016

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION

- **VU** le Code Général des collectivités territoriales,
- **VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- **VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique territoriale, et plus particulièrement les articles 61 à 63,
- **VU** le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,
- **VU** la délibération du Conseil Municipal en date du 25 février 2016 relative à la mise à disposition d'un agent municipal auprès de l'association de gestion de la Maison de Montpellier à Heidelberg,

LA PRESENTE CONVENTION EST ETABLIE

ENTRE

La Ville de Montpellier, représentée par son maire, Monsieur Philippe SAUREL, d'une part,

ET

L'association de gestion de la Maison de Montpellier à Heidelberg, représentée par son Président d'autre part.

IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

Article 1 : OBJET ET DUREE DE LA MISE A DISPOSITION

La Ville de Montpellier met à la disposition de l'association de gestion de la Maison de Montpellier à Heidelberg un agent titulaire à temps complet de catégorie A, à compter du 1^{er} mars 2016 jusqu'au 31 décembre 2016. La période de mise à disposition pourra être renouvelée après délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier.

Article 2 : NATURE DES ACTIVITES

L'agent est mis à disposition avec son accord, en vue d'assurer la mission de responsable de la Maison de Montpellier à Heidelberg .

Article 3 : COMPETENCES DECISIONNELLES

Les conditions de travail de l'agent mis à disposition sont organisées par l'association de gestion de la Maison de Montpellier à Heidelberg .

Les décisions en matière de congés annuels sont prises par l'association de gestion de la Maison de Montpellier à Heidelberg, qui en informe la Ville de Montpellier.

Le dossier administratif du fonctionnaire demeure placé sous l'autorité exclusive de la Ville de Montpellier, qui en assure la gestion.

L'agent mis à disposition est assujéti aux règles de déontologie en matière d'exercice de cumul d'activités.

Article 4 : REMUNERATION

La Ville de Montpellier verse à l'agent mis à disposition la rémunération correspondant à son grade et à son échelon ainsi que les primes et indemnités auxquelles il peut prétendre.

L'association de gestion de la Maison de Montpellier à Heidelberg prendra en charge les frais de déplacements et de mission que l'intéressé serait amené à effectuer dans le cadre de ses fonctions.

Article 5 : REMBOURSEMENT DE LA REMUNERATION

Cette mise à disposition s'effectue à titre onéreux.

L'association de gestion de la Maison de Montpellier à Heidelberg, rembourse à la Ville de Montpellier à chaque trimestre échu la rémunération de l'agent mis à disposition ainsi que les contributions et les cotisations sociales afférentes, au prorata de son temps mis à disposition.

Article 6 : FORMATION

L'association de gestion de la Maison de Montpellier à Heidelberg supporte les dépenses occasionnées par les actions de formation dont il fait bénéficier l'agent.

La Ville de Montpellier prend les décisions relatives au bénéfice du droit individuel à la formation (DIF) après avis de l'association gestion de la Maison de Montpellier à Heidelberg.

Article 7 : EVALUATION

L'agent mis à disposition bénéficie d'un entretien individuel à l'issue duquel un rapport sur sa manière de servir sera établi par l'association de gestion de la Maison de Montpellier à Heidelberg et transmis à la Ville de Montpellier.

En cas de faute disciplinaire, la Ville de Montpellier, ayant pouvoir de nomination exerce le pouvoir disciplinaire.

Article 8 : CESSATION DE LA MISE A DISPOSITION

La mise à disposition de l'agent peut prendre fin avant le terme fixé à l'article 3 de la présente convention à la demande de :

- la collectivité d'origine, la Ville de Montpellier,
- la structure d'accueil, l'association de gestion de la Maison de Montpellier à Heidelberg,
- les fonctionnaires mis à disposition,

Dans ces conditions, le préavis sera de trois mois maximum.

Si au terme de la mise à disposition, les agents ne peuvent être réaffectés dans les fonctions qui leur étaient dévolues à la Ville de Montpellier, ils seront affectés dans un des emplois que leur grade leur donne vocation à occuper, dans le respect des règles de priorité fixées au deuxième alinéa de l'article 54 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984.

En cas de faute disciplinaire, il peut être mis fin sans préavis à la mise à disposition sur accord entre la Ville de Montpellier et l'association Le Relais, Maison des Enfants dans la Ville.

Article 9 : JURIDICTION COMPETENTE

Les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relève de la compétence du tribunal administratif de Montpellier.

La présente convention est transmise à l'agents concerné dans les conditions lui permettant d'exprimer son accord sur la nature des activités qui lui sont confiées et sur ses conditions d'emploi.

Fait à Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier,

Pour l'association de gestion de la Maison de
Montpellier à Heidelberg,

Le Maire,

Le Président,

Séance publique du jeudi 25 février 2016

Convoqué le jeudi 18 février 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 25 février 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Sabria BOUALLAGA, Perla DANAN, Véronique DEMON, Alex LARUE, Caroline NAVARRE, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ,

Renouvellement des conventions de mise à disposition à la Ville de Montpellier de trois agents de Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de l'entretien et la maintenance mutualisés des équipements climatiques.

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de l'entretien et la maintenance mutualisés des équipements climatiques, Montpellier Méditerranée Métropole met à la disposition du service Energie de la Ville de Montpellier trois agents de catégorie C à temps complet exerçant les fonctions d'agents de maintenance en génie climatique (chauffage, eau chaude, sanitaire, climatisation).

Il est donc proposé au Conseil municipal d'approuver le principe du renouvellement des conventions de mise à disposition à la Ville de Montpellier des trois agents de Montpellier Méditerranée Métropole.

Conformément à la délibération du Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier n°9904 du 15/12/2010, la Ville de Montpellier est totalement exonérée du remboursement de la charge de personnel pendant toute la durée de la mise à disposition. La masse salariale correspondante restera donc à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

Considérant la nécessité de renouveler les conventions de mise à dispositions des trois agents pour la période 2015-2016, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver le principe du renouvellement des conventions de mise à disposition des trois agents de catégorie C entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ;

- D'autoriser Monsieur Le Maire à signer les conventions de mise à disposition entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Publiée le : 26 février 2016

Direction des Ressources
Humaines
Service Gestion
Prévisionnelle des Postes et
des Emplois

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2016 / 92

Séance publique du jeudi 25 février 2016

Convoqué le jeudi 18 février 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 25 février 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Sabria BOUALLAGA, Perla DANAN, Véronique DEMON, Alex LARUE, Caroline NAVARRE, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ,

Modification du tableau des effectifs

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

I – Créations de postes :

Filière Médico-sociale :

Grade de Puéricultrice cadre santé : création d'un poste

Filière Technique :

Grade de Technicien principal de 1^{ère} classe : création d'un poste

II – Suppressions de postes : Conformément à l'avis du Comité Technique du 25 février 2016 :

Filière Administrative :

Grade d'Attaché principal : suppression d'un poste

Filière Médico-sociale :

Grade de Puéricultrice hors cadre : suppression d'un poste

Filière Technique :

Grade d'Ingénieur : suppression d'un poste

III - Ouverture de poste à des agents non titulaires :

Direction Politique Alimentaire :

Un poste d'Attaché à temps complet est vacant sur des fonctions de Directeur de la Politique Alimentaire. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3-3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent non titulaire par référence au cadre d'emplois des Attachés, justifiant d'un diplôme et/ou d'une expérience avérée dans ce domaine.

Niveau de rémunération : IB 379- 966

Direction Politique Alimentaire / Unité Centrale de Production :

Un poste à temps complet est vacant sur des fonctions de Directeur adjoint, Responsable de l'Unité Centrale de Production à la Direction Politique Alimentaire. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3-3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent non titulaire par référence aux cadres d'emplois d'Attaché ou d'Ingénieur territorial justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans ce domaine.

Niveau de rémunération : IB 379- 966

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal d'accepter l'ensemble des modifications du tableau des effectifs.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 26 février 2016

Communication

**Article L 2122-22 et L 2122-23 du
Code Général des Collectivités Territoriales :**

En application de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, le maire doit rendre compte des décisions à chacune des réunions obligatoires du conseil municipal. Cette communication ne donne pas lieu à un débat. L'ensemble des décisions, et leurs annexes, sont consultables auprès du Secrétariat Général – Service de l'Assemblée.

DECISION N°	SYNTHESE DE LA DECISION
2015/0287	Avenant n° 2 au contrat de maintenance du progiciel Droit de cités, marché n° 2M24 - Acquisition licence "Renseignements d'urbanisme dématérialisés".
2015/0555	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Monsieur Régis BISCAINO.
2015/0563	Direction artistique et commissariat d'exposition au Carré Sainte Anne et à l'Espace Dominique Bagouet pour l'année 2016, pour un montant de 33334 € HT d'honoraires et 5 000 € maximum de frais.
2015/0564	Conception et commissariat général d'un programme d'expositions au Pavillon populaire pour l'année 2016, pour un montant de 25000 € d'honoraires et 17000 € maximum de frais.
2015/0565	Marché à procédure adaptée N°5B0140 portant sur 20 études ergonomiques pour le maintien dans l'emploi des agents en situation de handicap d'une durée de 3 ans pour un montant maximum de 80 000€ HT.
2016/0013	Attribution de la maîtrise d'œuvre pour l'opération de réfection des sols de la place Royale du Peyrou au groupement 1090 ARCHITECTES / JD. SCHAUER / L. TAILLANDIER pour un montant de 79 200 € TTC.
2016/0015	Après consultation la Ville décide d'attribuer le marché "entretien du patrimoine arboré de la Ville" n° 5D0018 aux entreprises suivantes : - lot 1 : "abattage" Sud Espaces Verts pour un montant minimum de 0 et maximum de 200 000 € HT - lot 2 : "extraction de souche, curetage et apport de terre" Sud Espaces Verts pour un montant minimum de 0 et maximum de 200 000 € HT - lot 3 : "travaux de taille" Philip Frères pour un montant minimum de 0 et maximum de 500 000 € HT - lot 4 : "tous types de tailles aux abords du tramway" Philip Frères pour un montant minimum de 0 et maximum de 250 000 € HT - lot 5 : "échenillage" Philip Frères pour un montant minimum de 0 et maximum de 40 000 € HT
2016/0020	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Monsieur Philippe HERAN.
2016/0022	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SASU SERPE.
2016/0023	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SASU SERPE.
2016/0024	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ VIE Georges.
2016/0025	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans

	l'affaire Ville c/ CANTERO Michel.
2016/0026	La société Bouladou a été retenue en 1ère position par la commission d'appel d'offres pour le transport d'enfants et d'adolescents à des activités. L'entreprise Courriers du Midi a été retenue en 2ème position. Le marché n° 5D00511100 a été attribué pour un montant annuel minimum de 80 000€ HT et maximum de 300 000€ HT.
2016/0027	Droit de préemption sur la propriété de la SCI DE TIZI située 220 avenue Vincent Auriol, cadastrée section AO 307 de 2.488 m², pour un montant de 136.840 €.
2016/0028	Autorisation de la signature de la convention d'occupation du domaine public constitutive de droits réels avec Montpellier Méditerranée Métropole - Ancien Hôtel de Ville de Montpellier.
2016/0029	La Ville de MONTPELLIER décide d'adopter l'avenant de régularisation n°4 duquel il ressort en faveur de la Ville un avoir de 2 351,35€, d'adopter l'avenant de régularisation n°5 duquel il ressort en faveur de la Ville un avoir de 21 062,32€ et de procéder un recouvrement des sommes précitées.
2016/0030	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ RIVIERE Dominique.
2016/0031	Attribution du marché de nettoyage et de collecte des déchets des halles et des marchés de plein air n° 5D0068 à la Société Méditerranéenne de Nettoyement pour un montant de 4 501 420, 74 € HT pour une durée de 4 ans (reconductible chaque année).
2016/0032	Marché public N°6B0010 : hébergement des auteurs et invités de la Comédie du Livre 2016 pour un montant maximum de 36 000 € HT.
2016/0033	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Monsieur Régis BISCAINO.
2016/0034	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Rue du Muscadet.
2016/0035	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Madame Valérie ASTESANO.
2016/0036	Depuis de nombreuses années la Ville adhère au Club de la Presse. Il est proposé de confirmer notre adhésion pour l'exercice 2016, Chapitre 920 Nature 6281 pour un montant prévisionnel de 2600 €.
2016/0037	Après consultation, la Ville de MONTPELLIER décide d'attribuer le marché " Achat de vêtements et d'équipements pour la police municipale, les ASVPEU et garde-squares (N° 5D0033)". pour le lot n°1 (vêtements de police) à la société GK PROFESSIONEL pour un montant total annuel estimé de 142 900 € HT, pour le lot n°2 (vêtements ASVP et garde-squares) à la société ESCASSUT pour un montant total annuel estimé de 56 100 € HT, pour le lot n°3 (chaussures) à la société ESCASSUT pour un montant total annuel estimé de 35 870 € HT, pour le lot n°4 (petit équipement) à la société ESCASSUT pour un montant total annuel estimé de 43 675 € HT, pour le lot n°5 (armement) à la société CHASSE 2000 pour un montant total annuel estimé de 38 200 € HT, pour le lot n°6 (gilets pare-balles) à la société ESCASSUT pour un montant total annuel estimé de 55 300 € HT. Ce sont des marchés uniques conclus pour une première période d'exécution allant jusqu'au 31/12/2016 pour une durée maximale de reconduction de trois ans (2017 - 2018 - 2019). Conformément à l'article 8 du code des marchés publics, ce marché est passé pour le groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, les communes de Castelnau-le-Lez, Baillargues, Jacou, Grabels, Pérols, Juvignac, Lavérune, Le Crès, Prades-Le-Lez, Saint Brès et Villeneuve-les-Maguelone, dans les conditions prévues par la convention constitutive dudit groupement.
2016/0039	Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens. Mise à disposition de l'Espace Saint Ravy à Nicolas Marquet du 16 avril au 8 mai 2016.
2016/0040	Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens. Mise à disposition de l'Espace Saint Ravy au collectif représenté par Sandra Mehl du 14 mai au 5 juin 2016.
2016/0041	La Ville décide de signer avec la SAAM un mandat de réalisation des travaux liés à la pérennité du bâtiment de l'ancienne Mairie de Montpellier.
2016/0042	Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens. Mise à disposition de l'Espace Saint Ravy à Débit de beau (Sylvie Huet) du 11 juin au 3 juillet 2016.
2016/0043	Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens. Mise à disposition de l'Espace Saint Ravy au collectif

	représenté par Floriana Marty du 9 au 31 juillet 2016.
2016/0045	Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens. Mise à disposition de l'Espace Saint Ravy à Nisrine Sefar du 6 au 28 août 2016.
2016/0047	La Ville de Montpellier décide de réformer des véhicules (Direction Energie et Moyens Techniques), un bungalow sanitaire (Direction Usages et Valorisation de l'Espace Public), des matériels informatiques (Direction Système d'Information), du matériel de vidéo-surveillance (Direction Règlementation Tranquillité Publique), un massicot (Direction Proximité et Citoyenneté), des mobiliers (Direction Energie Moyens Technique) et des matériels agricoles (Direction Paysage et Biodiversité).
2016/0049	Autorisation de signer la convention d'occupation précaire pour le pylône radioélectrique de la Gendarmerie - Caserne de Celleneuve afin d'améliorer la couverture du réseau radio de la Police Municipale.

REGISTRE DES DELIBERATIONS ET DECISIONS

DÉCISIONS ET ANNEXES

**CONTRAT DE MAINTENANCE DU PROGICIEL
DROIT DE CITES
MARCHE 2M24
Avenant n°2
Acquisition licence "Renseignements d'urbanisme
dématérialisés"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1973/T/R donnant délégation de signature à Madame Stéphanie JANNIN, Adjointe au Maire ;

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier a mis en place sur son site web la dématérialisation des renseignements d'urbanisme dans le cadre du marché.
- Que ce nouvel outil a pour conséquence de modifier le contrat de maintenance du logiciel de gestion des autorisations d'urbanisme dénommé « DROIT DE CITE » passé avec la société OPERIS en incluant le module « licence renseignements d'urbanisme dématérialisés ».
- Qu'un avenant n°2 au contrat de maintenance doit être pris modifiant l'article 2 du dit contrat relatif à la description et au tarif annuel du progiciel de la manière suivante : le module « licence renseignements d'urbanisme dématérialisés » est rajouté à la liste des licences achetée par la Ville.
- Que cet avenant présente un coût annuel supplémentaire de 1080 € TTC portant ainsi le montant annuel du marché à 18 838,48 € TTC (+5,73%).

Décide en conséquence :

- D'approuver un avenant n°2 au contrat de maintenance du progiciel dénommé « DROIT DE CITES » avec modification du montant du marché correspondant afin de modifier l'article 2 du dit contrat intégrant le module « licence renseignements d'urbanisme dématérialisés ».
- De dire que la dépense sera imputé sur le budget primitif 2015 de la Ville puis les suivants, nature 6156-fonction 820-1-923- ligne de crédit 2083.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cet avenant.

Montpellier, le 29.01.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe au Maire
Stéphanie JANNIN

Publiée le : 01.02.2016
Notifiée le :



**CONTRAT DE MAINTENANCE DU PROGICIEL
« DROITS DE CITES »
N°201200095-MARCHE 2M24 du 25/05/2012.
Acquisition module renseignements
d'urbanisme dématérialisés**

AVENANT N°2

Entre :

**OPERIS 1-3, rue de l'Orme Saint Germain- 91160 CHAMPLAN
ci-dessous désignée « Le fournisseur »**

Et

**MAIRIE DE MONTPELLIER
1 Place Georges FRECHE -34267 MONTPELLIER CEDEX 2
ci-dessous désignée « Le client »**

Il a été exposé ce qui suit :

La ville a installé sur son site internet un accès dématérialisé aux renseignements d'urbanisme.

La mise en place de ce nouvel outil a pour conséquence de modifier le contrat de maintenance du logiciel de gestion des autorisations d'urbanisme dénommé « DROITS DE CITES » passé avec la société OPERIS en incluant le module « licence renseignements d'urbanisme dématérialisés ».

Il convient donc de modifier l'article 2 du marché 2M24 en rajoutant sur la liste des licences le module « licence site renseignements d'urbanisme dématérialisés ».

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1^{er} :

L'article 2 du contrat relatif à la description et au tarif annuel du progiciel est ainsi modifié :

Nombre de licences	Désignation	Montant annuel HT	Montant annuel TTC
1 1 36 1 10 3 35 2 3 1	DDC SERVEUR DDC SERVEUR-WEB DDC ADS/DIA-Instruction DDC-PLU VISDGI CODE BARE-Gestion du code bar Visu APPIA Lien SIG DDC Requêteur RU dématérialisés		
	TOTAL	15 748,23 €	18 838,48 €

ARTICLE 2 – CONDITIONS FINANCIERES :

L'article 3 - 1^{er} alinéa du contrat relatif aux conditions financières des prestations de maintenance du progiciel est ainsi modifié :

La redevance annuelle au titre de la maintenance est de 15 748,23 €HT, soit 18 838,48 €TTC.

Les autres dispositions de l'article 3 du contrat restent inchangées.

ARTICLE 3 - ENTREE EN VIGUEUR :

Le présent avenant deviendra exécutoire à compter de la notification qui sera faite par la Ville à la société OPERIS.

Fait à Montpellier, en deux exemplaires, le

Le client

Le fournisseur

CONTENTEIX
Monsieur Régis BISCAINO
**Recours en responsabilité du fait du préjudice causé
par le retrait du bénéfice de la retraite à compter du 02
juillet 2010**

Décision de défendre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA 1er adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que Monsieur BISCAINO a fait l'objet d'une décision du 18 janvier 2010 de placement en retraite au 02 juillet 2010 ;
- Que le 12 juillet 2010, la commune retirait ladite décision et le réintégrait dans les effectifs ;
- Que Monsieur BISCAINO a introduit un recours (n°1506625-3) afin de faire valoir le préjudice causé par cette décision ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA**

**Publiée le :
Notifiée le :**

**Marché public: Direction artistique et commissariat
d'exposition au Carré Sainte Anne et à l'Espace
Dominique Bagouet pour l'année 2016
N°5B0177**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1974 du 4 mai 2015 donnant délégation à Monsieur Bernard Travier, adjoint délégué à la Culture ;

Considérant :

- Que la qualité de la programmation des expositions présentées au Carré Sainte Anne et à l'Espace Dominique Bagouet est, entre autres, liée à une direction artistique pertinente et unanimement reconnue ;
- Qu'il convient d'organiser la direction artistique et le commissariat d'exposition du Carré Sainte Anne et de l'Espace Dominique Bagouet pour l'année 2016, ainsi que la préparation de la programmation 2017 ;
- Que, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, compte tenu de sa spécificité, cette convention peut être conclue sans publicité ni mise en concurrence préalables ;

Décide en conséquence :

- De confier à Monsieur Numa Hambursin la direction artistique et le commissariat d'exposition du programme d'exposition 2016 du Carré Sainte Anne et de l'espace Dominique Bagouet, pour un montant global de 33 334.00 € HT d'honoraires et jusqu'à 5 000 € de frais de recherche, déplacement, hébergement et restauration ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la convention et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 21.01.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Bernard TRAVIER

Publiée le : 25.01.2016
Notifiée le :

CONVENTION DE DIRECTEUR ARTISTIQUE ET COMMISSAIRE D'EXPOSITION POUR L'ANNEE 2016

ENTRE LES SOUSSIGNES:

Monsieur Numa HAMBURSIN

Demeurant : 24 rue du château 34830 CLAPIERS

Tél. 0786389174

Raison sociale : commissaire indépendant

Numéro SIRET : 453 108 409 000 39 APE : 8230 Z

TVA intracommunautaire : FR25453108409

ci-après dénommé (e) « **LE DIRECTEUR ARTISTIQUE** »

D'UNE PART,

ET

LA VILLE DE MONTPELLIER

1 place Georges Frêche

34267 Montpellier cedex 2

Numéro SIRET : 213 401 722 01787 APE : 8411 Z

Représentée par M. Philippe SAUREL, Maire agissant *ès-qualités* en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 24 avril 2014.

ci-après désignée par le terme « **L'ORGANISATEUR** »

D'AUTRE PART,

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION :

- Sur le Carré Sainte-Anne :
 - o Conception et commissariat général d'un programme d'expositions 2016 pour le Carré Sainte-Anne espace d'art contemporain de la Ville de Montpellier (sis rue Sainte Anne, 34000 Montpellier.) : coordination des expositions et publications.
 - o Commissariat direct d'une exposition sur cette période au Carré Sainte-Anne.
 - o Préparation de la programmation 2017 du Carré Sainte Anne
- Sur l'Espace Dominique Bagouet :
 - o Commissariat direct de l'exposition patrimoniale.
 - o Préparation de la programmation de l'exposition patrimoniale 2017.
- Contribution au développement de l'art contemporain dans la Ville :
 - o Expertise dans la recherche et l'analyse de proposition d'apport de collections (legs, donations).

Expositions prévues pour 2016

Programmation du Carré Sainte-Anne

Carole Benzaken (26 janvier – 22 mai)

Commissariat d'exposition : Numa Hambursin

Née à Grenoble en 1964, Carole Benzaken développe une œuvre de réflexion autour de l'image et de ses formes de représentation. Si la peinture y tient un rôle prépondérant qui l'identifie auprès du grand public, elle a su multiplier des pratiques diverses telles que le dessin, la vidéo ou le verre, à travers le vitrail notamment, dans un rapport constant aux questions de lumière. Passionnée par les textes fondateurs de l'Ancien Testament et par les interrogations métaphysiques et religieuses, le travail de Carole Benzaken devait rencontrer l'écrin du Carré Sainte-Anne tant pour ses dimensions formelle que spirituelle. Enthousiaste à l'idée de ce défi, elle a choisi de réaliser une installation d'une ampleur inédite dans son parcours, entre sculpture monumentale, calques éclairés et peintures réalisées spécifiquement pour l'exposition.

Diplômée en 1990 de l'Ecole nationale supérieure des beaux-arts de Paris, Carole Benzaken est invitée par la Fondation Cartier pour l'art contemporain à présenter sa première exposition monographique en 1994. Après un séjour de sept ans aux Etats-Unis, elle remporte le Prix Marcel Duchamp en 2004 et expose alors au Centre Georges Pompidou. Elle a participé à de nombreuses et prestigieuses expositions en France et à l'étranger, parmi lesquelles : Villa Arson, Nice en 1995 ; Museum of Modern Art, Gunma, Iwaki City Art Museum et Museum of Modern Art, Wakayama, Japon en 1998 ; CAPC, Bordeaux en 1999 ; MOMA, New-York en 2006 ; Musée d'Art et d'Histoire du judaïsme, Paris en 2011.

Barthélémy Toguo (21 juin – 6 novembre)

Commissariat : Les Amis du Musée Fabre

Entre sculptures, installations, peintures, aquarelles, gravures, photographies, vidéos ou encore happenings, l'œuvre de Barthélémy Toguo, né en 1967 au Cameroun, se révèle d'une richesse et d'une complexité inouïes, capable d'allier réflexion philosophique et portée formelle spectaculaire. Malgré son âge, il peut être considéré aujourd'hui comme l'un des artistes africains les plus importants et les plus reconnus dans le monde. Citant volontiers le Picasso de Guernica ou Martin Kippenberger, Barthélémy Toguo se veut un artiste contemporain préoccupé par les questions essentielles de notre temps : l'exil, les migrations, les échanges Nord-Sud, le racisme, les guerres ou la religion. A l'instar de « Rwanda 1994 », sa peinture prend souvent un caractère littéralement bouleversant qui, avec l'appui d'installations d'une justesse rare dans la parabole, devrait marquer Sainte-Anne de son empreinte.

Diplômé de l'Ecole Nationale supérieure des beaux-arts d'Abidjan, de l'Ecole supérieure d'Arts de Grenoble ainsi que de la Kunstakademie de Düsseldorf, Barthélémy Toguo a exposé dans les lieux les plus prestigieux du monde entier. Citons par exemple le Drawing Center de New-York en 2001, le Palais de Tokyo à Paris en 2004, le Mori Art Museum de Tokyo en 2006, le Centre Georges Pompidou à Paris en 2007, le Royal Museum de Bandjoun et la Fondation Gulbenkian de Lisbonne en 2010, le Musée de l'histoire de l'immigration en 2011, le Musée d'art moderne de Saint-Etienne en 2013. En 2015, il présente *Urban Requiem* à la Biennale de Venise.

Programmation de l'exposition patrimoniale de l'espace Dominique Bagouet :

Jean et François Pous (14 juin – 18 septembre)

Commissariat d'exposition : Numa Hambursin

Jean et François Pous sont le grand-père et le père d'Henriette Viallat, épouse de Claude avec qui nous avons parlé depuis longtemps de ce projet. Tous les deux catalans, ils ont réalisé au long de leur vie, en parallèle de leurs activités professionnelles, une fabrique de bouchons, des sculptures étonnantes, un art brut inspiré de formes totémiques, préhistoriques. La parenté avec les assemblages de Claude Viallat est passionnante.

ARTICLE 2 – MONTANT DU COMMISSARIAT :

L'ORGANISATEUR versera au DIRECTEUR ARTISTIQUE pour la conception et le commissariat général du programme d'expositions 2016, la coordination des expositions et publications, le commissariat direct de deux expositions du Carré Sainte-Anne en 2016 et la préparation de la programmation 2017, le commissariat de l'exposition patrimoniale 2016 de l'espace Dominique Bagouet et la préparation de la programmation 2017, ainsi que son intervention au titre du développement de l'art contemporain dans la ville, la somme de 33 334 euros HT, soit trente-trois mille trois cent trente-quatre euros hors-taxé équivalent à 40 000€ TTC, quarante mille euros toutes taxes comprises pour l'année 2016. Il est entendu que cette somme est conditionnée à l'organisation effective des expositions prévues dans les deux sites précités.

Les frais de recherche, de déplacement, d'hébergement et de restauration du DIRECTEUR ARTISTIQUE dans le cadre de ses recherches et de sa participation aux montages d'expositions au Carré Sainte-Anne et à l'Espace Dominique Bagouet sont à la charge de l'ORGANISATEUR pour un montant maximum de 5000 € nets, cinq mille euros nets remboursables sur présentation de justificatifs originaux.

ARTICLE 3 - DUREE

Le présent contrat prendra effet au 1^{er} janvier 2016 pour une durée d'un an.

ARTICLE 4 - RÉGLEMENT

Premier versement : 7000 € à la signature du contrat – janvier 2016

Deuxième versement : 6000 € - mars 2016

Troisième versement : 7000 € - juin 2016

Quatrième versement : 7000 € - septembre 2016

Cinquième versement : 6000 € - novembre 2016

Sixième versement : 7000.00 € - décembre 2016 (sous réserve de l'organisation effective de toutes les expositions prévues)

Et jusqu'à 5000 € de remboursements de frais sur la période de janvier à décembre 2016, sur présentation de justificatifs.

Les factures, accompagnées du bon de commande, devront être envoyées à l'adresse suivante : Mairie de Montpellier, Direction des Finances, 1 place Georges Frêche, 34267 Montpellier cedex 02.

Il est à noter que :

- Les frais de restauration ne peuvent excéder 30 € TTC (trente euros toutes taxes comprises) par repas, dans la limite de deux repas par jour maximum.
- Chaque déplacement de ou vers Montpellier depuis le lieu de résidence est limité à un montant de 400 € TTC (quatre cent euros toutes taxes comprises) par trajet.
- Tout hébergement est pris en charge sur une base maximum de 180 € TTC (cent quatre-vingt euros toutes taxes comprises) par nuitée.
- Les indemnités kilométriques remboursées par l'ORGANISATEUR sont fixées à 0,30 euros (trente centimes d'euros) par kilomètre, quelle que soit la cylindrée du véhicule.

Le DIRECTEUR ARTISTIQUE doit produire des preuves de la régularité de sa situation au regard de ses obligations sociales et fiscales. A cette fin, il doit produire des attestations et certificats délivrés par les administrations compétentes.

ARTICLE 5 – CLAUSE JURIDIQUE

Le présent contrat sera interprété selon la législation française applicable aux contrats passés et exécutés en France. En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des Tribunaux dans le ressort de la Cour d'Appel de Montpellier, après épuisement des voies amiables.

Fait en trois exemplaires originaux.
À Montpellier, le

LE DIRECTEUR ARTISTIQUE

Numa HAMBURSIN

L'ORGANISATEUR

Philippe SAUREL

Maire de la Ville de Montpellier

**Marché public: conception et commissariat général
d'un programme d'expositions au Pavillon populaire
pour l'année 2016
N°5B0176**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015/1974 du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Bernard Travier, adjoint délégué à la Culture ;

Considérant :

- Que la qualité de la programmation des expositions photographiques exposées au Pavillon Populaire est, entre autres, le fait d'une ligne artistique à long terme proposée par un spécialiste reconnu de la photographie ;
- Qu'il convient de choisir une direction artistique pour les expositions qui seront présentées au cours de l'année 2016 ;
- Que, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, ce marché peut être conclu sans publicité ni mise en concurrence préalables ;

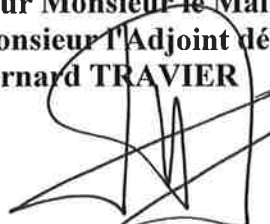
Décide en conséquence :

- De confier à Monsieur Gilles MORA la conception et le commissariat général des expositions présentées au Pavillon Populaire au cours de l'année 2016 et la préparation de la programmation 2017 ;
- D'approuver la convention jointe en annexe, pour un montant de 25 000 € d'honoraires et 17 000€ maximum de frais de recherche, de déplacement, d'hébergement et de restauration ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le contrat et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire

Montpellier, le 21 . 01 . 2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Bernard TRAVIER

Publiée le : 25 . 01 . 2016
Notifiée le :



CONVENTION DE DIRECTION ARTISTIQUE

PAVILLON POPULAIRE – ESPACE PHOTOGRAPHIQUE DE LA VILLE DE MONTPELLIER

ENTRE LES SOUSSIGNES:

M. Gilles MORA

Demeurant : 3 rue Georges Courteline 33700 MERIGNAC

N° sécurité sociale: 145052456800517

ci-après dénommé (e) " **LE DIRECTEUR ARTISTIQUE** "

D'UNE PART,

ET

LA VILLE DE MONTPELLIER

Représentée par M. Philippe SAUREL, Maire agissant *ès-qualités* en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 24 avril 2014.

ci-après désignée par le terme « **L'ORGANISATEUR** »

D'AUTRE PART,

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION :

- Conception et commissariat général d'un programme de trois expositions en 2016 pour le Pavillon populaire - espace photographique de la Ville de Montpellier.
- Commissariat direct de deux expositions en 2016 pour cet équipement municipal
- Préparation de la programmation de la saison 2017 du Pavillon Populaire.

Expositions prévues pour 2016.

Première exposition 2016 (du 15 mars au 29 mai)

Hélène HOPPENOT : rétrospective 1930/ 1960

Commissaire : Alain Sayag, conservateur honoraire pour la photographie, Centre Georges Pompidou

Épouse de l'ambassadeur de France Henri Hoppenot, qu'elle accompagne tout au long de ses nominations en pays étrangers, depuis ses débuts en 1914 jusqu'en 1956, musicienne, femme de lettres, Hélène Hoppenot (1894-1980) débute la photographie au cours de son séjour en Chine, dans les années 1930. La carrière de son époux la conduisit aux quatre coins du monde. Elle y rencontre le compositeur Darius Milhaud, l'écrivain Paul Clauder, le poète et diplomate Saint John Perse...

Son approche de la photographie, vécue d'une façon complémentaire à son activité littéraire (son Journal vient d'être publié par l'éditrice Claire Paulhan), lui vaut une belle réputation de photographe de voyage,

attentive aussi bien aux aspects humains qu'ethnologiques des pays qu'elle traverse, et où elle vit. Ses photographies sont largement publiées dans les années 50 et 60 par les grands éditeurs suisses, Skira ou la Guilde du Livre, en autant de livres que de pays sur lesquels elle porte un regard très sensible (Chine, Mexique, Guatemala, Tunisie, Rome...). L'ensemble de ses archives photographiques est déposé au Ministère des Affaires Étrangères.

Cette rétrospective de l'œuvre photographique d'Hélène Hoppenot est la première jamais réalisée. C'est Alain Sayag, ex-conservateur pour la photographie au Centre G.Pompidou, qui en assurera le commissariat. Un catalogue, édité par Hazan, accompagnera cette exposition, destinée à rendre compte d'une des représentations majeure de ce qui 'il est convenu d'appeler « photographie de voyage », et qui se disait « fascinée par l'expérience nouvelle, l'instabilité des jours, les rencontres imprévues et les imprévisibles ».

Exposition d'été (28 juin - 25 septembre)

Elina BROTHERUS : « La Lumière qui vient du Nord », 1997-2015.

Commissaire : Gilles Mora. Coproduction avec Fotohof, Salzburg.

La photographe finlandaise, Elina Brotherus, née en 1972 à Helsinki, fortement marquée par la culture française, débute la photographie à la fin des années 1990 par la tradition documentaire, en produisant des séries d'autoportraits. Rapidement, son intérêt se concentre vers les problèmes formels, dans l'étude du paysage ou du corps humain, et les rapports entre la photographie et la tradition picturale. Utilisant avec bonheur aussi bien la vidéo que la prise de vue ou le cinéma, Elina Brotherus devient la figure emblématique de la jeune photographie finlandaise et européenne, exposée dans les plus grands musées occidentaux.

Sur proposition du Pavillon populaire, Elina Brotherus a accepté que soit ici présentée la première rétrospective complète de son œuvre photographique. Forte de films, de vidéos, de tirages originaux, cette exposition-événement sera coproduite en étroite collaboration avec la galerie autrichienne Fotohof de Salzbourg, un des lieux les plus actifs de la photographie européenne.

Exposition d'automne / hiver (18 octobre – 22 janvier) :

Louise DAHL-WOLFE « De la Mode et du Style, 1932-1960 ».

Commissaires : Oliva Marià Rubio et Gilles Mora. Coproduction avec La Fabrica, Madrid.

Cette exposition –rétrospective, la première réalisée hors du continent américain, nous fait découvrir le travail de la grande photographe de mode américaine, Louise Dahl-Wolf (1895-1989), figure de proue d'un genre où elle règne en maître. Son œuvre eut un retentissement capital sur des noms aussi illustres que ceux d'Irving Penn ou de Richard Avedon. Travaillant tout au long des années 30 jusqu'aux années 60 dans le sillage de la prestigieuse revue Harper's Bazaar, Louise Dahl-Wolf crée très tôt, en rupture avec les pratiques de studio, un style nouveau pour la photographie de mode, par lequel ses modèles sont photographiés en noir et blanc, puis en couleurs, à l'aide de la seule lumière naturelle, et dans des décors extérieurs, dans tous les pays du monde, Asie, Europe, jusqu'en Afrique du Sud. Sa maîtrise des sujets s'étend de la prise de vue à la mise en page du magazine, conférant à son travail une créativité totalement assumée. Quant à ses modèles, dont elle réalise des portraits devenus iconiques, ils s'appellent Marlene Dietrich, Humphrey Bogart, Jean Cocteau, Colette ou Yves Montand...

C'est un ensemble sans précédent de tirages et de documents d'époque qui seront ici montrés, incluant les plus belles couvertures réalisées par Louise Dahl-Wolf pour Harper's Bazaar, couvrant l'ensemble de la carrière de cette immense photographe, trop méconnue en Europe. Glamour hollywoodien, histoire de la photographie de mode, beauté des collections des grands maîtres de la haute couture, paysages mythiques se mélangent ici pour le plus grand bonheur des spectateurs, avec panache et style....

Ces expositions seront présentées au Pavillon Populaire - espace photographique de la Ville de Montpellier, sis Esplanade Charles-De-Gaulle, à Montpellier, de mars 2015 à mai 2016.

ARTICLE 2 – MONTANT DU COMMISSARIAT :

L'ORGANISATEUR versera au DIRECTEUR ARTISTIQUE pour la conception du programme d'expositions 2016, la coordination des expositions et le commissariat direct de deux expositions du Pavillon Populaire citées ci-dessus en 2016, la somme de 25 000 € nets (vingt-cinq mille euros nets.)

Les frais de déplacement, d'hébergement et de restauration sont à la charge de la Ville pour un montant maximum de 17 000.00 €, sur présentation de justificatifs. En cas de déplacement à l'étranger, une avance sur frais, d'un montant maximum de 3 000.00 € par voyage, pourra être consentie au commissaire d'exposition. Cette avance sera obligatoirement justifiée *a posteriori* par des factures. Au cas où les justificatifs présentés ne couvriraient pas le montant de l'avance accordée, la différence sera automatiquement déduite du remboursement de frais suivant.

ARTICLE 3 - DUREE

Le présent contrat prendra effet au 1^{er} janvier 2016 pour une durée d'un an.

ARTICLE 4 - RÉGLEMENT

Premier versement : 10 000 € à la signature du contrat – décembre 2015.

Deuxième versement : 8000 € - avril 2016.

Troisième versement : 7000 € - octobre 2016

Compte : N° 00003691344

Agence : BNP PARIBAS

Adresse : 61, avenue Michel Ricard, 47520 Le Passage d'Agen

Les factures, accompagnées du bon de commande, devront être envoyées à l'adresse suivante : Mairie de Montpellier, Département Modernisation, Direction des Finances et du Contrôle de Gestion, 1, place Georges Frêche 34267 Montpellier cedex 2

Il est à noter que :

- Les frais de restauration ne peuvent excéder 30 € TTC (trente euros toutes taxes comprises) par repas, dans la limite de deux repas par jour maximum.
- Chaque déplacement de ou vers Montpellier depuis le lieu de résidence est limité à un montant de 400 € TTC (quatre cent euros toutes taxes comprises) par trajet.
- Tout hébergement est pris en charge sur une base maximum de 180 € TTC (cent quatre-vingt euros toutes taxes comprises) par nuitée.
- Les indemnités kilométriques remboursées par l'ORGANISATEUR sont fixées à 0,30 euros (trente centimes d'euros) par kilomètre, quelle que soit la cylindrée du véhicule.

Le DIRECTEUR ARTISTIQUE doit produire des preuves de la régularité de sa situation au regard de ses obligations sociales et fiscales. A cette fin, il doit produire des attestations et certificats délivrés par les administrations compétentes.

ARTICLE 5 – CLAUSE JURIDIQUE

Le présent contrat sera interprété selon la législation française applicable aux contrats passés et exécutés en France. En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des Tribunaux dans le ressort de la Cour d'Appel de Montpellier, après épuisement des voies amiables.

Fait en trois exemplaires originaux.

À Montpellier, le

LE DIRECTEUR ARTISTIQUE

Gilles MORA

L'ORGANISATEUR

Philippe Saurel

Maire de la Ville de Montpellier

Marché à procédure adaptée N°5B0140 Etudes ergonomiques pour le maintien dans l'emploi des agents en situation de handicap

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015/2490/T/R du 2 juin 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Conseiller Municipal délégué aux Ressources Humaines

Considérant :

- Qu'il est nécessaire de procéder à une mise en concurrence pour choisir un prestataire afin de réaliser les études ergonomiques nécessaires au maintien dans l'emploi des agents en situation de handicap;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées dans le cadre d'un marché à procédure adaptée et de l'article 28 du Code des Marchés Publics, le pouvoir adjudicateur a retenu l'offre présentée par le groupement solidaire suivant : Barbara ZARADZKI & SERENDIP Ergonomie
- Que leur offre était la plus avantageuses au vu des critères énoncés dans le règlement de consultation à savoir : la valeur technique pour 70% et le prix pour 30% ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité au groupement solidaire suivant : Barbara ZARADZKI & SERENDIP Ergonomie pour un montant unitaire de 4000 € H.T avec un maximum de 20 études ergonomiques sur 3 ans ;
- D'imputer cette somme sur la ligne budgétaire du Service Prévention des Risques Professionnels : nature 617 chapitre 920 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Conseiller délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 25.01.2016

Pour Monsieur le Maire, Monsieur le Conseiller
municipal délégué
Abdi EL KANDOUSSI

Publiée le : 26.01.2016
Notifiée le :

**Réfection des sols de la place Royale du Peyrou
Marché de maîtrise d'œuvre
5C000162851**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté 2015/2504/T/R du 03/06/2015 donnant délégation à Madame Stéphanie JANNIN, adjointe déléguée à l'Urbanisme et à l'Aménagement durable ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de missionner une maîtrise d'œuvre relative à la réfection des sols de la partie supérieure de la place Royale du Peyrou ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 28 du code des marchés publics sous la forme d'un marché de prestations intellectuelles pour une durée prévisionnelle de 24 mois ;
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - 1- la valeur technique de l'offre : 70%
 - 2- le prix : 30%
- Qu'après analyse, le groupement 1090 ARCHITECTES / JD. SCHAUER / L. TAILLANDIER (7 rue de Malte 75011 Paris) a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché « Maîtrise d'œuvre – Réfection des sols de la place Royale du Peyrou » au groupement 1090 ARCHITECTES / JD. SCHAUER / L. TAILLANDIER pour un montant de 66.000€ HT soit 79.200 € TTC.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, CRB 28500, chapitres 908 et 903.
- D'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou Madame l'Adjointe déléguée à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire, avec le groupement retenu.

Montpellier, le 25.01.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Stéphanie JANNIN

Publiée le : 26.01.2016
Notifiée le :

**Marché à bons de commande passé selon une
procédure adaptée pour l'entretien du patrimoine
arboré de la Ville N° 5D0018**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015/1983 du 5 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Christophe COUR, Adjoint délégué à l'Ecologie urbaine ;

Considérant :

- Qu'il a lieu de procéder à l'entretien du patrimoine arboré de la Ville ; abattage d'arbres, extractions de souche, curetage des fosses et apport de terre végétale, travaux de tailles aux abords du tramway ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 28-I et 77-1 du Code des marchés publics sous la forme d'un marché : à bons de commande, allotis pour une durée de 1 an reconductible 3 fois, à compter de la notification ;
 - o Lot 1 : abattage
 - o Lot 2 : extraction de souche, curetage et apport de terre
 - o Lot 3 : travaux de taille
 - o Lot 4 : tous types de taille aux abords du tramway
 - o Lot 5 : Echenillage
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - o Analyse de la valeur technique de l'offre 60%
 - o Prix des prestations 40%
- Que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 15 décembre 2015 a attribué le marché aux entreprises présentant l'offre économiquement la plus avantageuse pour la Ville :
 - o Lots 1 et 2 Sud Espaces Verts sise 9, rue de l'Artisanat 11100 Narbonne
 - o Lots 3, 4 et 5 Philip Frères sise 2, rue des Orgueillous BP 40 34270 Saint Mathieu de Trèvièrs

Décide en conséquence :

- D'autoriser la signature du marché « entretien du patrimoine arboré de la Ville », toutes reconductions comprises, aux entreprises suivantes :
 - o Lot 1 : Sud Espaces Verts pour un montant minimum de 0 et maximum de 800 000 € HT
 - o Lot 2 : Sud Espaces Verts pour un montant minimum de 0 et maximum de 800 000 € HT
 - o Lot 3 : Philip Frères pour un montant minimum de 0 et maximum de 2 000 000 € HT
 - o Lot 4 : Philip Frères pour un montant minimum de 0 et maximum de 1000 000 € HT
 - o Lot 5 : Philip Frères pour un montant minimum de 0 et maximum de 160 000 € HT

- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2016 de la Ville, nature 61523 fonction 928 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec les entreprises retenues par la commission d'appel d'offres.

Montpellier, le 10 . 02 . 2016

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Christophe COUR**

Publiée le : 11 . 02 . 2016
Notifiée le :



Contentieux
Monsieur Philippe HERAN
**Recours contre des titres exécutoires suite à la décision
du juge des référés du 02 juillet 2015**

Décision de justice

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA 1er adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que le juge des référés a ordonné le 02 juillet 2015 l'enlèvement des portails installés par Monsieur HERAN rue du Latium et l'a condamné à payer 1 300€ au titre de l'article 700 du CPC ;
- Que la Commune a émis les titres en conséquence, que Monsieur HERAN conteste par assignation ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03) ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 05.02.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 09.02.2016
Notifiée le :



**CONTENTIEUX REFERE-PRECONTRACTUEL
SASU SERPE / COMMUNE DE MONTPELLIER
Décision d'ester**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA 1er adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que la SASU SERPE a saisi le Tribunal Administratif de MONTPELLIER d'une requête en référé-précontractuel enregistrée le 18 janvier 2016 sous le numéro 1600218-4 concernant le lot 2 du marché n° 5D00182700 d'entretien du patrimoine arboré 2015-2019 ;
- Qu'il convient de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SELARL d'Avocats LEGITIMA devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03) ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 05.02.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 09.02.2016
Notifiée le :

**CONTENTIEUX REFERE-PRECONTRACTUEL
SASU SERPE / COMMUNE DE MONTPELLIER
Décision d'ester**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA 1er adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que la SASU SERPE a saisi le Tribunal Administratif de MONTPELLIER d'une requête en référé-précontractuel enregistrée le 18 janvier 2016 sous le numéro 1600219-4 concernant le lot 1 du marché n° 5D00182700 d'entretien du patrimoine arboré 2015-2019 ;
- Qu'il convient de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SELARL d'Avocats LEGITIMA devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03) ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 05.02.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 09.02.2016
Notifiée le :



CONTENTIEUX
MONTPELLIER c/ VIE Georges
Dossier N° PE 14V0036
Décision de défendre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, 1er adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que M. VIE Georges a réalisé des travaux sans autorisation administrative au n° 1797 avenue de la Pompignane et qu'il est poursuivi pour ce faits devant le Tribunal Correctionnel ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la commune dans cette affaire ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03) ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 05.02.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 09.02.2016
Notifiée le :

Contentieux
Commune de MONTPELLIER c/ CANTERO Michel
Recours pour excès de pouvoir contre la décision
n°2015/0457 du 27/10/15, portant préemption des
parcelles cadastrées PW 15, PW 16, PW 24, PW 25

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que par un arrêté n°2015/0457 du 27/10/2015, Monsieur le Maire de MONTPELLIER a exercé son droit de préemption sur une parcelle située 1406 rue du Pont de Lavérune, cadastrée PW 15, PW 16, PW 24, PW 25 ;
- Que le propriétaire du bien, M. CANTERO Michel, a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 28/12/2015 sous le n° 1506849-1 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03) ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 05.02.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 09.02.2016
Notifiée le :

**Attribution d'un marché de prestation de transport
avec chauffeur d'enfants et d'adolescents : première
position la société Bouladou, deuxième position Les
Courriers du Midi.
Marché n° 5D00511100 - lot 1**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015/2510/T/R du 2 juin 2015 donnant délégation de signature à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire, Déléguée à la Réussite Educative ;

Considérant :

- Qu'il est nécessaire de transporter les participants aux activités des services Jeunesse et Sports, Maison pour tous et Education ;
- Qu'il y a lieu de confier ces transports à une entreprise spécialisée ;
- Que les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :
 - valeur technique 60%,
 - prix des prestations 40%

Décide en conséquence :

- D'attribuer le lot 1 du marché de prestation de transport avec chauffeurs d'enfants et d'adolescents à l'entreprise BOULADOU sise 15 lotissement Charles Martel, avenue Gustave Courbet - 34750 VILLENEUVE LES MAGUELONE classée première par la commission d'appel d'offres et l'entreprise Courriers du Midi sise 9 rue de l'Abrivado 34075 MONTPELLIER CEDEX 3 classée deuxième par la commission d'appel d'offres, pour un montant annuel minimum de 80 000.00 € H.T et maximum de 300 000.00 € H.T. Ce marché est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de la notification. Il est reconductible pour 3 périodes de 1 an. Les montants indiqués seront identiques pour les périodes de reconduction ;
- De déclarer que le lot 2 est infructueux ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, nature 6247 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe Déléguée à signer ce marché.

Montpellier, le 02.02.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Isabelle MARSALA

Publiée le : 03.02.2016
Notifiée le :



DROIT DE PREEMPTION
Zone d'Aménagement Différé VINCENT AURIOL
Propriété de la SCI DE TIZI
220 avenue Vincent Auriol
Exercice du droit de préemption

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire, modifiée par délibération n° 2014/522 du 17/12/2014 et par délibération n° 2015/128 du 29 avril 2015 ;
- Vu l'arrêté de délégation pris par Monsieur le Maire le 3 juin 2015 (n° 2015/2504/T/R) ;
- Vu les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 8 mars 2007 créant la zone d'aménagement différé Vincent Auriol et désignant la Ville de Montpellier comme titulaire du droit de préemption ;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 ;
- Vu l'estimation des services fiscaux.

Considérant :

- que le 28 décembre 2015, la SCI DE TIZI a déposé une déclaration d'intention d'aliéner un terrain nu situé 220 Avenue Vincent Auriol et cadastrée section AO 307, au prix de 1.615.000 € ;
- qu'il paraît opportun pour la Ville de MONTPELLIER d'exercer le droit de préemption sur ce bien afin de constituer une réserve foncière dans le cadre de la zone d'aménagement différé Vincent Auriol. Cette ZAD doit permettre d'accueillir des équipements hospitaliers ou universitaires, des centres de recherche, mais aussi des logements, des équipements et des activités, de façon à assurer une mixité sociale à l'échelle du site. Elle permettra également de valoriser le caractère naturel, aéré et boisé de certaines parties du coteau et d'intégrer le contournement routier nord. Ces objectifs sont conformes aux articles L 210-1 et L 300-1 du Code de l'urbanisme ;
- que le prix proposé paraît excessif.

Décide en conséquence :

- d'exercer le droit de préemption sur la propriété de la SCI DE TIZI, située 220 Avenue Vincent Auriol et cadastrée section AO 307, au prix de 136.840 € ;
- dans le cas où le propriétaire déciderait de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R 213-11 du code de l'urbanisme ;
- de prélever les sommes nécessaires à cette acquisition sur le budget de la Ville, programme individualisé "Action foncière" n° 2013I27.

Montpellier, le 28 JAN. 2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Stéphanie JANNIN



Publiée le : 02.02.2016

Notifiée le :

**Convention d'occupation du domaine public
constitutive de droits réels avec Montpellier
Méditerranée Métropole - Ancien Hôtel de Ville de
Montpellier**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que dans le cadre de sa labellisation « French Tech », Montpellier Méditerranée Métropole a été reconnue comme un écosystème répondant aux besoins des start-ups françaises, des investisseurs et des talents étrangers ;
- Qu'un des éléments de succès de cette démarche repose sur l'émergence de bâtiments « totems » autour desquels s'organisent les pôles économiques dédiés au numérique. Il s'agit de lieux permettant un accueil locatif destiné aux start-ups également dotés d'aménagements permettant le travail collaboratif, le partage, les animations et l'accueil du public ;
- Que ce projet, s'il est porté par la Métropole, présente également un fort intérêt général pour la Commune et la promotion de son territoire ;
- Qu'en conséquence , et dans l'attente d'un site définitif, l'ancien Hôtel de Ville de Montpellier sis 1 place Francis Ponge peut servir de lieu-dit préfiguratif dans le cadre d'une convention d'occupation du domaine public constitutive de droits réels conclue avec la Métropole.

Décide en conséquence :

- D'autoriser la conclusion avec Montpellier Méditerranée Métropole de la convention d'occupation temporaire du domaine public constitutive de droits réels sur le site de l'ancien Hôtel de Ville ;
- D'approuver à cet effet les termes du projet de convention joint en annexe.

La convention porte sur les superficies suivantes :

- Rez de chaussée : environ 977 m²
- R+1 : 480 m² (hors circulations verticales)
- R+2 à R+4 : 714 m² par étage (hors circulations verticales)

Soit un total d'environ 3 600 m².

- Un droit d'usage de la salle Pagezy est également consenti deux jours par mois.

L'autorisation d'occupation est consentie pour une durée de 6 ans à compter de sa signature. Cette autorisation est renouvelable.

Dans le cadre de cette convention, la Ville de Montpellier s'engage à réaliser un certain nombre de travaux qui bénéficieront toutefois à la totalité de l'immeuble. La convention est consentie moyennant le paiement d'une redevance décomposée de la façon suivante :

- Une part correspondant à la prise en charge des travaux prévus à l'article 9 de la convention au prorata des surfaces occupées (Part A)
- Une part correspondant, au prorata des surfaces occupées dans l'ensemble immobilier, au remboursement des frais de gestionnaire technique, des travaux d'entretien et réparation de l'immeuble, des frais de maintenance curative et préventive, des frais de taxe foncière et consommation de fluides (Part B). Ce montant est estimé à 60 € HT /m² par an.
- Une part correspondant à la valorisation de la location de la salle Pagezy.

La redevance n'est pas soumise à TVA.

Aux termes de la convention, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage, notamment, à se substituer aux droits et obligations de la commune de Montpellier en ce qui concerne les conventions d'occupation du domaine public en cours d'exécution sur les locaux concernés par la convention.

- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint, à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 29.01.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA



Publiée le : 06.02.2016
Notifiée le :



**CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC CONSTITUTIVE DE
DROITS REELS**

ANCIEN HOTEL DE VILLE DE MONTPELLIER - 1, PLACE FRANCIS PONGE

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Commune de MONTPELLIER, sise 1, place Georges Frêche, Montpellier, représentée par XXXXXX dûment habilité à cet effet par décision en date du.....;

Ci-après dénommée « **la Commune** »

D'une part,

ET

Montpellier Méditerranée Métropole, créée par décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, dont le siège social est à MONTPELLIER Cedex 2 (34961) 50 place Zeus - CS 39556, identifiée au SIREN sous le n° 243 400 017, représentée par Madame Chantal MARION, Vice-présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée dans les domaines du développement économique, de l'enseignement supérieur et recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat par arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes en vertu d'une délibération du Conseil de Métropole n° , en date du ;

Ci-après dénommée « **la Métropole** »

D'autre part,

Ci-après ensemble dénommées les « **Parties** ».

Il a tout d'abord été exposé ce qui suit :

Dans le cadre de sa labellisation « French Tech », Montpellier Méditerranée Métropole a été reconnue comme un écosystème répondant aux besoins des start-ups françaises, des investisseurs et des talents étrangers.

Un des éléments de succès de cette démarche repose sur l'émergence de bâtiments « totems » autour desquels s'organisent les pôles économiques dédiés au numérique. Il s'agit de lieux permettant un accueil locatif destiné aux start-up également dotés d'aménagements permettant le travail collaboratif, le partage, les animations et l'accueil du public.

De tels sites :

- renforcent l'attractivité du territoire pour les entreprises du numérique en permettant une offre locative adaptée
- stimulent la visibilité et le rayonnement de l'écosystème
- permettent l'animation de l'écosystème pour favoriser « l'effervescence » du secteur

La Métropole étudie actuellement différents sites permettant d'accueillir un tel totem.

Dans l'attente, un lieu-dit préfiguratif semble d'ores et déjà pouvoir être organisé en profitant des atouts de l'ancien hôtel de Ville de Montpellier sis 1 place Francis Ponge.

En cœur de ville, à proximité du tramway, des services et proche d'une partie de l'écosystème numérique, ce site remplit en effet les critères applicables dans un délai court et pour un coût d'aménagement minime.

Les parties se sont donc rapprochées afin de déterminer les conditions dans lesquelles ce projet d'intérêt général pouvait se réaliser.

Ceci exposé, il a été arrêté et convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – AUTORISATION D'OCCUPATION

L'autorisation d'occupation temporaire constitutive de droits réels consentie à la Métropole sur les locaux de l'ancien Hôtel de ville porte sur les superficies suivantes :

Rez de chaussée : environ 977 m²

R+1 : 480m² (hors circulations verticales)

R+2 à R+4 : 714m² par étage (hors circulations verticales)

Soit un total d'environ **3600 m²**.

Les espaces concernés sont identifiés sur les plans figurant en annexe 1. Un droit d'usage de la salle Pagezy est également consenti deux jours par mois dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 2 – ORIGINE DE PROPRIETE

Les bien, objet de la présente convention, dépendent du domaine public de la Commune.

ARTICLE 3 – OBJET DE L'AUTORISATION

La présente autorisation est consentie en vue de l'aménagement et de la gestion par la Métropole d'un pôle numérique « totem » dans le cadre de la labellisation « French Tech ».

Cette opération, s'inscrivant dans les compétences de la Métropole en matière de développement économique, présente également un fort intérêt général pour la Commune et la promotion de son territoire.

ARTICLE 4 – DUREE DE L'AUTORISATION

La présente autorisation est consentie pour une durée de 6 années à compter de sa signature.

A la demande de l'une des parties ou d'un commun accord entre elles, la présente convention pourra être renouvelée.

La demande de renouvellement devra être formulée dans un délai minimum de 6 mois précédant l'échéance de la convention. Elle sera assortie des éventuelles modifications demandées par rapport aux stipulations initiales.

En cas de désaccord sur les conditions de renouvellement au plus tard 3 mois avant l'échéance de la convention, celle-ci expirera normalement à son terme.

ARTICLE 5– CARACTERES DE L'AUTORISATION

5-1. Conformément à l'article L 2122-2 du code général de la propriété des personnes publiques, l'autorisation consentie est précaire et temporaire.

5-2. Conformément à l'article L 2122-3 du code général de la propriété des personnes publiques, l'autorisation consentie présente un caractère précaire et révocable.

5-3. La présente autorisation revêt un caractère strictement personnel ce qui ne s'oppose pas à la possibilité pour la Métropole de recourir à un intermédiaire ou mandataire chargé de la gestion locative des biens concernés. Ce caractère ne s'oppose pas non plus à ce que la Métropole puisse procéder à des sous locations des locaux, objet des présentes, dès lors que celles-ci s'intègrent dans le projet French Tech

5-4. La présente autorisation est constitutive de droits réels au titre de l'article L 1311-5 du code général des collectivités territoriales ce qui entraîne le transfert à la Métropole des prérogatives, responsabilités et obligations du propriétaire sur les biens objet de la présente convention.

Les parties conviennent toutefois que les responsabilités du propriétaire ne sont transférées à la Métropole qu'en ce qu'elles concernent la gestion locative, les aménagements courant et le bon entretien courant des locaux (nettoyage des parties privatives, installation informatique et téléphonique, charges liées à ces installations, contrôles réglementaires des parties privatives)

A ce titre, la Métropole est seule chargée de la prospection, du choix et de la gestion des locataires futurs. Elle se chargera également de la gestion des contrats de location en cours d'exécution à la date de prise d'effet de la présente convention.

Dans tous les cas, elle devra s'assurer que les contrats consentis à ses locataires ne comprennent pas des droits supérieurs à ceux prévus à son bénéfice dans la présente convention. Leur durée, notamment, ne pourra dépasser celle prévue à l'article 4 sauf accord préalable express de la part de la Commune

Dans tous les cas, la Métropole s'engage à prendre en charge la relocalisation de ses locataires à l'issue de la convention la liant à la Commune.

La Commune conserve la totalité des autres droits et obligations du propriétaire ce qui inclut notamment la gestion du gros œuvre et la maintenance des structures et réseaux.

En cas de mise en cause de la responsabilité de la Métropole par des locataires du fait de manquements dans la gestion du gros œuvre ou de la maintenance des structures ou réseaux, les parties conviendront ensemble des liens de causalité à établir afin de déterminer si la Commune doit venir garantir en tout ou partie la Métropole.

A défaut d'accord entre les parties, les dispositions de l'article 15 s'appliqueront.

5-5. La présente autorisation n'est pas soumise aux statuts des baux commerciaux. Elle est donc exclue du champ d'application des articles L 145-1 et suivants du code du commerce et des autres textes régissant les baux commerciaux.

ARTICLE 6 – SERVITUDES ET DROITS SUR LES LOCAUX

6-1 Servitudes

La Commune déclare qu'elle n'a créé, ni laissé acquérir aucune servitude sur les locaux objets des présentes.

6-2 Contrats et droits relatifs aux locaux

La Métropole est informée de l'existence d'un certain nombre de conventions d'occupation du domaine public en cours d'exécution sur les locaux concernés par la présente convention.

La liste de ces conventions est précisée en annexe 2.

La Métropole déclare avoir une parfaite connaissance de ces conventions.

Les parties conviennent que la Métropole se substitue à la Commune dans l'ensemble de ces conventions. La Commune en informera les bénéficiaires.

La Métropole garantit la commune de toute action en responsabilité éventuelle de la part des bénéficiaires de ces conventions du fait de cette substitution ou de ses effets.

La métropole est informée de l'existence de certaines contraintes de sécurité liées à l'utilisation du site. A ce titre, elle devra s'assurer que les effectifs des locataires sont conformes aux dispositions réglementaires soit 50 personnes au maximum par niveau, l'effectif cumulé des niveaux supérieurs ne pouvant excéder 200 personnes.

Par ailleurs, toute forme d'animation est exclusivement réservée au rez-de-chaussée (pas d'accueil du public dans les étages)

ARTICLE 7 – ENTRETIEN ET MAINTENANCE DES INSTALLATIONS

La Métropole, qui connaît parfaitement les lieux pour les avoir préalablement visités, prendra possession des locaux dans l'état où ils se trouvent, lesquels locaux étant réputés avoir été pris en parfait état d'entretien et de réparation.

La Métropole aura à sa charge le maintien en bon état d'entretien et de propreté des locaux occupés.

La Métropole prendra à sa charge exclusive l'ensemble des aménagements courant nécessaires pour permettre l'affectation des locaux à l'objet précisé en article 3.

La Commune sera informée préalablement de tous projets d'aménagements.

ARTICLE 8- ANIMATIONS

La Métropole pourra organiser des animations en lien avec l'objet de la présente convention au sein des locaux mis à disposition.

Elle devra alors s'assurer du respect des normes et réglementations applicables et veillera à faire respecter le bon ordre et la tranquillité.

ARTICLE 9- TRAVAUX

Le projet de la Métropole rend nécessaire un certain nombre de travaux qui bénéficieront toutefois à la totalité de l'immeuble.

Il s'agit notamment de travaux relatifs :

- A la réfection des ascenseurs
- A la mise aux normes incendie des étages
- Aux cloisonnements CF
- Aux travaux du propriétaire nécessités dans les étages concernés
- Au remplacement de l'échangeur eau glacée et sous-station
- A la plomberie
-

Ces travaux sont aujourd'hui estimés à 400 000 € HT pour un montant d'opération estimé à 572 000 € HT.

Ces travaux seront assumés par la Commune. Leur prise en charge financière sera répartie entre les parties au prorata des surfaces occupées dans l'ensemble immobilier sur la base des dépenses effectivement engagées sans que le montant à la charge de la Métropole ne soit inférieur à 250 000 € HT.

ARTICLE 10 – REDEVANCE

La présente convention est consentie moyennant le paiement d'une redevance décomposée de la façon suivante :

- Une part correspondant à la prise en charge des travaux prévus à l'article 9 au prorata des surfaces occupées (Part A)
- Une part correspondant, au prorata des surfaces occupées dans l'ensemble immobilier, au remboursement des frais de gestionnaire technique, des travaux d'entretien et réparation de l'immeuble, des frais de maintenance curative et préventive, des frais de taxe foncière et consommation de fluides (Part B). Ce montant est estimé à 60 € HT /m2 par an.
- Une part correspondant à la valorisation de la location de la salle Pagezy.

La redevance n'est pas soumise à TVA.

La Métropole sera appelée à régler la part correspondant à la prise en charge des travaux (montant plancher prévu à l'article 9) courant 2016 sur émission d'un titre de recettes de la part de la Commune. Ce montant fera l'objet d'une régularisation par émission de titres de recettes de la part de la Commune sur la base des dépenses effectivement engagées pour ces travaux.

La Métropole sera appelée à régler le montant estimé annuel de la part B de la redevance sur émission d'un titre de recettes de la part de la Commune à la date de conclusion de la convention puis, à chaque date anniversaire. Ce montant estimé fera l'objet d'une régularisation semestrielle sur la base des dépenses effectivement engagées.

La Métropole sera appelée à régler la part correspondante à la valorisation de la location de la salle Pagezy sur émission d'un titre de recettes annuel.

ARTICLE 11 – ASSURANCES

La Métropole devra contracter auprès de compagnies solvables toutes assurances garantissant les risques de dommages et de responsabilité relatifs aux activités, objet de la présente convention.

Elle devra notamment souscrire les contrats d'assurances prévoyant la couverture des risques suivants :

- Assurance de l'ensemble des biens mobiliers et immobiliers, objet de la présente convention.
- Assurance des responsabilités pour les dommages causés aux tiers ou usagers imputables aux activités prévues dans la présente convention

La notion de tiers devra être maintenue entre la Métropole et la Commune.

La Métropole s'oblige à garantir et relever la Commune de tout recours dont cette dernière pourrait faire l'objet du fait des droits d'occupation consentis à la Métropole.

Les montants de garantie devront être suffisants au regard des risques encourus. Tout découvert de couverture du fait d'une insuffisance de garantie ou de franchises ne sera pas opposable à la Commune.

La Métropole devra pouvoir justifier la souscription des contrats d'assurances répondant aux obligations ci-avant à la première demande de la Commune.

ARTICLE 12- RESILIATION

12-1 Résiliation pour faute

En cas d'inobservation par la Métropole des obligations mises à sa charge, la présente convention pourra être résiliée de plein droit par la Commune, sans indemnité, après une simple mise en demeure par lettre recommandée demeurée sans effet à l'expiration d'un délai de 30 jours.

12-2 Résiliation pour motif d'intérêt général

12-2-1. La présente convention pourra être résiliée à tout moment par la Commune pour motif d'intérêt général sous respect d'un préavis de 6 mois.

Dans cette hypothèse, la Commune remboursera à la Métropole la part de redevance déjà versée (Part A + Part B) au prorata de la durée de la convention qui aurait normalement dû continuer à courir.

12-2-2. La présente convention pourra être résiliée à tout moment par la Métropole pour motif d'intérêt général et sous respect d'un préavis de 6 mois.

Dans cette hypothèse, la Métropole sera tout de même redevable à la Commune de la part de redevance encore non versée correspondant à la prise en charge des travaux prévus à l'article 9 au prorata des surfaces occupées (Part A) ainsi que de la part B correspondant à la durée effective d'occupation des locaux.

ARTICLE 13 – SORT DES OUVRAGES, INSTALLATIONS ET CONSTRUCTIONS A CARACTERE IMMOBILIER EDIFIES PAR LE PRENEUR AU TERME DE L'AUTORISATION

A l'issue de la convention, les ouvrages, constructions et installations de caractère immobilier réalisés par la Métropole devront être démolis par cette dernière et à ses frais.

Les parties pourront néanmoins convenir avant l'expiration de la convention du maintien de tout ou partie des ouvrages, constructions et installations concernés.

Dans cette hypothèse, les biens maintenus deviendront de plein droit et gratuitement la propriété de la Commune.

En cas de résiliation de l'autorisation avant le terme prévu, pour un motif autre que l'inexécution de ses clauses et conditions, la Métropole sera indemnisée par la Commune du préjudice direct, matériel et certain né de l'éviction anticipée.

ARTICLE 14 – PUBLICITE FONCIERE

En application des dispositions de l'article 28 du décret n° 55-22 du 04 janvier 1955 la présente convention fera l'objet d'une publicité foncière.

ARTICLE 15 - LITIGES

Les parties s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le tribunal administratif de Montpellier

Fait à Montpellier en 2 exemplaires originaux le

Pour la Commune	Pour la Métropole

ANNEXE 1

PLANS

ANNEXE 2

CONVENTIONS D'OCCUPATION DES LOCAUX EN COURS D'EXECUTION

ASSURANCE
CONTRAT FLOTTE AUTOMOBILE
SMACL 34 944/H

Avenant de régularisation n°4 et 5

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que le contrat garantissant les véhicules de la Ville prévoit une prime annuelle dont le montant est ajustable à chaque exercice en fonction de l'évolution du parc automobiles ;
- Que la SMACL nous fait parvenir les avenants de régularisation au contrat susvisé qui font ressortir en faveur de la Ville un crédit de :
 - * 2 351,35 € à la suite des modifications entérinées par l'avenant n°4,
 - * 21 062,32 € à la suite des modifications entérinées par l'avenant n°5 ;

Décide en conséquence :

- D'adopter l'avenant de régularisation n°4 duquel il ressort en faveur de la Ville un avoir de 2 351,35 € ;
- D'adopter l'avenant de régularisation n°5 duquel il ressort en faveur de la Ville un avoir de 21 062,32 € ;
- De procéder au recouvrement des sommes précitées ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 05.02.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 09.02.2016
Notifiée le :



*Assure ma ville,
assure ma vie*

VILLE DE MONTPELLIER
1 PLACE GEORGES FRECHE

34267 MONTPELLIER CEDEX 2

Indice en vigueur : 197,53 Marché : 2H968421 N° : 034944/H N° Police : V.A.M.0003

AVENANT NUMERO 0004

VEHICULES A MOTEUR

D'un commun accord entre les parties, et sans qu'il soit autrement dérogé aux clauses et conditions du contrat auquel il est annexé, le présent avenant entérine les modifications définies à l'état ci-joint.

Les cotisations au comptant et à terme sont définies au tableau ci-joint.

Niort, le 4 décembre 2015.

Pour la Personne Morale,

Pour la Société,



(MSM271)
Assureur de la ville,
assureur de la vie

TYPE DE GARANTIE : VEHICULE A MOTEUR
POLICE NO : 3
REFERENCE MARCHE : 2H968421

34944/H

VILLE DE MONTPELLIER
1 PLACE GEORGES FRECHE

34267 MONTPELLIER CEDEX 2

AVENANT	NO : 4	TABEAU DES COTISATIONS
---------	--------	------------------------

COTISATIONS AU COMPTANT					COTISATIONS AU COMPTANT				
GARANTIES	ANNEE 2015				GARANTIES	ANNEE 2014			
	H.T.	TAUX	TAXES	T.T.C.		H.T.	TAUX	TAXES	T.T.C.
RC	-500.81	35.0	-175.28	-676.09	RC	-691.88	35.0	-242.16	-934.04
VIBG	-34.39	18.0	-6.19	-40.58	VIBG	-27.24	18.0	-4.90	-32.14
DOMMAGES		18.0			CAT. NATURELLES	-1.66	18.0	-30	-1.96
CAT. NATURELLES	-2.00	18.0	-36	-2.36	IMA	-172.48	18.0	-31.05	-203.53
IMA	-240.94	18.0	-43.37	-284.31	DR	-95.16	9.0	-8.56	-103.72
DR	-66.63	9.0	-6.00	-72.63					
TOTAL (Euros)	-844.77		-231.20	-1 075.97	TOTAL (Euros)	-988.42		-286.97	-1 275.39

COTISATIONS AU COMPTANT					POUR INFORMATION - COTISATIONS ANNUELLES A L'ECHEANCE	
GARANTIES	ANNEE 2013				GARANTIES	HT
	H.T.	TAUX	TAXES	T.T.C.		
					RC	66 343.04
					VIBG	3 261.47
					CAT. NATURELLES	194.94
					IMA	12 358.38
					DR	9 116.80
					TOTAL en Euros	91 274.63
TOTAL (Euros)						

SMACL ASSURANCES N.B. SE REPORTER AU RELEVÉ DE COMPTE JOINT POUR TOUT RÈGLEMENT

smacl.fr

CS 20000
79031 NIORT CEDEX 9

Fax : +33 (0)5 49 73 47 20



Société d'assurance mutuelle à cotisations fixes régie par le Code des assurances - RCS N° 438 330 000

495

(MSM197)



LE 04/12/2015

1

CONTRAT NO : 3
REFERENCE DU MARCHE : 2H968421

AVENANT NO : 4

34944 / H VILLE DE MONTPELLIER

NUM	G	MARQUE	TYPE	IDENTIFICAT.	MISE CIR	CARACTERISTIQUES	USAGE	F	FCHISE	EFFET	CLAUSES PR.	RESILIATION
10	0	RENAULT	TRAFIC	CM-046-LA	10121999	P.F.	7	SAS	B	01012013		30062015
11	0	PEUGEOT	106	CQ-648-ME	10121999	P.F.	4	SAS	B	01012013		30062014
14	0	PEUGEOT	106	CM-543-LA	18121999	P.F.	4	SAS	B	01012013		30062014
16	0	PEUGEOT	106	CQ-671-ME	27121999	P.F.	4	SAS	B	01012013		30062014
17	0	PEUGEOT	106	CQ-661-ME	27121999	P.F.	4	SAS	B	01012013		30062015
18	0	PEUGEOT	106	CT-953-NN	27121999	P.F.	4	SAS	B	01012013		30062014
19	0	PEUGEOT	106	CS-012-CH	28121999	P.F.	4	SAS	B	01012013		30062015
24	0	PEUGEOT	106	CS-859-NV	28121999	P.F.	4	SAS	B	01012013		30062015
25	0	PEUGEOT	106	CQ-733-ME	28121999	P.F.	4	SAS	B	01012013		30062015
26	0	PEUGEOT	106	CK-182-XC	28121999	P.F.	4	SAS	B	01012013		30062015
30	0	PEUGEOT	106	CQ-742-ME	29121999	P.F.	4	SAS	B	01012013		30062015
31	0	PEUGEOT	106	CQ-758-ME	17012000	P.F.	4	SAS	B	01012013		30062014
32	0	RENAULT	TRAFIC	CS-893-NV	25022000	P.F.	7	SAS	B	01012013		30062014
33	0	RENAULT	TRAFIC	CX-139-CZ	25022000	P.F.	7	SAS	B	01012013		30062015
44	0	CITROEN	JUMPER	CV-010-SC	17042000	P.F.	8	SAS	B	01012013		30062015
49	0	PEUGEOT	106	CN-751-RS	25082000	P.F.	4	SAS	B	01012013		30062015
55	0	PEUGEOT	106	CN-769-RS	23032001	P.F.	4	SAS	B	01012013		30062015

NBRE VEHICULES EDITES 17
NBRE TOTAL VEHICULES ASSURES 699

LE 04/12/2015

2



CONTRAT NO : 3
REFERENCE DU MARCHE : 2H968421

AVENANT NO : 4

34944 / H VILLE DE MONTPELLIER

NUM	S	MARQUE	TYPE	IDENTIFICATL	MISE CIR	CARACTERISTIQUES	USAGE F	FCHISE	EFFET	CLAUSES PR	RESILIATION
58	0	PEUGEOT	106	CP-416-BD	23032001	P.F.	4	SAS B	01012013		30062015
63	0	CITROEN	BERLINGO	CZ-038-YK	07052001	P.F.	6	SAS B	01012013		30062014
64	0	CITROEN	BERLINGO	CM-113-PX	07052001	P.F.	6	SAS B	01012013		30062015
74	2	PEUGEOT	ELYSEO	CS-983-CG	27022002	CYL.		SAS B	01012013		30062015
75	2	PEUGEOT	ELYSEO	CY-701-KE	27022002	CYL.		SAS B	01012013		30062015
76	2	PEUGEOT	ELYSEO	CT-536-BM	27022002	CYL.		SAS B	01012013		30062015
78	0	RENAULT	LAGUNA 2	CL-861-VF	14032002	P.F.	7	SAS B	01012013		30062014
85	0	PEUGEOT	106	CW-025-XZ	26032002	P.F.	4	SAS B	01012013		30062015
91	0	CITROEN	BERLINGO	CQ-494-AP	26032002	P.F.	6	SAS B	01012013		30062014
94	0	PEUGEOT	106	CS-009-MW	18042002	P.F.	4	SAS B	01012013		30062015
105	0	CITROEN	BERLINGO	CX-183-CZ	27122002	P.F.	8	SAS B	01012013		30062015
106	0	CITROEN	BERLINGO	CX-194-CZ	27122002	P.F.	8	SAS B	01012013		30062015
111	0	PEUGEOT	106	CP-299-BD	13032003	P.F.	4	SAS B	01012013		30062015
113	0	PEUGEOT	106	CP-257-BD	13032003	P.F.	4	SAS B	01012013		30062015
114	0	PEUGEOT	106	CP-283-BD	13032003	P.F.	4	SAS B	01012013		30062015
115	0	PEUGEOT	106	CK-271-XC	13032003	P.F.	4	SAS B	01012013		30062015
117	0	PEUGEOT	106	CS-977-CG	02042003	P.F.	4	SAS B	01012013		30062015

NBRE VEHICULES EDITES 34
NBRE TOTAL VEHICULES ASSURES 699

LE 04/12/2015



3

CONTRAT NO : 3
REFERENCE DU MARCHÉ : 2H968421

AVENANT NO : 4

34944 / H VILLE DE MONTPELLIER

NUM	G	MARQUE	TYPE	IDENTIFICAT	MISE CIR	CARACTERISTIQUES	USAGE	F	FCHISE	EFFET	CLAUSES PR	RESILIATION
118	2	PEUGEOT	ELYSEO	CT-505-BM	09042003	CYL.	SAS	B		01012013		30062014
129	0	RENAULT	CLIO 2	CT-476-BM	10042003	P.F.	4	SAS	B	01012013		30062015
134	0	CITROEN	BERLINGO	909ACR34	21052003	P.F.	8	SAS	B	01012013		30062015
161	2	PEUGEOT	ELYSEO	CY-707-KE	18032004	CYL.	SAS	B		01012013		30062015
162	2	PEUGEOT	ELYSEO	CY-714-KE	18032004	CYL.	SAS	B		01012013		30062015
166	2	PEUGEOT	ELYSEO	CS-135-NW	18032004	CYL.	SAS	B		01012013		30062015
171	2	PEUGEOT	VIVACITY 50	BS637A	26032004	CYL.	SAS	B		01012013		30062014
173	2	PEUGEOT	VIVACITY 50	BS638A	26032004	CYL.	SAS	B		01012013		30062014
174	2	PEUGEOT		CY-727-KE	30032004	CYL.	SAS	B		01012013		30062015
200	0	PEUGEOT	PARTNER	CJ-661-RG	18032005	P.F.	8	SAS	B	01012013		30062015
206	0	RENAULT	SCENIC	CT-599-NN	31032005	P.F.	5	SAS	B	01012013		30062015
236	0	PEUGEOT	PARTNER	CM-337-PX	20052005	P.F.	8	SAS	B	01012013		30062015
258	2	PEUGEOT	LUDIX SNAKE	K364T	20102005	CYL.	SAS	B		01012013		30062015
260	2	PEUGEOT	LUDIX SNAKE	K386T	20102005	CYL.	SAS	B		01012013		30062015
292	0	RENAULT	MEGANE 2	CL-796-VF	09032006	P.F.	5	SAS	B	01012013		30062014
294	0	RENAULT	MEGANE 2	CL-825-VF	09032006	P.F.	5	SAS	B	01012013		30062014
309	2	PEUGEOT	LUDIX SNAKE	N562S	25032006	CYL.	SAS	B		01012013		30062015

NBRE VEHICULES EDITES 51
NBRE TOTAL VEHICULES ASSURES 699

LE 04/12/2015

4



CONTRAT NO : 3
REFERENCE DU MARCHE : 2H968421

AVENANT NO : 4

34944 / H VILLE DE MONTPELLIER

NUM	G	MARQUE	TYPE	IDENTIFICAT	MISE CIR	CARACTERISTIQUES	USAGE	F	FCHISE	EFFET	CLAUSES PR	RESILIATION
346	0	PEUGEOT	LOOXOR	CV-998-SB	29092006	P.F.	1	SAS	B	01012013		30062015
351	0	PEUGEOT	PARTNER	CV-982-SB	25102006	P.F.	8	SAS	B	01012013		30062014
394	2	PEUGEOT	GEOPOLIS	CX-829-JC	08062007	CYL.	12.5	SAS	B	01012013		30062015
480	0	RENAULT	GRAND SCENIC	AD-265-CB	28092009	P.F.	6	SAS	B	01012013		30062015
501	0	CITROEN	C6	AM-155-XN	05032010	P.F.	11	SAS	B	01012013		30062015
618	2	PEUGEOT	VOGUE	CM153B	31082012	CYL.		SAS	B	01012013		30062015
620	4	FENWICK		822391	01011967	P.F.		SAS	B	01012013		30062015
637	0	SUZUKI	SF43B 125CC	CV-004-SC	14121989	P.F.	1	SAS	B	01012013		30062015
642	4	AUSA		2006169	22031993	P.F.		SAS	B	01012013		30062015
647	0	RENAULT	CLIO	CW-041-XZ	15091993	P.F.	5	SAS	B	01012013		30062014
649	0	PEUGEOT	BOXER	CG-683-FZ	20091995	P.F.	8	SAS	B	01012013		30062015
655	0	PEUGEOT	BOXER	CY-186-EK	26081997	P.F.	10	SAS	B	01012013		30062015
661	0	CITROEN	AX	CG-711-FZ	04091997	P.F.	4	SAS	B	01012013		30062015
662	0	CITROEN	AX	1906XZ34	29091997	P.F.	4	SAS	B	01012013		30062014
663	0	PEUGEOT	306	CS-018-CH	29091997	P.F.	4	SAS	B	01012013		30062015
664	0	PEUGEOT	PARTNER	CG-673-FZ	30091997	P.F.	6	SAS	B	01012013		30062015
668	0	RENAULT	LAGUNA	CG-721-FZ	29101997	P.F.	7	SAS	B	01012013		30062015

NBRE VEHICULES EDITES 68
NBRE TOTAL VEHICULES ASSURES 699



LE 04/12/2015

5

CONTRAT NO : 3
REFERENCE DU MARCHÉ : 2H968421

AVENANT NO : 4

34944 / H VILLE DE MONTPELLIER

NUM	G	MARQUE	TYPE	IDENTIFICATI	MISE CIR	CARACTERISTIQUES	USAGE	F	FCHISE	EFFET	CLAUSES PR	RESILIATION
672	0	CITROEN	AX	CG-730-FZ	08011998	P.F.	4	SAS	B	01012013		30062015
677	0	PEUGEOT	106	CM-223-PX	23091998	P.F.	4	SAS	B	01012013		30062014
678	0	PEUGEOT	106	CQ-706-ME	24091998	P.F.	4	SAS	B	01012013		30062015
679	0	PEUGEOT	106	CM-256-PX	24091998	P.F.	4	SAS	B	01012013		30062014
682	0	PEUGEOT	106	CJ-938-RF	05101998	P.F.	4	SAS	B	01012013		30062015
683	0	PEUGEOT	106	CJ-914-RF	05101998	P.F.	4	SAS	B	01012013		30062015
687	0	RENAULT	KANGOO	CM-413-LA	26021999	P.F.	7	SAS	B	01012013		30062014
689	0	RENAULT	KANGOO	CN-547-CY	05031999	P.F.	7	SAS	B	01012013		30062014
691	2	PEUGEOT	VOGUE	BS647A	08101999	CYL.		SAS	B	01012013		01012013
706	2	PEUGEOT	VIVACITY	CM-158-PX	15111999	CYL.		SAS	B	01012013		30062015
708	0	PEUGEOT	106	CJ-003-RG	25111999	P.F.	4	SAS	B	01012013		30062015
776	0	CITROEN	XSARA	CL-899-VF	18052005	P.F.		SAS	B	01012013		30062015
777	0	RENAULT	LAGUNA	CK-039-XD	30052007	P.F.		SAS	B	01012013		30062014
781	0	PEUGEOT	106	CM-186-PX	08091998	P.F.		SAS	B	01012013		30062015
829	0	RENAULT	TWINGO	DM-813-NX	15122014	P.F.		SAS	B	01072015		
830	0	RENAULT	TWINGO	DM-425-KZ	10122014	P.F.		SAS	B	01072015		
831	0	ERREUR	ERREUR	ERREUR	01012015	P.F.		SAS	2	01012015		01012015

NBRE VEHICULES EDITES 85
NBRE TOTAL VEHICULES ASSURES 699

LE 04/12/2015

6



CONTRAT NO : 3
REFERENCE DU MARCHÉ : 2H968421

AVENANT NO : 4

34944 / H VILLE DE MONTPELLIER

NUM	G	MARQUE	TYPE	IDENTIFICAT	MISE CIR	CARACTERISTIQUES	USAGE	F	FCHISE	EFFET	CLAUSES PR	RESILIATION
832	0	RENAULT	TWINGO	DM-910-KP	09122014	P.F.	SAS	B		01072015		
833	0	RENAULT	TWINGO	DM-412-KZ	10122014	P.F.	SAS	B		01072015		
834	0	RENAULT	TWINGO	DM-989-KP	09122014	P.F.	SAS	B		01072015		
835	0	RENAULT	TWINGO	DM-26-KQ	09122014	P.F.	SAS	B		01072015		
836	0	RENAULT	TWINGO	DM-433-KZ	10122014	P.F.	SAS	B		01072015		
837	0	RENAULT	TWINGO	DM-57-KQ	09122014	P.F.	SAS	B		01072015		
838	0	RENAULT	TWINGO	DM-994-KP	09122014	P.F.	SAS	B		01072015		
839	0	RENAULT	TWINGO	DM-409-KZ	10122014	P.F.	SAS	B		01072015		
840	0	RENAULT	TWINGO	DM-477-KZ	10122014	P.F.	SAS	B		01072015		
841	0	RENAULT	TWINGO	DM-442-KZ	10122014	P.F.	SAS	B		01072015		
842	0	RENAULT	TWINGO	DM-63-KQ	09122014	P.F.	SAS	B		01072015		
843	0	RENAULT	TWINGO	DM-82-KQ	09122014	P.F.	SAS	B		01072015		
844	0	RENAULT	KANGOO	DM-555-LK	10122014	P.F.	SAS	B		01072015		
845	0	DACIA	DUSTER	DM-810-MG	11122014	P.F.	SAS	B		01072015		
846	0	DACIA	DUSTER	DM-980-MG	11122014	P.F.	SAS	B		01072015		
847	0	RENAULT	MASTER	DL-725-WM	19112014	P.F.	SAS	B		01072015		
848	4	KUBOTA	TRACTEUR	DN-924-EZ	13012015	P.F.	SAS	B		01072015		

NBRE VEHICULES EDITES 102
NBRE TOTAL VEHICULES ASSURES 699

LE 04/12/2015

7



CONTRAT NO : 3
REFERENCE DU MARCHE : 2H968421

AVENANT NO : 4

34944 / H VILLE DE MONTPELLIER

NUM	G	MARQUE	TYPE	IDENTIFICAT.	MISE CIR	CARACTERISTIQUES	USAGE	F	FCHISE	EFFET	CLAUSES PR.	RESILIATION
849	0	ERREUR SAISI	ERREUR SAISI	DF-164-LA	30042014	P.F.	SAS	3		27012015		27012015
850	2	PEUGEOT	SCOOTER	DE599Z	27012015	CYL.	SAS	B		01072015		
851	0	RENAULT	TWINGO	DN-942-QV	29012015	P.F.	SAS	B		01072015		
852	0	RENAULT	TWINGO	DN-966-QV	29012015	P.F.	SAS	B		01072015		
853	0	RENAULT	MEGANE	DN-858-QV	29012015	P.F.	SAS	B		01072015		
854	0	RENAULT	MEGANE	DN-954-QV	29012015	P.F.	SAS	B		01072015		
855	4	MANDRINOISE	REMORQUE	DN-266-TW	04022015	P.F.	SAS	B		01072015		
856	0	RENAULT	KANGOO	DN-560-WE	05022015	P.F.	SAS	B		01072015		
857	0	RENAULT	MASTER PLATE	DP-509-CD	17022015	P.F.	SAS	B		01072015		
858	8	FERRI	EPAREUSE	B0327.B0063	14022015	P.R.	SAS	B		01072015		
859	4	BUGNOT	BROYEUR	DP-296-CY	16022015	P.F.	SAS	B		01072015		
860	0	RENAULT	MASTER	DN-221-XW	09022015	P.F.	SAS	B		01072015		
861	0	RENAULT	TWINGO	DP-238-AY	13022015	P.F.	SAS	B		01072015		
862	0	RENAULT	TWINGO	DP-239-AY	13022015	P.F.	SAS	B		01072015		
863	0	RENAULT	TWINGO	DP-241-AY	13022015	P.F.	SAS	B		01072015		
864	0	RENAULT	TWINGO	DP-245-AY	13022015	P.F.	SAS	B		01072015		
865	0	RENAULT	TWINGO	DP-246-AY	13022015	P.F.	SAS	B		01072015		

NBRE VEHICULES EDITES 119
NBRE TOTAL VEHICULES ASSURES 699



LE 04/12/2015

8

CONTRAT NO : 3
REFERENCE DU MARCHE : 2H968421

AVENANT NO : 4

34944 / H VILLE DE MONTPELLIER

NUM	G	MARQUE	TYPE	IDENTIFICAT	MISE CIR	CARACTERISTIQUES	USAGE	F	FCHISE	EFFET	CLAUSES PR.	RESILIATION
866	0	RENAULT	TWINGO	DP-249-AY	13022015	P.F.	SAS	B		01072015		
867	0	RENAULT	TWINGO	DP-260-AY	13022015	P.F.	SAS	B		01072015		
868	0	RENAULT	TWINGO	DP-264-AY	13022015	P.F.	SAS	B		01072015		
869	0	RENAULT	TWINGO	DP-963-GX	24022015	P.F.	SAS	B		01072015		
870	0	RENAULT	TWINGO	DP-952-GX	24022015	P.F.	SAS	B		01072015		
871	0	RENAULT	TWINGO	DP-950-GX	24022015	P.F.	SAS	B		01072015		
872	0	RENAULT	TWINGO	DP-974-GX	24022015	P.F.	SAS	B		01072015		
873	0	RENAULT	TWINGO	DP-010-GY	24022015	P.F.	SAS	B		01072015		
874	0	RENAULT	SCENIC	DP-572-NN	04032015	P.F.	SAS	B		01072015		
875	0	RENAULT	SCENIC	DP-097-LR	02032015	P.F.	SAS	B		01072015		
876	0	RENAULT	MASTER	DQ-197-EC	26032015	P.F.	SAS	B		01072015		
877	0	RENAULT	SCENIC	DQ-472-MR	07042015	P.F.	SAS	B		01072015		
878	0	RENAULT	MASTER	6163ZS30	27092007	P.F.	SAS	B		01072015		
879	2	YAMAHA	SCOOTER	DV-321-KL	02092015	CYL.	SAS	B		01072015		
880	2	YAMAHA	SCOOTER	DV-494-KP	02092015	CYL.	SAS	B		01072015		
881	4	SARIS	REMORQUE	DW-444-FQ	01102015	P.F.	SAS	B		01072015		
882	4	CHEVAL LIBER	REMORQUE	DW-626-FQ	01102015	P.F.	SAS	B		01072015		

NBRE VEHICULES EDITES 136
NBRE TOTAL VEHICULES ASSURES 699



LE 04/12/2015

9

CONTRAT NO : 3
REFERENCE DU MARCHÉ : 2H968421

AVENANT NO : 4

34944 / H VILLE DE MONTPELLIER

NUM	G	MARQUE	TYPE	IDENTIFICAT.	MISE CIR	CARACTERISTIQUES	USAGE	F	FCHISE	EFFET	CLAUSES PR.	RÉSILIATION
883	4	FERRIS	TONDEUSE	2014031758	28072010	P.F.	SAS	B		01072015		
884	4	FERRIS	TONDEUSE	2014052383	28072010	P.F.	SAS	B		01072015		
885	4	FERRIS	TONDEUSE	2014052390	28072010	P.F.	SAS	B		01072015		
886	0	PEUGEOT	108	DW-683-HZ	06102015	P.F.	SAS	B		01072015		
887	0	PEUGEOT	108	DW-368-GM	02102015	P.F.	SAS	B		01072015		
888	0	PEUGEOT	108	DW-261-GM	02102015	P.F.	SAS	B		01072015		
889	0	PEUGEOT	108	DW-397-GM	02102015	P.F.	SAS	B		01072015		
890	0	PEUGEOT	108	DW-347-GM	02102015	P.F.	SAS	B		01072015		
891	0	PEUGEOT	108	DW-320-GM	02102015	P.F.	SAS	B		01072015		
892	0	PEUGEOT	108	DW-274-GM	02102015	P.F.	SAS	B		01072015		
893	0	PEUGEOT	108	DW-296-GM	02102015	P.F.	SAS	B		01072015		
894	0	PEUGEOT	108	DW-418-GM	02102015	P.F.	SAS	B		01072015		
895	0	RENAULT	TRAFIC	DW-815-NZ	15102015	P.F.	SAS	B		01072015		
896	0	JOHN DEERE	GATOR ELEC	1M04X2EEKGM	25112015	P.F.	SAS	B		01072015		
897	0	JOHN DEERE	GATOR ELEC	1MX04X2EECGM	25112015	P.F.	SAS	B		01072015		
898	4	MOIROUD	REMORQUE	DX-395-WN	24112015	P.F.	SAS	B		01072015		
899	0	PEUGEOT	108	DX-299-CY	04112015	P.F.	SAS	B		01072015		

NBRE VEHICULES EDITES 153
NBRE TOTAL VEHICULES ASSURES 699



LE 04/12/2015

10

CONTRAT NO : 3
REFERENCE DU MARCHÉ : 2H968421

AVENANT NO : 4

34944 / H VILLE DE MONTPELLIER

NUM	G	MARQUE	TYPE	IDENTIFICAT.	MISE CIR	CARACTERISTIQUES	USAGE	F	FCHISE	EFFET	CLAUSES PR.	RESILIATION
900	0	PEUGEOT	108	DX-276-CY	04112015	P.F.	SAS	B		01072015		
901	0	PEUGEOT	PARTNER	DX-295-CY	04112015	P.F.	SAS	B		01072015		
902	0	PEUGEOT	PARTNER	DX-271-CY	04112015	P.F.	SAS	B		01072015		
903	0	PEUGEOT	PARTNER	DX-256-CY	04112015	P.F.	SAS	B		01072015		
904	0	PEUGEOT	PARTNER	DX-274-CY	04112015	P.F.	SAS	B		01072015		
905	0	PEUGEOT	PARTNER	DX-291-CY	04112015	P.F.	SAS	B		01072015		
906	0	PEUGEOT	PARTNER	DX-303-CY	04112015	P.F.	SAS	B		01072015		
907	0	PEUGEOT	PARTNER	DX-296-CY	04112015	P.F.	SAS	B		01072015		

NBRE VEHICULES EDITES 161
NBRE TOTAL VEHICULES ASSURES 699

MSM272

LE : 04/12/2015

REFERENCE
34944/H

VILLE DE MONTPELLIER
1 PLACE GEORGES FRECHE
34267 MONTPELLIER CEDEX 2

TYPE DE GARANTIE : VEHICULE A MOTEUR
CONTRAT NO : 3
REFERENCE DU MARCHE : 2H96B421

AVENANT	NO : 4	ETAT ANALYTIQUE DES COTISATIONS
---------	--------	---------------------------------

ANNEE : 2014

RIS	DESIGNATION DU RISQUE	MONTANT HT	MONTANT TTC
11	CQ-648-ME PEUGEOT - SERVICE : REFORME	-68.41	-88.47
14	CM-543-LA PEUGEOT - SERVICE : REFORME	-68.41	-88.47
16	CQ-671-ME PEUGEOT - SERVICE : REFORME	-68.41	-88.47
63	C2-038-YK CITROEN - SERVICE : REFORME	-68.41	-88.47
91	CQ-494-AP CITROEN - SERVICE : REFORME	-68.41	-88.47
118	CT-505-BM PEUGEOT - SERVICE : REFORME	-33.03	-41.80
171	BS637A PEUGEOT - SERVICE : REFORME	-33.03	-41.80
173	BS638A PEUGEOT - SERVICE : REFORME	-33.03	-41.80
292	CL-796-VF RENAULT - SERVICE : REFORME	-68.41	-88.47
294	CL-825-VF RENAULT - SERVICE : REFORME	-68.41	-88.47
351	CV-982-SB PEUGEOT - SERVICE : REFORME	-68.41	-88.46
677	CN-223-PX PEUGEOT - SERVICE : REFORME	-68.41	-88.47
679	CM-256-PX PEUGEOT - SERVICE : REFORME	-68.41	-88.47
687	CM-413-LA RENAULT - SERVICE : REFORME	-68.41	-88.47
689	CN-547-CY RENAULT - SERVICE : REFORME	-68.41	-88.47
	EN COURS (en Euros)	-920.01	-1 187.03

MSM272

LE : 04/12/2015

REFERENCE
34944/H

VILLE DE MONTPELLIER
1 PLACE GEORGES FRECHE
34267 MONTPELLIER CEDEX 2

TYPE DE GARANTIE : VEHICULE A MOTEUR
CONTRAT NO : 3
REFERENCE DU MARCHÉ : 2H96B421

AVENANT NO : 4

ETAT ANALYTIQUE DES COTISATIONS

ANNEE : 2014

RIS	DESIGNATION DU RISQUE	MONTANT H.T.	MONTANT T.T.C.
777	CK-039-XD RENAULT - SERVICE : REFORME	-68.41	-88.47
829	DM-813-NX RENAULT - SERVICE : MOY GENERAUX		
TOTALISATION (en Euros)		-988.42	-1 275.50

VILLE DE MONTPELLIER
1 PLACE GEORGES FRECHE

34267 MONTPELLIER CEDEX 2

Indice en vigueur : 202,97 Marché : 2H968421 N° : 034944/H N° Police : V.A.M.0003

AVENANT NUMERO 0005

VEHICULES A MOTEUR

D'un commun accord entre les parties, et sans qu'il soit autrement dérogé aux clauses et conditions du contrat auquel il est annexé, le présent avenant entérine les modifications définies à l'état ci-joint.

Les cotisations au comptant et à terme sont définies au tableau ci-joint.

Niort, le 8 janvier 2016.

Pour la Personne Morale,



(MSM271)
*Assure ma ville,
assure ma vie*

TYPE DE GARANTIE :
POLICE NO : 3
REFERENCE MARCHE : 2H968421

34944/H

VILLE DE MONTPELLIER
1 PLACE GEORGES FRECHE

34267 MONTPELLIER CEDEX 2

AVENANT	NO :	5
---------	------	---

TABLEAU DES COTISATIONS

COTISATIONS AU COMPTANT					COTISATIONS AU COMPTANT				
GARANTIES	ANNEE 2016		TAXES	T.T.C.	GARANTIES	ANNEE 2015		TAXES	T.T.C.
	H.T.	TAUX				H.T.	TAUX		
RC	-8 263.77	35.0	-2 892.32	-11 156.09	RC	-711.59	35.0	-249.06	-960.65
RC	-3 424.80	17.0	-582.22	-4 007.02	VIBG	-28.27	18.0	-5.08	-33.35
VIBG	-303.38	18.0	-54.61	-357.99	CAT. NATURELLES	-1.70	18.0	-3.31	-2.01
VIBG	-298.08			-298.08	IMA	-149.57	18.0	-26.92	-176.49
CAT. NATURELLES	-18.28	18.0	-3.29	-21.57	DR	-98.37	9.0	-8.85	-107.22
CAT. NATURELLES	-17.92			-17.92					
IMA	-1 841.02	18.0	-331.38	-2 172.40					
DR	-1 606.93	9.0	-144.62	-1 751.55					
TOTAL (Euros)	-15 774.18		-4 008.44	-19 782.62	TOTAL (Euros)	-989.50		-290.22	-1 279.72

COTISATIONS AU COMPTANT					POUR INFORMATION - COTISATIONS ANNUELLES A L'ECHEANCE	
GARANTIES	ANNEE 2014		TAXES	T.T.C.	GARANTIES	HT
	H.T.	TAUX				
					RC	56 528.31
					VIBG	2 754.97
					CAT. NATURELLES	165.69
					IMA	10 865.79
					DR	7 767.34
					TOTAL en Euros	78 082.10
TOTAL (Euros)						

(MSM197)



LE 08/01/2016

1

CONTRAT NO : 3
REFERENCE DU MARCHE : 2H968421

AVENANT NO : 5

34944 / H VILLE DE MONTPELLIER

NUM	G	MARQUE	TYPE	IDENTIFICAT	MISE CIR	CARACTERISTIQUES	USAGE	F	FCHISE	EFFET	CLAUSES PR	RESILIATION
34	0	PEUGEOT	106	CM-241-PX	25022000	P.F.	4	SAS	B	01012013		31122015
61	0	PEUGEOT	106	CK-213-XC	23032001	P.F.	4	SAS	B	01012013		31122015
62	0	SIPREL	R900A	CK-020-XC	03052001	P.F.		SAS	B	01012013		31122015
69	0	CITROEN	BERLINGO	CZ-774-SH	16052001	P.F.	7	SAS	B	01012013		31122015
83	0	PEUGEOT	106	CP-370-BD	25032002	P.F.	4	SAS	B	01012013		16062015
86	0	CITROEN	BERLINGO	CJ-850-RF	26032002	P.F.	6	SAS	B	01012013		31122015
88	0	CITROEN	BERLINGO	CZ-758-SH	26032002	P.F.	6	SAS	B	01012013		31122015
89	0	CITROEN	BERLINGO	DA-228-LF	26032002	P.F.	6	SAS	B	01012013		31122015
90	0	PEUGEOT	106	CV-003-SC	26032002	P.F.	4	SAS	B	01012013		31122015
98	2	PEUGEOT	ELYSEO	CK-234-XC	04092002	CYL.		SAS	B	01012013		31122015
110	0	PEUGEOT	106	CV-002-SC	13032003	P.F.	4	SAS	B	01012013		31122015
129	0	RENAULT	MASTER	CZ-133-YK	29042003	P.F.	7	SAS	B	01012013		31122015
130	0	RENAULT	MASTER	CZ-143-YK	29042003	P.F.	7	SAS	B	01012013		31122015
131	0	RENAULT	MASTER	CJ-815-RG	29042003	P.F.	7	SAS	B	01012013		
138	0	CITROEN	BERLINGO	CZ-128-YK	28052003	P.F.	8	SAS	B	01012013		08102015
147	0	PEUGEOT	106	CP-216-BD	04022004	P.F.	4	SAS	B	01012013		31122015
148	0	PEUGEOT	106	CS-031-CH	04022004	P.F.	4	SAS	B	01012013		03112015

NBRE VEHICULES EDITES 17
NBRE TOTAL VEHICULES ASSURES 592



LE 08/01/2016

2

CONTRAT NO : 3

AVENANT NO : 5

REFERENCE DU MARCHE : 2H968421

34944 / H VILLE DE MONTPELLIER

NUM	G	MARQUE	TYPE	IDENTIFICAT.	MISE CIR	CARACTERISTIQUES	USAGE	F	FCMISE	EFFET	CLAUSES PR.	RESILIATION
149	0	PEUGEOT	106	CK-293-XC	04022004	P.F.	4	SAS	B	01012013		
152	0	CITROEN	BERLINGO	CX-943-JC	19022004	P.F.	8	SAS	B	01012013		06102015
154	0	CITROEN	BERLINGO	CJ-741-RG	10032004	P.F.	8	SAS	B	01012013		22122014
155	0	CITROEN	BERLINGO	CZ-060-YK	10032004	P.F.	8	SAS	B	01012013		08102015
158	0	CITROEN	BERLINGO	CZ-070-YK	10032004	P.F.	8	SAS	B	01012013		31122015
160	0	CITROEN	BERLINGO	CJ-785-RG	15032004	P.F.	8	SAS	B	01012013		
185	5	IVECO	ML 120E18K	DH-879-JM	13072004	P.F.	16	SAS	B	01012013		31122015
186	5	IVECO	ML 120E18K	DH-854-JM	21072004	P.F.	16	SAS	B	01012013		31122015
192	0	PEUGEOT	PARTNER	CZ-835-SH	18032005	P.F.	8	SAS	B	01012013		31122015
195	0	PEUGEOT	PARTNER	CZ-785-SH	18032005	P.F.	8	SAS	B	01012013		31122015
196	0	PEUGEOT	PARTNER	CZ-809-SH	18032005	P.F.	8	SAS	B	01012013		31122015
198	0	PEUGEOT	PARTNER	CZ-800-SH	18032005	P.F.	8	SAS	B	01012013		31122015
199	0	PEUGEOT	PARTNER	CZ-848-SH	18032005	P.F.	8	SAS	B	01012013		31122015
201	0	PEUGEOT	PARTNER	CZ-825-SH	18032005	P.F.	8	SAS	B	01012013		31122015
204	0	PEUGEOT	PARTNER	CV-999-SB	23032005	P.F.	8	SAS	B	01012013		31122015
207	0	RENAULT	TRAFIC	CZ-149-YK	07042005	P.F.	6	SAS	B	01012013		31122015
211	0	RENAULT	TRAFIC	CN-451-CY	07042005	P.F.	6	SAS	B	01012013		11122014

NBRE VEHICULES EDITES 34
NBRE TOTAL VEHICULES ASSURES 592

INTERCALAIRE V

ETAT DES VEHICULES
ASSURES

LE 08/01/2016

3

CONTRAT NO : 3

AVENANT NO : 5

REFERENCE DU MARCHÉ : 2H968421

34944 / H VILLE DE MONTPELLIER

NUM	IG	MARQUE	TYPE	IDENTIFICAT.	MISE CIR.	CARACTERISTIQUES	USAGE	F1	FCHISE	EFFET	CLAUSES PR.	RESILIATION
213	0	RENAULT	TRAFIC	CN-465-CY	07042005	P.F.	6	SAS	B		01012013	
215	0	RENAULT	TRAFIC	CZ-153-YK	15042005	P.F.	6	SAS	B		01012013	31122015
218	0	RENAULT	MEGANE	CK-085-XD	27042005	P.F.	5	SAS	B		01012013	09072015
228	0	RENAULT	TWINGO	CY-691-KE	18052005	P.F.	4	SAS	B		01012013	
229	0	RENAULT	TWINGO	CN-654-RS	18052005	P.F.	4	SAS	B		01012013	
233	0	RENAULT	TWINGO	CZ-018-YK	18052005	P.F.	4	SAS	B		01012013	31122015
242	0	RENAULT	TWINGO	CZ-902-SH	02082005	P.F.	4	SAS	B		01012013	31122015
245	0	RENAULT	TWINGO	CP-203-BD	02082005	P.F.	4	SAS	B		01012013	
246	0	RENAULT	TWINGO	CY-677-KE	02082005	P.F.	4	SAS	B		01012013	31122015
247	0	RENAULT	TWINGO	CP-187-BD	02082005	P.F.	4	SAS	B		01012013	
248	0	RENAULT	TWINGO	CP-113-BD	02082005	P.F.	4	SAS	B		01012013	
249	0	RENAULT	TWINGO	CP-169-BD	02082005	P.F.	4	SAS	B		01012013	
252	0	RENAULT	NACELLE	CK-095-XC	21092005	P.F.	8	SAS	B		01012013	31122015
265	2	PEUGEOT	LOOXOR	CT-498-BM	24112005	CYL.		SAS	B		01012013	
269	2	PEUGEOT	LOOXOR	CS-150-MW	24112005	CYL.		SAS	B		01012013	
274	2	PEUGEOT	LOOXOR	CT-493-BM	24112005	CYL.		SAS	B		01012013	
275	2	PEUGEOT	LOOXOR	CT-477-BM	24112005	CYL.		SAS	B		01012013	

NBRE VEHICULES EDITES	51
NBRE TOTAL VEHICULES ASSURES	592



LE 08/01/2016

4

CONTRAT NO : 3

AVENANT NO : 5

REFERENCE DU MARCHE : 2H968421

34944 / H VILLE DE MONTPELLIER

NUM	G	MARQUE	TYPE	IDENTIFICAT.	MISE CIR	CARACTERISTIQUES	USAGE F	FCHISE	EFFET	CLAUSES PR.	RESILIATION
277	0	PEUGEOT	LOOXOR	CJ-572-RG	24112005	P.F.	1 SAS B		01012013		
281	2	YAMAHA	XT660	CT-469-NN	01122005	CYL.	SAS B		01012013		12112015
287	0	RENAULT	MEGANE 2	CL-752-VF	09032006	P.F.	5 SAS B		01012013		
288	0	RENAULT	CLIO 2	CS-024-CH	09032006	P.F.	4 SAS B		01012013		
289	0	PEUGEOT	PARTNER	CW-014-XZ	09032006	P.F.	6 SAS B		01012013		31122015
290	0	RENAULT	CLIO 2	CJ-961-RF	09032006	P.F.	4 SAS B		01012013		
293	0	RENAULT	CLIO 2	CL-B42-VF	09032006	P.F.	4 SAS B		01012013		
298	0	PEUGEOT	PARTNER	CZ-048-YK	10032006	P.F.	6 SAS B		01012013		31122015
300	0	PEUGEOT	PARTNER	CK-133-XC	10032006	P.F.	6 SAS B		01012013		31122015
302	0	PEUGEOT	PARTNER	CW-243-XZ	10032006	P.F.	6 SAS B		01012013		31122015
322	0	RENAULT	TWINGO	CQ-412-AP	12042006	P.F.	4 SAS B		01012013		
323	0	RENAULT	TWINGO	CQ-400-AP	12042006	P.F.	4 SAS B		01012013		
326	0	RENAULT	TWINGO	CR-225-VJ	19052006	P.F.	4 SAS B		01012013		
329	0	RENAULT	TWINGO	CZ-025-YK	23052006	P.F.	4 SAS B		01012013		
354	0	RENAULT	MASTER	CK-910-XB	21112006	P.F.	7 SAS B		01012013		31122015
356	0	RENAULT	TWINGO	CV-992-SB	28112006	P.F.	4 SAS B		01012013		02112015
357	0	RENAULT	TWINGO	CS-003-CH	28112006	P.F.	4 SAS B		01012013		

NBRE VEHICULES EDITES 68
NBRE TOTAL VEHICULES ASSURES 592



LE 08/01/2015

5

CONTRAT NO : 3

AVENANT NO : 5

REFERENCE DU MARCHE : 2H968421

34944 / H VILLE DE MONTPELLIER

NUM	G	MARQUE	TYPE	IDENTIFICAT	MISE CITR	CARACTERISTIQUES	USAGE F	FCHISE	EFFET	CLAUSES PR.	RESILIATION
360	5	KOMATSU	PW95R	2100220418	22032007	P.F.	SAS B		01012013		31122015
368	0	PEUGEOT	PARTNER	CK-154-XC	19042007	P.F.	8 SAS B		01012013		31122015
370	0	PEUGEOT	PARTNER	CV-012-SC	19042007	P.F.	6 SAS B		01012013		31122015
374	0	RENAULT	TWINGO	CZ-876-SH	27042007	P.F.	4 SAS B		01012013		31122015
375	0	RENAULT	TWINGO	CQ-334-AP	27042007	P.F.	4 SAS B		01012013		
380	0	RENAULT	TWINGO	CR-223-VJ	27042007	P.F.	4 SAS B		01012013		
383	0	RENAULT	TWINGO	CZ-887-SH	30042007	P.F.	4 SAS B		01012013		31122015
415	5	COMILEV	MACELLE EN21	CK-972-XB	24042008	P.F.	10 SAS B		01012013		31122015
417	0	RENAULT	MASTER	CW-232-XZ	13052008	P.F.	8 SAS B		01012013		31122015
426	0	RENAULT	TWINGO II	CK-195-XC	29052008	P.F.	4 SAS B		01012013		31122015
437	2	APRILIA	SCARABEO	CT-974-WN	23072008	CYL.	10.0 SAS B		01012013		
446	2	YAMAHA	900 TDM	CT-508-WN	16102008	CYL.	SAS B		01012013		12112015
447	2	YAMAHA	900 TDM	CT-494-WN	16102008	CYL.	SAS B		01012013		12112015
475	0	RENAULT	MEGANE	AD-943-CA	28092009	P.F.	5 SAS B		01012013		28012015
483	0	CITROEN	JUMPER	AD-346-EQ	01102009	P.F.	7 SAS B		01012013		31122015
484	0	CITROEN	JUMPER	AD-350-EQ	01102009	P.F.	7 SAS B		01012013		31122015
487	0	RENAULT	KANGOO	AD-467-EW	02102009	P.F.	6 SAS B		01012013		31122015

NBRE VEHICULES EDITES 85
NBRE TOTAL VEHICULES ASSURES 592



LE 08/01/2016

6

CONTRAT NO : 3

AVENANT NO : 5

REFERENCE DU MARCHE : 2H96B421

34944 / H VILLE DE MONTPELLIER

NUM	G	MARQUE	TYPE	IDENTIFICAT	MISE CIR	CARACTERISTIQUES	USAGE	F	FCHISE	EFFET	CLAUSES PR.	RESILIATION
488	0	RENAULT	KANGOO II	AD-960-EW	02102009	P.F.	6	SAS	B	01012013		31122015
493	0	RENAULT	KANGOO II	AD-812-EW	02102009	P.F.	6	SAS	B	01012013		31122015
495	0	RENAULT	KANGOO II	AD-846-EW	02102009	P.F.	6	SAS	B	01012013		31122015
496	0	RENAULT	KANGOO II	AD-947-EW	02102009	P.F.	6	SAS	B	01012013		31122015
499	0	CITROEN	JUMPER	AG-518-YE	09122009	P.F.	7	SAS	B	01012013		31122015
516	0	RENAULT	TWINGO II	AS-946-SB	25052010	P.F.	4	SAS	B	01012013		31122015
517	0	RENAULT	TWINGO	AS-965-SB	25052010	P.F.	4	SAS	B	01012013		31122015
518	0	RENAULT	TWINGO II	AS-927-SB	25052010	P.F.	4	SAS	B	01012013		03122015
520	0	RENAULT	KANGOO II	AS-354-SB	25052010	P.F.	6	SAS	B	01012013		31122015
521	0	CITROEN	JUMPER	AS-854-VC	26052010	P.F.	7	SAS	B	01012013		
534	2	APRILIA	SCARABEO	BH-616-YX	17022011	CYL.		SAS	B	01012013		
538	5	ACOMETIS		1088	23032011	P.F.		SAS	B	01012013		31122015
551	0	CITROEN	JUMPY	BQ-082-KM	23062011	P.F.	5	SAS	B	01012013		31122015
552	0	RENAULT	GRAND SCENIC	BT-726-EW	26082011	P.F.	6	SAS	B	01012013		
559	4	HONDA	HF2620 HTE	8401757	01012012	P.F.		SAS	B	01012013		
560	4	GRILLO ROLLY		288651	01012012	P.F.		SAS	B	01012013		31122015
567	4	YANMAR	LD 18	810035	01012012	P.F.		SAS	B	01012013		31122015

NBRE VEHICULES EDITES 102
NBRE TOTAL VEHICULES ASSURES 592



LE 08/01/2016

7

CONTRAT NO : 3
REFERENCE DU MARCHÉ : 2H968421

AVENANT NO : 5

34944 / H VILLE DE MONTPELLIER

NUM	G	MARQUE	TYPE	IDENTIFICAT.	MISE CIR	CARACTERISTIQUES	USAGE	F	FOURISE	EFFET	CLAUSES PR.	RESILIATION
569	4	JOHN DEERE	LTR 166	1665035982	01012012	P.F.	SAS	B		01012013		31122015
570	4	YANMAR	LD 18	810106	01012012	P.F.	SAS	B		01012013		31122015
571	5	A PRECISER	D5000	222	01012012	P.F.	SAS	B		01012013		31122015
573	5	DEVES	D3DD0 REMORQ	GV46BR145	01012012	P.F.	SAS	B		01012013		31122015
574	5	A PRECISER	D3DD0	613	01012012	P.F.	SAS	B		01012013		31122015
575	5	ARVEL	.	5888855	18112013	P.F.	SAS	B		01012013		31122015
577	5	INTERNATIONN	343	132	01012012	P.F.	SAS	B		01012013		31122015
578	5	REMORQUE	3 560	A566	01012012	P.F.	SAS	B		01012013		31122015
579	5	ARVEL	.	5888863	01012012	P.F.	SAS	B		01012013		31122015
583	0	RENAULT	TWINGO II	CE-408-RG	30042012	P.F.	4	SAS	B	01012013		31122015
601	0	RENAULT	KANGOO II	CF-045-RF	29052012	P.F.	5	SAS	B	01012013		31122015
602	0	RENAULT	KANGOO II	CF-225-RF	29052012	P.F.	5	SAS	B	01012013		31122015
605	0	RENAULT	KANGOO	CF-908-RF	29052012	P.F.	5	SAS	B	01012013		31122015
610	0	CITROEN	JUMPER	CJ-193-LV	03082012	P.F.	7	SAS	B	01012013		31122015
614	2	APRILIA	SCARABEO	CJ-864-RC	09082012	CYL.	10.0	SAS	B	01012013		
615	0	RENAULT	KANGOO	CK-696-DE	28082012	P.F.	7	SAS	B	01012013		
629	0	LANCIER	K 06	CK-996-XB	07111986	P.F.		SAS	B	01012013		31122015

NBRE VEHICULES EDITES 119
NBRE TOTAL VEHICULES ASSURES 592



LE 08/01/2016

8

CONTRAT NO : 3

AVENANT NO : 5

REFERENCE DU MARCHE : 2H968421

34944 / H VILLE DE MONTPELLIER

NUM	G	MARQUE	TYPE	IDENTIFICAT.	MISE DIR	CARACTERISTIQUES	USAGE	F	FCHISE	EFFET	CLAUSES PR.	RESILIATION
636	4	MANITOU	MCE30HZ	30N1160	03071989	P.F.	SAS	B		01012013		31122015
639	2	KAWASAKI	MX 125 B	CG-706-FZ	03071991	CYL.	SAS	B		01012013		31122015
646	5	RENAULT	NACELLE	CK-870-XB	23081993	P.F.	17	SAS	B	01012013		31122015
653	0	CITROEN	AX	CZ-863-SH	10071996	P.F.	4	SAS	B	01012013		21022014
659	0	CITROEN	AX	CG-715-FZ	04091997	P.F.	4	SAS	B	01012013		31122015
667	4	AUSA	DUMPER	092.13842	02101997	P.F.	SAS	B		01012013		26022015
670	4	AUSA	DUMPER	092.16626	01011998	P.F.	SAS	B		01012013		27022015
684	0	PEUGEOT	106	CS-320-NW	20101998	P.F.	4	SAS	B	01012013		05112015
692	0	PEUGEOT	406	CS-021-CH	08101999	P.F.	7	SAS	B	01012013		16102015
707	0	RENAULT	KANGOO	CV-977-SB	24111999	P.F.	5	SAS	B	01012013		31122015
729	0	RENAULT	TWINGO	CV-986-BM	24052013	P.F.	SAS	B		01072013		31122015
735	0	RENAULT	TWINGO	CV-882-BM	24052013	P.F.	SAS	B		01072013		31122015
736	0	RENAULT	TWINGO	CV-349-BM	24052013	P.F.	SAS	B		01072013		31122015
737	0	RENAULT	TWINGO	CV-390-BM	24052013	P.F.	SAS	B		01072013		31122015
741	0	RENAULT	TWINGO	CV-834-BM	24052013	P.F.	SAS	B		01072013		31122015
744	5	RENAULT	CAMION	CV-856-TF	13062013	P.F.	SAS	B		01072013		31122015
754	2	APRILIA	SCOOTER	CV-663-RY	11062013	CYL.	SAS	B		01072013		

NBRE VEHICULES EDITIONS 136

NBRE TOTAL VEHICULES ASSURES 592



LE 08/01/2016

9

CONTRAT NO : 3

AVENANT NO : 5

REFERENCE DU MARCHE : 2H96B421

34944 / H VILLE DE MONTPELLIER

NUM	G	MARQUE	TYPE	IDENTIFICAT	MISE OIR	CARACTERISTIQUES	USAGE	FCHISE	EFFET	CLAUSES PR.	RESILIATION
785	0	RENAULT	TWINGO	CQ-421-AP	12062006	P.F.	SAS B		01012013		
786	0	RENAULT	TWINGO	CV-244-BN	24052013	P.F.	SAS B		01072013		
787	0	CITROEN	BERLINGO	CV-988-SB	26032002	P.F.	SAS B		01012013		
799	4	JOHN DEERE	TONDEUSE	1665036758	01012001	P.F.	SAS B		01012013		31122015
800	4	COMPANIO	TONDEUSE	121902D00127	01012003	P.F.	SAS B		01012013		31122015
803	0	CITROEN	BERLINGO	CZ-744-SH	10032004	P.F.	SAS B		01012013		31122015
812	0	RENAULT	KANGOO	DH-809-MA	08072014	P.F.	SAS B		01072014		
827	5	RVEL	SALEUSE	OH178CF31R	18112013	P.F.	SAS B		01012014		31122015
828	5	RVEL	SALEUSE	OH179CF31R	18112013	P.F.	SAS B		01012014		31122015
851	0	RENAULT	TWINGO	DN-942-QV	29012015	P.F.	SAS B		01072015		
852	0	RENAULT	TWINGO	DN-966-QV	29012015	P.F.	SAS B		01072015		
853	0	RENAULT	MEGANE	DN-858-QV	29012015	P.F.	SAS B		01072015		
858	8	FERRI	EPAREUSE	B0327.B0063	14022015	P.R.	SAS B		01072015		01072015
886	0	PEUGEOT	108	DW-683-HZ	06102015	P.F.	SAS B		01072015		
887	0	PEUGEOT	108	DW-368-GM	02102015	P.F.	SAS B		01072015		
888	0	PEUGEOT	108	DW-261-GM	02102015	P.F.	SAS B		01072015		
889	0	PEUGEOT	108	DW-397-GM	02102015	P.F.	SAS B		01072015		

NBRE VEHICULES EDITES 153

NBRE TOTAL VEHICULES ASSURES 592



LE 08/01/2016

10

CONTRAT NO : 3

AVENANT NO : 5

REFERENCE DU MARCHE : 2H968421

34944 / H VILLE DE MONTPELLIER

NUM	G	MARQUE	TYPE	IDENTIFICAT	MISE CIR	CARACTERISTIQUES	USAGE	F	FCHEISE	EFFET	CLAUSES PRI	RESILIATION
890	0	PEUGEOT	108	DW-347-GM	02102015	P.F.	SAS	B		01072015		
891	0	PEUGEOT	108	DW-320-GM	02102015	P.F.	SAS	B		01072015		
892	0	PEUGEOT	108	DW-274-GM	02102015	P.F.	SAS	B		01072015		
893	0	PEUGEOT	108	DW-296-GM	02102015	P.F.	SAS	B		01072015		
894	0	PEUGEOT	108	DW-418-GM	02102015	P.F.	SAS	B		01072015		
908	0	RENAULT	MASTER	DY-849-KY	23122015	P.F.	SAS	B		01072016		

NBRE VEHICULES EDITES 159
NBRE TOTAL VEHICULES ASSURES 592

Contentieux
Ville de MONTPELLIER c/ RIVIERE Dominique
Appel de M. RIVIERE Dominique contre le jugement
du tribunal administratif de Montpellier du 20/11/2015

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA 1er adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que par un jugement du 20/11/2015, le tribunal administratif de Montpellier a rejeté la requête n° 1401757 présentée par M. RIVIERE Dominique, dont l'objet était d'annuler un permis de construire modificatif, réformant le PC n° 34172 11V0417, visant à édifier un ensemble immobilier de logements, bureaux, hôtel et restaurant au 11 rue Pagézy, 21 rue Jules Ferry et 58 rue Alexandra David Néel ;
- Que M. RIVIERE Dominique a relevé appel de ce jugement, auprès de la Cour Administrative d'Appel de Marseille, en date du 18/01/2016, par le dépôt d'une requête référencée n° 16MA00183 ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03) ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 05.02.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 09.02.2016
Notifiée le :

**Marché n° 5D0068 relatif au nettoyage et à la
collecte des déchets des halles et des marchés de plein
air**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/0134/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Adjointe au Maire déléguée aux Affaires économiques, au Commerce et à l'Artisanat ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu d'assurer les prestations de nettoyage et de collecte des halles et des marchés de plein air de la Ville;
- Qu'un appel d'offres a été lancé conformément aux dispositions des articles 33 3^{ème} alinéa, à celles des articles 57 à 59 du Code des Marchés Publics et de l'article 77 du Code des Marchés Publics relatif aux marchés à bons de commande sans minimum, ni maximum. Ce marché comprend des prestations récurrentes et principales à prix global et forfaitaire et des prestations occasionnelles à prix unitaires, à bons de commande sans minimum ni maximum ;
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : prix des prestations (60%) et valeur technique (40%) ;
- Qu'après analyse, la SOCIETE MEDITERRANEENNE DE NETTOIEMENT S.A.S. – sise 351, rue de la Castelle BP 1231, 34073 Montpellier cedex 3 - a présenté une offre conforme au Règlement de Consultation et au cahier des charges du marché;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché n° 5B0068 relatif au «nettoyement et collecte des halles et des marchés de plein air » à la SOCIETE MEDITERRANEENNE DE NETTOIEMENT S.A.S. pour une durée de 4 ans et pour un montant de 4 501 420, 74 € HT;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville au titre de l'année 2016 CRB 127 nature 611 fonction 929;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le 08.02.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Brigitte ROUSSEL-GALIANA

Publiée le : 10.02.2016

**Marché public: hébergement des auteurs et invités de
la Comédie du Livre 2016**
N°6B0010

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/0099/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation à Monsieur Bernard Travier, adjoint délégué à la Culture ;

Considérant :

- Que la Ville organise du 26 au 29 mai 2016 la 31^{ème} édition de la Comédie du Livre, manifestation accueillant de nombreux auteurs et invités dont il convient d'assurer l'hébergement;
- Qu'une procédure de mise en concurrence a été lancée conformément aux articles 28 et 77-1 du code des marchés publics, sous la forme d'un marché à bons de commande pour une durée de 4 mois à compter de la notification ;
- Que, compte tenu de l'importance des besoins, ce marché prendra la forme d'un marché multi-attributaires avec classement des offres, pour un montant maximum global de 36 000 € HT ;
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient la valeur technique (60%) et le prix (40%) ;
- Qu'après analyse, les hôtels Mercure (218 rue du Bastion Ventadour, 34000 Montpellier) et Aragon (10 rue Baudin, 34000 Montpellier) ont, dans cet ordre, présenté une offre économiquement avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché d'hébergement des auteurs et invités de la Comédie du Livre 2016 (6B0010) aux hôtels Mercure et Aragon, pour un montant maximum de 36 000 € HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923, nature 6257 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise concernée.

Montpellier, le 11.02.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Bernard TRAVIER

Publiée le : 16.02.2016
Notifiée le :

CONTENTIEUX

Monsieur Régis BISCAINO

**Demande de réparation du préjudice subi du fait du
retrait de la décision du 02 juillet 2010 le plaçant en
retraite**

Décision de défendre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/0096/T/R du 27.01.2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que Monsieur BISCAINO entend faire valoir un préjudice subi du fait du retrait de la décision du 02 juillet 2010 le plaçant en retraite (instance n°1506625-3) ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03) ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 09 . 02 . 2016

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA**

Publiée le : 10 . 02 . 2016
Notifiée le :



Contentieux

Rue du Muscadet

**Recours au fond afin de libérer le chemin de toute
occupation**

Décision de défendre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/0096/T/R du 27.01.2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Premier adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Qu'un portail a été installé Chemin du Muscadet que la Commune estime être un chemin rural ;
- Qu'elle entend faire reconnaître cette propriété afin de pouvoir en faire libérer son emprise ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03) ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 09.02.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 10.02.2016
Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2016/0035

CONTENTIEUX

Madame Valérie ASTESANO Changement d'affectation par décision du 04 mars 2015

Décision de défendre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/0096/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que par décision du 04 mars 2015 Madame ASTESANO a été changée d'affectation et nommée directrice de la Cohésion Sociale ;
- Qu'elle conteste cette décision (recours n°1502632-3) ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03) ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 09.02.2016

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA**

Publiée le : 10.02.2016

Notifiée le :

Cotisation au Club de la Presse pour l'année 2016

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté 2016/0096/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que depuis de nombreuses années la Ville adhère au Club de la Presse,
- Qu'il est proposé de confirmer notre adhésion pour l'exercice 2016, Chapitre 920 Nature 6281 pour un montant prévisionnel de 2600€.

Décide en conséquence :

- D'accepter le versement de la cotisation au Club de la Presse ;
- De prélever le montant de la dépense d'un montant total de 2 600 € sur les crédits inscrits au budget 2016 de la Ville au chapitre 920 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Monsieur le Premier adjoint, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 09.02.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA



Publiée le : 10.02.2016
Notifiée le :

**Attribution d'un marché public en appel d'offres
ouvert pour l'achat de vêtements et d'équipements
pour la police municipale, les ASVPEU et garde-
squares.
(N° 5D0033)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/0096/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de vêtements et d'équipements pour la police municipale, les ASVPEU et garde-squares pour les services de la Ville ;
- Qu'une procédure a été lancée, en date 29 septembre 2015, conformément aux articles 33 3° alinéa 57 à 59 et, 77 (marché à bons de commande sans minimum et sans maximum) du Code des Marchés Publics sous la forme d'un marché en appel d'offres ouvert (N°5D0033). Le marché est conclu pour une durée initiale allant de la notification jusqu'au 31 décembre 2016. Le marché peut être reconduit par période successive de un an pour une durée maximale de reconduction de trois ans. Conformément à l'article 8 du code des marchés publics, ce marché est passé pour le groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, les communes de Castelnau-le-Lez, Baillargues, Jacou, Grabels, Pérols, Juvignac, Lavérune, Le Crès, Prades-Le-Lez, Saint Brès et Villeneuve-lès-Maguelone, dans les conditions prévues par la convention constitutive dudit groupement.
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du **lot n°1 (vêtements de police)** étaient les suivants : le prix pour 40% et la valeur technique pour 60% ;
- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du 02 février 2016, a attribué le marché à la société GK PROFESSIONAL, 29-31 rue Etienne Marey 75 020 PARIS, pour le lot n°1, présentant l'offre jugée économiquement avantageuse au regard de l'ensemble des critères ;
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du **lot n°2 (vêtements ASVP et garde-squares)** étaient les suivants : le prix pour 40% et la valeur technique pour 60% ;
- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du 02 février 2016, a attribué le marché à la société ESCASSUT, 25 rue des Etuves, CS 16036, 34060 MONTPELLIER Cedex 02, pour le lot n°2, présentant l'offre jugée économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères ;
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du **lot n°3 (chaussures)** étaient les suivants : le prix pour 40% et la valeur technique pour 60% ;
- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du 02 février 2016, a attribué le marché à la société ESCASSUT, 25 rue des Etuves, CS 16036, 34060 MONTPELLIER Cedex 02, pour le lot n°3, présentant l'offre jugée économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères ;
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du **lot n°4 (petit équipement)** étaient les suivants : le prix pour 40% et la valeur technique pour 60% ;

- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du 02 février 2016, a attribué le marché à la société ESCASSUT, 25 rue des Etuves, CS 16036, 34060 MONTPELLIER Cedex 02, pour le lot n°4, présentant l'offre jugée économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères ;
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du **lot n°5 (armement)** étaient les suivants : le prix pour 40% et la valeur technique pour 60% ;
- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du 02 février 2016, a attribué le marché à la société CHASSE 2 000, 11 rue du Grand Saint Jean, 34 000 MONTPELLIER, pour le lot n°5, présentant une offre jugée économiquement avantageuse au regard de l'ensemble des critères ;
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du **lot n°6 (gilets pare-balles)** étaient les suivants : le prix pour 40% et la valeur technique pour 60% ;
- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du 02 février 2016, a attribué le marché à la société ESCASSUT, 25 rue des Etuves, CS 16036, 34060 MONTPELLIER Cedex 02, pour le lot n°6, présentant l'offre jugée économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères.

Décide en conséquence :

- D'autoriser la signature du marché « Achat de vêtements et d'équipements pour la police municipale, les ASVPEU et garde-squares » :
 - Avec la société GK PROFESSIONAL pour le lot n°1 (pour une estimation annuelle de commandes de 142 900 € HT) ;
 - Avec la société ESCASSUT pour le lot n°2 (pour une estimation annuelle de commandes de 56 100 € HT) ;
 - Avec la société ESCASSUT pour le lot n°3 (pour une estimation annuelle de commandes de 35 870 € HT) ;
 - Avec la société ESCASSUT pour le lot n°4 (pour une estimation annuelle de commandes de 43 675 € HT) ;
 - Avec la société CHASSE 2 000 pour le lot n°5 (pour une estimation annuelle de commandes de 38 200 € HT) ;
 - Avec la société ESCASSUT pour le lot n°6 (pour une estimation annuelle de commandes de 55 300 € HT).
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget investissement de la Ville, nature 2188 et sur le budget fonctionnement, natures 60636, 60632, 60628, tous chapitres ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur le Premier Adjoint délégué aux finances, à signer ce marché et, plus généralement, tout document relatif à ces affaires avec les entreprises retenues par la Commission d'Appel d'Offres.

Montpellier, le 12.02.2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 15.02.2015
Notifiée le :

**Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens
Mise à disposition de l'Espace Saint Ravy à Nicolas
Marquet du 16 avril au 8 mai 2016**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/0099 du 27 janvier 2016 donnant délégation à Monsieur Bernard Travier, adjoint délégué à la Culture ;

Considérant :

- Que Nicolas Marquet, 5 rue des Teissiers, 34000 Montpellier, a déposé une demande en vue de procéder à une exposition au sein de l'Espace Saint Ravy ;
- Que cette demande a été accueillie favorablement par le jury de sélection des artistes ;
- Que cette exposition aura lieu du 16 avril au 8 mai 2016 ;

Décide en conséquence :

- D'autoriser Nicolas Marquet à exposer à l'Espace Saint Ravy du 16 avril au 8 mai 2016 (installation à partir du 13 avril et décrochage jusqu'au 10 mai) ;
- De soumettre cette autorisation aux règles et conditions définies dans le règlement intérieur de l'Espace Saint Ravy (notamment en ce qui concerne le dépôt d'un chèque de caution de 385 €), règlement dont Nicolas Marquet a eu connaissance et qu'il s'engage à respecter ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Bernard TRAVIER**

Publiée le :

Notifiée le :



**Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens
Mise à disposition de l'Espace Saint Ravy au collectif
représenté par Sandra Mehl du 14 mai au 5 juin 2016**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/0099 du 27 janvier 2016 donnant délégation à Monsieur Bernard Travier, adjoint délégué à la Culture

Considérant :

- Que le collectif représenté par Sandra Mehl, 20 bis rue de Claret, 34070 Montpellier, a déposé une demande en vue de procéder à une exposition au sein de l'Espace Saint Ravy ;
- Que cette demande a été accueillie favorablement par le jury de sélection des artistes ;
- Que cette exposition aura lieu du 14 mai au 5 juin 2016 ;

Décide en conséquence :

- D'autoriser le collectif représenté par Sandra Mehl à exposer à l'Espace Saint Ravy du 14 mai au 5 juin 2016 (installation à partir du 11 mai et décrochage jusqu'au 7 juin) ;
- De soumettre cette autorisation aux règles et conditions définies dans le règlement intérieur de l'Espace Saint Ravy (notamment en ce qui concerne le dépôt d'un chèque de caution de 385 €), règlement dont Sandra Mehl a eu connaissance et qu'elle s'engage à respecter ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Bernard TRAVIER**

Publiée le :

Notifiée le :



Réalisation de travaux à l'ancienne Mairie de Montpellier - Mandat avec la SAAM

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/0096/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;
- Vu la décision n° 2016/0028 du 29 janvier 2016 relative à la signature de la Convention d'occupation du domaine public constitutive de droits réels avec Montpellier Méditerranée Métropole - Ancien Hôtel de Ville de Montpellier ;
- Vu le projet de mandat de réalisation des travaux liés à la pérennité du bâtiment de l'ancienne Mairie de Montpellier ;

Considérant :

- Que dans le cadre de sa labellisation « French Tech », Montpellier Méditerranée Métropole a été reconnue comme un écosystème répondant aux besoins des start-ups françaises, des investisseurs et des talents étrangers ;
- Qu'un des éléments de succès de cette démarche repose sur l'émergence de bâtiments « totems » autour desquels s'organisent les pôles économiques dédiés au numérique ;
- Que dans l'attente d'un site définitif, l'ancien Hôtel de Ville de Montpellier – 1, place Francis Ponge – va servir de lieu-dit préfiguratif dans le cadre d'une convention d'occupation du domaine public constitutive de droits réels conclue avec la Métropole et approuvée par décision du 29 janvier 2016 ;
- Que dans le cadre de cette convention, la Ville de Montpellier s'est engagée à réaliser un certain nombre de travaux (remplacer les machineries des ascenseurs, effectuer la mise en conformité incendie, réaliser des travaux de plomberie...) qui bénéficieront toutefois à la totalité de l'immeuble ;
- Que des travaux d'aménagement des plateaux de l'immeuble doivent également être réalisés ;
- Que compte tenu de la complexité des interventions (site occupé en centre urbain), il apparaît opportun de désigner la SAAM en tant qu'opérateur mandataire dans le cadre d'un contrat de mandat de réalisation des travaux nécessaires pour la pérennité du bâtiment ;

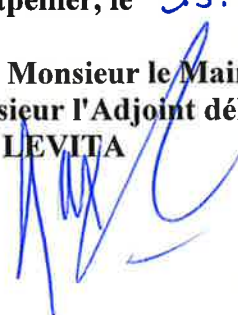
Décide en conséquence :

- D'approuver le projet de mandat de réalisation des travaux à conclure avec la SAAM joint en annexe ;

- De dire que l'ensemble des dépenses concernées sont inscrites au budget 2016 de la Ville – Chapitre 900 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer ce mandat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 15.02.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA



Publiée le : 16.02.2016
Notifiée le :

MAITRE D'OUVRAGE : Ville de Montpellier

MANDATAIRE : S.A.A.M. - Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier

MANDAT DE REALISATION
DES TRAVAUX LIES A LA PERENNITE DU BATIMENT DE
L'ANCIENNE MAIRIE DE MONTPELLIER

Ordonnateur/Personne habilitée à donner des renseignements sur l'état d'avancement du mandat : Monsieur le Maire

Comptable public auquel les cessions ou nantissements de créances résultant du mandat doivent être notifiés ou signifiés : Monsieur le Trésorier Principal Municipal

Décision du

Signature du mandat de réalisation le

Transmis au représentant de l'Etat par la personne publique le

Publicité de la décision de signer le mandat de réalisation le

Notifiée par la personne publique au mandataire le

ENTRE :

Ville de Montpellier, représentée par Monsieur Philippe SAUREL, Maire de la Ville de Montpellier agissant en vertu de la délibération n° 2014/137 du 24 avril 2014 reçue en la Préfecture de l'Hérault le 25 avril 2014.

Ci-après dénommée « Ville de Montpellier » ou « le maître de l'ouvrage » ou « la personne publique » ou « le mandant »

D'UNE PART,

ET :

La **Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (S.A.A.M.)** société publique locale d'aménagement (SPLA) à conseil d'administration et au capital de 1 770 000 Euros, immatriculée au R.C.S. de Montpellier sous le n° B 521 130 716, dont le Siège Social est en l'Hôtel de la Métropole de Montpellier, 50 place Zeus - CS 39556 - 34961 Montpellier Cedex 2,

Représentée par Monsieur Christophe PEREZ, agissant aux présentes :

- Tant en sa qualité de Directeur Général, fonction à laquelle il a été nommé aux termes d'une délibération du conseil d'administration de ladite société, en date du 18 septembre 2014,
- Qu'en vertu des pouvoirs résultant tant de ladite délibération que des dispositions de l'article 21 des statuts.

Ci-après dénommée « la SAAM » ou « la Société » ou « le mandataire »

D'AUTRE PART,

SOMMAIRE

PREAMBULE	4
ARTICLE 1 - OBJET DU CONTRAT	5
ARTICLE 2 – MODIFICATION DU PROGRAMME ET/OU DE L'ENVELOPPE FINANCIERE	6
ARTICLE 3 – ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE.....	6
3.1 Entrée en vigueur	6
3.2 Durée	6
ARTICLE 4 - MISE A DISPOSITION DES LIEUX	7
ARTICLE 5 - ATTRIBUTIONS DU MANDATAIRE	7
ARTICLE 6 - MODE D'EXECUTION DES ATTRIBUTIONS ; RESPONSABILITE DU MANDATAIRE.....	7
ARTICLE 7 - DEFINITION DES CONDITIONS ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES DE REALISATION DES OUVRAGES	8
ARTICLE 8 - ASSURANCES	9
8.1 Assurance de responsabilité civile professionnelle (RCP)	9
8.2 Assurance de responsabilité civile décennale « constructeur non réalisateur » (CNR).....	9
8.3 Assurance « tous risques chantiers » (TRC).....	9
ARTICLE 9 - PASSATION DES MARCHES	9
9.1 Modes de passation des marchés	9
9.2 Incidence financière du choix des cocontractants.....	11
9.3 Rôle du mandataire.....	11
9.4 Signature du marché	11
9.5 Transmission et notification	11
ARTICLE 10 – ETUDES DE DIAGNOSTIC.....	12
ARTICLE 11 - AVANT-PROJETS ET PROJET	12
ARTICLE 12 - SUIVI DE LA REALISATION.....	13
12.1 Gestion des marchés	13
12.2 Suivi des travaux	13
ARTICLE 13 - RECEPTION DE L'OUVRAGE ; PRISE DE POSSESSION.....	13
ARTICLE 14 - DETERMINATION DU MONTANT DES DEPENSES A ENGAGER PAR LE MANDATAIRE	13
ARTICLE 15 - REMUNERATION DE LA SOCIETE, AVANCES	14
15.1 Montant de la rémunération	14
15.2 Forme du prix :	14
15.3 Avance.....	14
15.4 Modalités de paiement des acomptes	14
15.5 Acomptes et solde	15
15.6 Mode de règlement	15
ARTICLE 16 - MODALITES DE FINANCEMENT ET DE REGLEMENT DES DEPENSES ENGAGEES AU NOM ET POUR LE COMPTE DU MANDANT PAR LE MANDATAIRE	15
ARTICLE 17 - CONSTATATION DE L'ACHEVEMENT DES MISSIONS DU MANDATAIRE	16

17.1 Sur le plan technique	16
17.2 Sur le plan financier	17
ARTICLE 18 - ACTIONS EN JUSTICE	17
ARTICLE 19 - CONTROLE TECHNIQUE PAR LA COLLECTIVITE	17
ARTICLE 20 - CONTROLE COMPTABLE ET FINANCIER PAR LE MANDANT ; BILAN ET PLAN DE TRESORERIE PREVISIONNELS ; REDDITION DES COMPTES	18
ARTICLE 21 - RESILIATION	18
21.1 Résiliation sans faute	19
21.2 Résiliation pour faute	19
21.3 Autres cas de résiliation	19
ARTICLE 22 – PENALITES	19
ARTICLE 23 - PIECES A PRODUIRE PAR LE MANDANT	20
ARTICLE 24 - LITIGES	20

En 2013, les services de la Ville de Montpellier ont déménagé de l'Hôtel de Ville situé ZAC Pagézy au Nouvel Hôtel de Ville, situé ZAC des Consuls de Mer. Aussi les plateaux de bureaux ont été proposés à la location pouvant ainsi répondre à une demande d'entreprises recherchant un loyer modéré.

Une Autorisation d'Occupation Temporaire est en cours de signature entre la Ville et la Métropole de Montpellier relative à la location de 4 niveaux de bureaux en vue de l'implantation du Préfigurateur French Tech sur ces surfaces. Cette Autorisation d'Occupation Temporaire a fait l'objet d'une décision n°XXX du conseil municipal en date du XX

Des travaux nécessaires pour la pérennité du bâtiment doivent être réalisés afin de pouvoir poursuivre les locations de plateaux de bureaux. Un gestionnaire est actuellement en place, la société ICADÉ, avec laquelle il conviendra de se coordonner pour la réalisation des travaux.

Par décision n°XX du XX Février 2016, M. Levita, Elu délégué aux finances a approuvé le programme de cette opération et en a arrêté l'enveloppe financière prévisionnelle. Ces deux documents sont annexés à la présente convention.

Compte tenu de la complexité de l'opération (marché de travaux en rénovation tous corps d'état dans un délai très contraint), et conformément aux articles 3 et suivants de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 modifiée, relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, la Ville de Montpellier a décidé de déléguer à un mandataire le soin de faire réaliser ces ouvrages en son nom et pour son compte, et de lui conférer à cet effet le pouvoir de la représenter pour l'accomplissement des actes juridiques relevant des attributions du maître de l'ouvrage, dans le cadre d'un mandat régi par les textes législatifs précités et par les stipulations du présent contrat.

Par la même décision n°XXXXX du XX Janvier 2016, l'Elu délégué à XX a décidé de confier ce contrat de mandat à la SAAM (Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier), conformément aux dispositions combinées de l'article L.300-1 et L.327-1 du Code de l'urbanisme permettant aux Sociétés publiques locales d'Aménagement la réalisation d'équipements collectifs.

Le présent contrat est exclu du champ d'application du **Code des marchés publics issu du décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006**, par l'article 3 (1^{er}) dudit Code relatif aux contrats conclus entre un pouvoir adjudicateur et un cocontractant sur lequel il exerce un contrôle comparable à celui qu'il exerce sur ses propres services et qui réalise l'essentiel de ses activités pour lui.

La Ville de Montpellier désigne son représentant légal, ou la personne habilitée par son organe délibérant comme étant la personne compétente pour la représenter pour l'exécution de la présente convention, sous réserve du respect des dispositions du Code général des collectivités territoriales et du Code des marchés publics, et notamment pour donner son accord sur les avant-projets, pour approuver le choix des cocontractants, pour autoriser la signature des marchés, pour donner son accord sur la réception ; la personne publique pourra à tout moment notifier au mandataire une modification de ces personnes.

ARTICLE 1 - OBJET DU CONTRAT

Les travaux consistent notamment à :

- Remplacer l'échangeur d'eau glacée et réviser le réseau de froid.
- Réaliser les travaux de réseaux plomberie, CVC, désenfumage suivant le diagnostic établi par P3G
- Remplacer les machineries des ascenseurs
- Effectuer la mise en conformité incendie

Ce mandat comporte également la réalisation de travaux d'aménagement des plateaux pour les services du maître d'ouvrage.

Le maître de l'ouvrage lui donne à cet effet mandat de le représenter pour accomplir en son nom et pour son compte tous les actes juridiques et procédures nécessaires, dans la limite des attributions de la maîtrise d'ouvrage définies à l'article 5 ci-après.

Ces ouvrages devront répondre au programme et respecter l'enveloppe financière prévisionnelle ci-annexés, ces deux documents ayant été approuvés par la maître de l'ouvrage mais pouvant être éventuellement précisés ou modifiés comme il est dit ci-après à l'article 2.

Il est toutefois d'ores et déjà précisé que le maître de l'ouvrage pourra mettre un terme à la mission du mandataire, dans les conditions de l'article 21 ci-après, et qu'il se réserve le droit de renoncer à la réalisation des ouvrages, notamment à l'issue des éléments de mission suivants du marché de maîtrise d'œuvre :

- Diagnostics (DIAG) ;
- Avant-projets (APS et APD) ;
- Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT) ;

telles que définies à l'annexe 2 du décret du 21 décembre 1993 ainsi qu'il est dit aux articles 2 et 21.

ARTICLE 2 – MODIFICATION DU PROGRAMME ET/OU DE L'ENVELOPPE FINANCIERE

Le programme et/ou l'enveloppe financière prévisionnelle pourront être précisés, adaptés ou modifiés dans les conditions suivantes.

Comme le prévoit l'article 6, le mandataire veillera au respect du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle par les titulaires des marchés.

Par ailleurs, il ne saurait prendre, sans l'accord du maître de l'ouvrage, aucune décision pouvant entraîner le non-respect du programme et/ou de l'enveloppe financière prévisionnelle et doit informer le maître de l'ouvrage des conséquences financières de toute décision de modification du programme que celle-ci prendrait. Cependant, le mandataire peut et même doit alerter le maître de l'ouvrage au cours de sa mission sur la **nécessité de modifier le programme et/ou l'enveloppe financière prévisionnelle ou d'apporter des solutions** qui lui apparaîtraient nécessaires ou simplement opportunes, notamment :

- Au cas où des événements de nature quelconque viendraient perturber les prévisions faites ;
- Au cas où ces solutions seraient de nature à générer ultérieurement des économies pour le maître de l'ouvrage (réduction d'investissement futurs et/ou de coût d'exploitation).

La modification du programme et/ou de l'enveloppe financière, pourra être proposée au maître de l'ouvrage, comme le prévoit l'article 2-I, alinéa 5, de la loi relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, pour la réutilisation ou réhabilitation d'un ouvrage existant.

La modification du programme et/ou de l'enveloppe financière prévisionnelle pourra être proposée au maître de l'ouvrage, notamment aux stades suivants :

- à l'issue des études de diagnostic ;
- après approbation des avant-projets ;
- après consultation des entreprises (article 9) mais avant signature des marchés.

ARTICLE 3 – ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE

3.1 Entrée en vigueur

Le maître de l'ouvrage notifiera au mandataire le contrat de mandat signé en lui faisant connaître la date à laquelle il aura été reçu par le représentant de l'Etat.

Le contrat de mandat prendra effet à compter de la réception de cette notification.

3.2 Durée

Sauf en cas de résiliation dans les conditions prévues à l'article 21, le présent mandat expirera à l'achèvement de la mission du mandataire qui interviendra dans les conditions prévues à l'article 17.

Sur le plan technique, le mandataire assurera toutes les tâches définies ci-après à l'article 5 jusqu'à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement le cas échéant prolongé.

Dans le cas de désordres apparus pendant la période de parfait achèvement ou sa prolongation, le mandataire assurera le suivi de la levée de ces réserves.

Pour l'appréciation de la durée de la présente convention, il est précisé que la réception des ouvrages est prévue en décembre 2016 sans que le mandataire puisse être tenu responsable des retards qui n'auraient pas pour cause sa faute personnelle et caractérisée.

Après l'expiration de sa mission, le mandataire aura encore qualité pour, le cas échéant :

- liquider les marchés et notifier les DGD ;
- Le cas échéant, faire signer au maître de l'ouvrage l'avenant de transfert de la police dommages-ouvrage.

Le mandataire remettra, à la fin de ses missions, l'ensemble des dossiers afférents à cette opération.

ARTICLE 4 - MISE A DISPOSITION DES LIEUX

Le maître de l'ouvrage est propriétaire des terrains et des bâtiments nécessaires à la réalisation des ouvrages et les mettra à la disposition du mandataire dès que le présent contrat de mandat sera exécutoire. Il est précisé que les travaux à réaliser se feront en site occupé avec les contraintes que cela implique.

ARTICLE 5 - ATTRIBUTIONS DU MANDATAIRE

Conformément aux dispositions des articles 3 et suivants de la loi susvisée du 12 juillet 1985, le maître de l'ouvrage donne mandat au mandataire pour exercer, en son nom et pour son compte, les attributions suivantes qui sont ci-après précisées :

- Définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles l'ouvrage sera étudié et exécuté (voir article 7) ;
- Préparation du choix des différents prestataires nécessaires à la réalisation de l'ouvrage (CSPS et/ou préventeur, contrôle technique, géomètre, géotechnicien, assureur, etc.), établissement, signature et gestion des contrats ;
- Pour l'application des dispositions des articles L. 554-1 et suivants et R. 554-1 et suivants du Code de l'environnement relatives aux travaux exécutés au droit ou au voisinage d'ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens, préparation des conditions et limites de la délégation à la maîtrise d'œuvre ou à tout autre prestataire des obligations du « responsable du projet » ;
- Préparation du choix du maître d'œuvre, signature et gestion du contrat de maîtrise d'œuvre ;
- Suivi et approbation des études de diagnostic (voir article 10) ;
- Suivi et approbation des avant-projets et accord sur le projet (voir article 11) ;
- Préparation du choix des entreprises de travaux et établissement, signature et gestion des dits contrats, jusqu'à expiration du délai de garantie de parfait achèvement (voir article 9) ;
- Versement de la rémunération de la maîtrise d'œuvre et du prix des travaux et plus généralement de toutes les sommes dues à des tiers (voir article 16) ;
- Suivi du chantier de bâtiment sur les plans technique, financier et administratif (voir article 12) ;
- Réceptions des ouvrages (voir article 13) ;
- Actions en justice (voir article 18) ;

Ainsi que l'accomplissement de tous les actes et procédures afférents à ces attributions.

ARTICLE 6 - MODE D'EXECUTION DES ATTRIBUTIONS ; RESPONSABILITE DU MANDATAIRE

D'une façon générale, dans tous les contrats qu'il passe pour l'exécution de sa mission de mandataire, le mandataire devra avertir le cocontractant de ce qu'il agit en qualité de mandataire du maître de l'ouvrage, et de ce qu'il est compétent pour la représenter en justice, tant en demande qu'en défense, pour des actions contractuelles liées à l'exécution du marché signé par lui, à l'exception des actions en responsabilité biennale et décennale.

Le mandataire veillera à ce que la coordination des entreprises et des techniciens aboutisse à la réalisation de l'ouvrage dans les délais et l'enveloppe financière prévisionnelle et conformément au programme arrêtés par le maître de l'ouvrage. Il signalera au maître de l'ouvrage les anomalies qui pourraient survenir et lui proposera toutes mesures destinées à les redresser.

Il représentera le maître de l'ouvrage, à l'égard des tiers dans l'exercice des attributions ci-dessus.

Il est précisé que les attributions confiées au mandataire constituent une partie des attributions du maître de l'ouvrage. En conséquence, la mission du mandataire ne constitue pas, même partiellement, une mission de maîtrise d'œuvre, laquelle est assurée par le maître d'œuvre qui en assume toutes les attributions et responsabilités.

Le mandataire est responsable de sa mission dans les conditions prévues aux articles 1991 et suivants du Code civil et à l'article 3, avant-dernier alinéa, de la loi susvisée du 12 juillet 1985. De ce fait, il n'est tenu envers le maître de l'ouvrage que de la bonne exécution des attributions dont il a personnellement été chargé par celui-ci ; il a une obligation de moyens mais non de résultat. Notamment, le mandataire ne peut être tenu personnellement responsable du non-respect du programme ou de l'enveloppe financière prévisionnelle, éventuellement modifiés comme il est dit à l'article 2, sauf s'il peut être prouvé à son encontre une faute personnelle et caractérisée, cause de ces dérapages, ceux-ci ne pouvant à eux seuls être considérés comme une faute du mandataire. Il en serait de même en cas de dépassement des délais éventuellement fixés par le maître de l'ouvrage.

ARTICLE 7 - DEFINITION DES CONDITIONS ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES DE REALISATION DES OUVRAGES

Le mandataire représentera le maître de l'ouvrage pour s'assurer du respect du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle.

A cette fin :

1. Il fera établir, au nom et pour le compte du mandat, tous les dossiers de demandes d'autorisations administratives nécessaires qui auront été préparés par le maître d'œuvre et qui auront été signés par le mandant. Il en assurera le contrôle et le suivi ;
2. Il **recueillera et remettra au mandant** toutes les précisions et modifications nécessaires au programme et à l'enveloppe financière prévisionnelle, notamment à l'issue des études de diagnostics, d'avant-projet, et avant tout commencement des études ou projets ainsi qu'il est dit à l'article 2 ;
3. Il constituera, au nom et pour le compte du mandant, les dossiers de demandes de prêts et de subventions et en assurera le suivi ;
4. Il **représentera le mandant dans les relations avec** les sociétés concessionnaires (EDF, GDF, etc.) afin de prévoir, en temps opportun, leurs éventuelles interventions (et, le cas échéant, les déplacements de réseaux) ;
Pour l'application des dispositions des articles L. 554-1 et suivants et R. 554-1 et suivants du Code de l'environnement relatives aux travaux exécutés au droit ou au voisinage d'ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens, le mandataire n'est pas le responsable du projet ;
5. Il fera établir un état préventif des lieux et un référé préventif des avoisinants si besoin ;
6. Il **utilisera les procédures de mise en compétition prévues par le Code des marchés publics et appliquera** les modes de dévolution des marchés, conformément aux règles internes du mandant ;
7. Il **suivra, au nom et pour le compte du mandant**, la mise au point du calendrier d'exécution établi par le maître d'œuvre et/ou l'OPC en collaboration avec les entreprises et vérifiera sa compatibilité avec les délais de réalisation souhaités par le mandant ;

8. Il fera procéder aux vérifications techniques nécessaires (relevés de géomètre, études de sols, etc.)
9. Il fera intervenir un organisme de contrôle technique en cas de besoin ainsi qu'un coordonnateur sécurité santé (CSPS) ;
10. Le cas échéant, il fera établir les dossiers d'autorisations administratives autres que les demandes de permis de construire et/ou de démolir.

Pour l'exécution de cette mission, le mandataire pourra faire appel, au nom et pour le compte du mandant, et avec l'accord de celui-ci, à des spécialistes qualifiés pour des interventions temporaires et limitées. D'ores et déjà, le mandant autorise l'intervention d'une personne qualifiée pour tous les actes de la compétence d'une profession réglementée ou d'un technicien (géomètres, avocats, huissiers, études de sols, etc.).

Toutes les dépenses engagées à ce titre sont prises en compte dans le bilan de l'opération.

ARTICLE 8 - ASSURANCES

8.1 Assurance de responsabilité civile professionnelle (RCP)

Le mandataire déclare être titulaire d'une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile professionnelle.

8.2 Assurance de responsabilité civile décennale « constructeur non réalisateur » (CNR)

Le mandataire s'engage à souscrire, au cas où il en aurait l'obligation conformément aux articles L. 241-1, L. 241-2 du Code des assurances, une police de **responsabilité décennale « constructeur non réalisateur »**.

Le mandataire n'est tenu en la matière, que d'une obligation de moyens et non de résultats.

8.3 Assurance « tous risques chantiers » (TRC)

Le mandant demande au mandataire de souscrire une police d'assurance « tous risques chantiers ».

Le mandataire n'est tenu en la matière, que d'une obligation de moyens et non de résultats.

ARTICLE 9 - PASSATION DES MARCHES

Les dispositions du Code des marchés publics applicables à la personne publique sont applicables au mandataire pour ce qui concerne la passation des marchés.

Le mandataire devra également appliquer le guide interne du maître de l'ouvrage relatif aux marchés en procédures adaptées.

Pour la mise en œuvre des modalités de transmission électronique des candidatures et des offres en application des dispositions du code des marchés publics, le mandataire aura recours à sa plateforme de dématérialisation.

9.1 Modes de passation des marchés

Le mandataire utilisera les procédures de mise en compétition prévues par le Code des marchés publics.

A cette fin, le mandataire remplira les obligations de mise en concurrence et de publicité suivant les cas et les seuils prévus au Code des marchés publics :

9.1.1 Pour les marchés autres que de maîtrise d'œuvre et procédures particulières :

a) En cas d'appel d'offres :

Après accord du mandant, le mandataire utilisera les procédures d'appel d'offres soit ouvert, soit restreint. Après convocation par le mandant, le mandataire assistera aux séances de la commission d'appel d'offres en vue d'en assurer le secrétariat. Il établira, dans les délais prescrits, le rapport d'analyse des candidatures et le rapport d'analyse des offres établies selon les critères de choix fixés au règlement de consultation, ces deux documents étant soumis à l'accord préalable des services compétents de la Ville de Montpellier conformément à son guide des procédures, avant présentation devant la commission d'appel d'offres.

Après attribution par la CAO du mandant, le mandataire conclura le contrat.

b) En cas de procédure adaptée :

Le mandataire appliquera les règles internes de publicité et de mise en concurrence fixées par le maître d'ouvrage. Lorsque cela est requis par le guide interne précité, le mandataire conclura le contrat après décision d'attribution du mandant et transmission au contrôle de légalité.

c) En cas de marchés négociés :

1) après mise en concurrence :

Le mandataire, après avoir satisfait, s'il y a lieu, aux obligations de publicité, proposera au moins trois candidats au mandant, sauf si le nombre de candidats est insuffisant. Il établira à ce titre le rapport d'analyse des candidatures qui sera soumis à l'accord préalable des services compétents de la Ville de Montpellier, conformément au guide interne précité.

Après accord du mandant sur la liste des candidats admis à remettre une offre, le mandataire adressera une lettre de consultation aux candidats et, sur la base des offres initiales reçues, engagera les négociations avec chaque candidat sélectionné.

Au terme de ces négociations, le mandataire proposera au mandant un rapport d'analyse des offres finales. Ce rapport sera soumis à l'accord préalable des services compétents de la Ville de Montpellier, conformément au guide interne précité, avant présentation devant la commission d'appel d'offres.

Après convocation par le mandant, le mandataire assistera à la séance de la commission d'appel d'offres en vue d'en assurer le secrétariat. Après accord préalable du mandant et attribution par la CAO du mandant, le mandataire conclura le contrat.

2) sans mise en concurrence :

Après accord préalable du mandant, le mandataire engagera les négociations avec le candidat.

Au terme de ces négociations le mandataire proposera un projet de marché sur la base d'un rapport de négociation. Ce rapport sera soumis à l'accord préalable des services compétents de la Ville de Montpellier, conformément au guide interne précité, avant présentation devant la commission d'appel d'offres ou le représentant du pouvoir adjudicateur.

Après convocation par le mandant, le mandataire assistera à la séance de la commission d'appel d'offres en vue d'en assurer le secrétariat. Après accord préalable du mandant, le mandataire conclura le contrat.

9.1.2 Pour les marchés de maîtrise d'œuvre :

Compte tenu du montant prévisionnel du marché de maîtrise d'œuvre et de la nature des travaux envisagés, le mandataire après accord du mandant, mettra en œuvre soit la procédure négociée « spécifique » de l'article 74-III du CMP si les prestations de services à réaliser, notamment les marchés de prestations intellectuelles telles que la conception d'ouvrage, sont d'une nature telle que les spécifications du marché ne peuvent être établies préalablement avec une précision suffisante pour permettre le recours à l'appel d'offres, soit la procédure d'appel d'offres indiquée à l'article 9.1.1 si les conditions de recours à la procédure négociée ne sont pas réunies.

a) En cas de mise en œuvre de la procédure négociée « spécifique » :

Le Mandataire procèdera aux obligations de publicité.

Après convocation par le mandant, le Mandataire assistera à la séance du jury en vue d'en assurer le secrétariat. Après avis du jury, le Mandataire assistera le mandant dans l'établissement de la liste des candidats invités à négocier.

Le Mandataire engagera les négociations avec chaque candidat, une fois que la liste des candidats admis à négocier aura été arrêtée par le mandant suite à l'avis du jury.

Au terme de ces négociations, le Mandataire établira un rapport de négociation qui proposera un classement des offres. Après convocation par le mandant, le Mandataire assistera à la séance de la commission d'appel d'offres en vue d'en assurer le secrétariat et de présenter les éléments de son rapport de négociation. Le marché sera attribué par le CAO. Après autorisation de la signature du marché par l'autorité compétente, le Mandataire conclura le marché avec l'attributaire.

b) En cas de mise en œuvre d'un appel d'offres :

Le Mandataire procèdera aux obligations de publicité.

Le Mandataire utilisera librement les procédures d'appel d'offres ouvert ou restreint.

Après convocation par le mandant, le Mandataire assistera aux séances du jury et de la commission d'appel d'offres en vue d'en assurer le secrétariat. Après attribution du marché par la commission d'appel d'offres et accord du mandant sur la signature du marché par le mandataire, le Mandataire dans les conditions de l'article 9.4 conclura le contrat.

9.2 Incidence financière du choix des cocontractants

S'il apparaît que les prix des offres des candidats retenus entraînent un dépassement de l'enveloppe financière prévisionnelle, le mandataire devra en avvertir le mandant dans les conditions définies à l'article 2 ci-dessus. L'accord du mandant pour la signature du marché ne pourra alors être donné qu'après augmentation corrélative de l'enveloppe.

9.3 Rôle du mandataire

Plus généralement, le mandataire ouvrira les enveloppes comprenant les documents relatifs aux candidatures et à l'offre dans le cas où l'ouverture de ces enveloppes n'est pas réservée à la commission d'appel d'offres ou au jury, en enregistrera le contenu. Le mandataire préparera un rapport d'analyse des candidatures à l'attention de la commission d'appel d'offres, lorsque l'intervention de celle-ci est requise par le Code des Marchés Publics et/ou le guide interne précité. Lorsque l'intervention d'un jury est requise, le mandataire participera à la commission technique préparatoire aux travaux du jury.

S'il le juge utile, le mandataire est habilité à demander aux candidats de régulariser leur dossier de candidature incomplet.

Il proposera, le cas échéant la composition du jury ou de la commission technique.

Il procèdera à la notification du rejet des candidatures ou des offres et publiera les avis d'attribution.

9.4 Signature du marché

Le mandataire procèdera à la mise au point du marché, à son établissement et à sa signature, après accord du mandant, et dans le respect des dispositions du code des marchés publics, et après avoir vérifié que le candidat retenu dispose de toutes les attestations requises par la réglementation en vigueur. La signature ne pourra intervenir avant un délai de 16 jours courant, à compter de l'envoi de la notification aux candidats du rejet de leurs offres sauf application des dérogations définies à l'article 80 du CMP.

Ce délai pourra être réduit à 11 jours en cas de transmission électronique de la notification à l'ensemble des candidats intéressés.

Les contrats devront indiquer que le mandataire agit au nom et pour le compte du mandant.

9.5 Transmission et notification

Le mandataire transmettra, lorsqu'il y a lieu en application de l'article L 2131-1 du CGCT, au nom et pour le compte du mandant, les marchés signés par lui au contrôle de légalité. Il établira, signera et transmettra au contrôle de légalité, le rapport établi par elle conformément à l'article 79 du CMP.

Il notifiera ensuite ledit marché au cocontractant et en adressera copie au mandant.

ARTICLE 10 – ETUDES DE DIAGNOSTIC

Cet élément de mission de maîtrise d'œuvre, propre à la réhabilitation, précède les études d'avant-projet.

Les études de diagnostic permettront de renseigner le maître d'ouvrage sur l'état du bâtiment et de confirmer la faisabilité de l'opération.

Le mandataire devra remettre à la maîtrise d'œuvre, retenue pour la réalisation de cette mission, tous les renseignements en sa possession concernant le bâtiment. La maîtrise d'œuvre sera chargée, d'effectuer les relevés nécessaires à l'établissement de cet état des lieux. Le propriétaire fournit au mandataire l'ensemble des diagnostics qu'il a fait réaliser préalablement à la conclusion du mandat.

Le mandataire transmettra au mandant avec les études de diagnostic une note détaillée et motivée permettant à ce dernier d'apprécier les conditions dans lesquelles le programme et l'enveloppe financière prévisionnelle sont ou non respectés. S'il apparaît qu'ils ne sont pas respectés, le mandataire pourra le cas échéant alerter le mandant sur la nécessité ou l'utilité d'apporter des précisions, ajustements ou modifications à ce programme et/ou à cette enveloppe.

Dans ce cas, le mandant devra expressément :

- Soit définir les modifications du programme et/ou de l'enveloppe financière permettant d'accepter les études de diagnostics ;
- Soit demander au mandataire de lui formuler les propositions de modification du programme ;
- Soit notamment s'il lui apparaît que le programme souhaité ne peut rentrer dans une enveloppe prévisionnelle acceptable, renoncer à son projet et notifier au mandataire la fin de sa mission à charge pour le mandant d'en supporter les conséquences financières, comme prévu à l'article 21.1.

ARTICLE 11 - AVANT-PROJETS ET PROJET

11.1 Le mandataire devra, avant d'approuver les avant-projets, obtenir l'accord du mandant. Celui-ci s'engage à lui faire parvenir son accord ou ses observations, ou le cas échéant son désaccord, dans le délai de quinze (15) jours à compter de la saisine. A défaut de réponse dans le délai imparti, l'accord du mandant sera réputé acquis dès lors que le programme et l'enveloppe financière prévisionnelle seraient respectés.

Le mandataire transmettra au mandant, avec les avant-projets, une note détaillée et motivée permettant à ce dernier d'apprécier les conditions dans lesquelles le programme et l'enveloppe financière prévisionnelle sont ou non respectés. S'il apparaît qu'ils ne sont pas respectés, le mandataire pourra le cas échéant, alerter le mandant sur la nécessité ou l'utilité d'apporter des précisions, ajustements ou modifications à ce programme et/ou à cette enveloppe.

Dans ce cas, le mandant devra expressément :

- Soit définir les modifications du programme et/ou de l'enveloppe financière permettant d'accepter les avant-projets ;
- Soit demander au mandataire de lui formuler les propositions de modification du programme ;
- Soit, notamment s'il lui apparaît que le programme souhaité ne peut rentrer dans une enveloppe prévisionnelle acceptable, renoncer à son projet et notifier au mandataire la fin de

sa mission, à charge pour la collectivité d'en supporter les conséquences financières, comme prévu à l'article 21.1

11.2 Sur la base des avant-projets, éventuellement modifiés, et des observations du mandant, le mandataire fera établir le projet définitif. Ce dernier devra être approuvé par l'assemblée délibérante.

ARTICLE 12 - SUIVI DE LA REALISATION

12.1 Gestion des marchés

Le mandataire assurera, dans le respect des dispositions visées à l'article 2 ci-dessus, la gestion des marchés au nom et pour le compte du mandant dans les conditions prévues par le Code des Marchés Publics, de manière à garantir les intérêts du mandant.

A cette fin, notamment :

- Il délivrera les ordres de service ayant des conséquences financières ;
- Il vérifiera les situations de travaux préalablement contrôlées par le maître d'œuvre ;
- Il agréera les sous-traitants et acceptera leurs conditions de paiement ;
- Il prendra en compte ou refusera les cessions de créances et nantissements qui lui seront notifiées ou signifiées ;
- Il préparera et négociera les éventuels avenants à la bonne réalisation de l'opération avant présentation pour approbation par les services compétents de la Ville de Montpellier puis soumission le cas échéant pour avis à la Commission d'appel d'offres et approbation par l'assemblée délibérante ;
- Il préparera pour approbation par les services compétents de la Ville de Montpellier, les éventuelles décisions de poursuivre ;
- Il étudiera les réclamations des différents intervenants dans les conditions définies par les contrats et présentera au mandant la solution qu'il préconise en vue d'obtenir son accord préalable quant aux modalités et à la signature éventuelle d'un protocole ;
- Il s'assurera de la mise en place des garanties et les mettra en œuvre s'il y a lieu.

12.2 Suivi des travaux

Le mandataire représentera si nécessaire le mandant dans toutes réunions, visites, ..., relatives au suivi des travaux. Il veillera à ce que la coordination des entreprises et techniciens aboutisse à la réalisation de l'ouvrage dans le respect des délais, de la qualité des prestations et des marchés et signalera au mandant les anomalies qui pourraient survenir. Il s'efforcera d'obtenir des intervenants des solutions pour remédier à ces anomalies, en informera le mandant et en cas de besoin sollicitera de sa part les décisions nécessaires.

ARTICLE 13 - RECEPTION DE L'OUVRAGE ; PRISE DE POSSESSION

Après achèvement des travaux de bâtiment, il sera procédé, à l'initiative du maître d'œuvre, en présence des représentants du mandant, ou ceux-ci dûment convoqués par le mandataire, aux opérations préalables à la réception des ouvrages, contradictoirement avec les entreprises.

En cas de réserves lors de la réception, le mandataire invite le mandant aux opérations préalables à la levée de celles-ci.

Le mandant, propriétaire de l'ouvrage au fur et à mesure de sa réalisation, en prendra possession dès la réception prononcée par le mandataire (ou des différentes réceptions partielles en cas de livraison échelonnée). A compter de cette date, le mandant fera son affaire de l'entretien des ouvrages et, en cas de besoin, de la souscription des polices d'assurance que, le cas échéant, il s'oblige à reprendre au mandataire.

ARTICLE 14 - DETERMINATION DU MONTANT DES DEPENSES A ENGAGER PAR LE MANDATAIRE

Le montant des dépenses à engager par le mandataire est provisoirement évalué à 694 566 € HT, (valeur janvier 2016, hors rémunération du mandataire).

Ces dépenses comprennent notamment :

1. Les études techniques ;
2. Le coût des travaux de construction de l'ouvrage incluant notamment toutes les sommes dues aux maîtres d'œuvre et entreprises à quelque titre que ce soit ;
3. Les impôts, taxes et droits divers susceptibles d'être dus au titre de la présente opération ;
4. Le coût des assurances-construction, du contrôle technique et de toutes les polices dont le coût est lié à la réalisation de l'ouvrage, à l'exception des assurances de responsabilité du mandataire ;
5. Les charges financières que le mandataire aura éventuellement supportées pour préfinancer les dépenses. Celles-ci seront calculées comme prévu à l'article 16 ci-après.
6. Et, en général, les dépenses de toute nature se rattachant à la passation des marchés, l'exécution des travaux et aux opérations annexes nécessaires à la réalisation de l'ouvrage, notamment : sondages, plans topographiques, arpentage, bornage, les éventuels frais d'instance, d'avocat, d'expertise et indemnités ou charges de toute nature que le mandataire aurait supportés et qui ne résulteraient pas de sa faute lourde.

La rémunération du mandataire est fixée à l'article 15.

ARTICLE 15 - REMUNERATION DE LA SOCIETE, AVANCES

15.1 Montant de la rémunération

Le montant de la rémunération forfaitaire provisoire est fixée à :

Montant HT : 100 424,00 €

TVA au taux de 20% Montant 20 084€

Montant TTC : 120 508 €

Montant TTC (en lettres) : Cent vingt mille cinq cent huit euros

Cette rémunération forfaitaire provisoire du mandataire se décompose selon les étapes opérationnelles ci-après :

Pour la partie travaux sur réseaux :

Etape 1 : 15 000€HT pour la désignation du maître d'oeuvre

Etape 2 : 15 000€HT pour le suivi des études (APS, APD, PRO et DCE)

Etape 3 : 12 000€HT passation des marchés travaux

Etape 4 : 28 424 €HT pour le suivi des travaux de la période de préparation jusqu'à la levée des réserves, pour une estimation de durée totale de 6 mois.

Pour la partie travaux d'aménagement pour la Mission Grand Cœur et Petit Bard :

15 000€ A la validation du PRO

15 000€ à l'achèvement des travaux

15.2 Forme du prix :

Le prix sera ferme et non révisable.

15.3 Avance

Le mandataire refuse le versement de l'avance forfaitaire pour sa rémunération (art.87 du CMP).

15.4 Modalités de paiement des acomptes

15.4.1 Délai de règlement et intérêts moratoires :

Le délai de règlement des acomptes est de trente (30) jours à compter de la réception de la demande d'acompte acceptée, par le maître de l'ouvrage. Le mandataire transmet ses demandes de paiement par tout moyen permettant de donner date certaine.

Le délai de paiement du solde est de 30 jours à compter de la réception par le mandant du projet de décompte accepté.

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est le taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

15.4.2 Modalités de règlement :

Les modalités de règlement retenues pour chaque étape, des sommes dues au titre de la rémunération, sont en valeur de base du contrat, les suivantes :

Etape 1 : à la notification du marché de maîtrise d'œuvre

Etape 2 : pour le suivi des études (APS, APD, PRO et DCE) pouvant être facturé à chaque validation de dossier par le mandant

Etape 3 : à la notification des marchés travaux aux entreprises

Etape 4 : pour le suivi des travaux de la période de préparation jusqu'à la levée des réserves, pour une estimation de durée totale de 6 mois.

15.5 Acomptes et solde

Le règlement des rémunérations dues au mandataire au titre des attributions qui lui sont confiées fera l'objet d'acomptes calculés à partir de la différence entre deux décomptes successifs. Chaque décompte sera lui-même établi à partir d'un état, dans les conditions ci-après définies.

A l'expiration de la mission du mandataire telle que définie à l'article 17 ci-dessous, il sera établi un décompte général fixant le montant total des honoraires dues au mandataire au titre de l'exécution du contrat.

Le décompte périodique correspond au montant des sommes dues au mandataire depuis le début de l'exécution du contrat jusqu'à l'expiration du mois considéré, ce montant étant évalué en prix de base. Il est établi sur un modèle accepté par le maître de l'ouvrage, en y indiquant successivement :

- L'évaluation du montant, en prix de base, de la fraction de la mission à régler, compte tenu des prestations effectuées ;
- Les pénalités appliquées ;
- Les primes accordées ;
- L'application de la révision des prix, s'il y a lieu ;
- Les intérêts moratoires éventuellement dus à la fin du mois.

Le maître de l'ouvrage dispose de 15 jours pour faire connaître, par écrit, au mandataire, les modifications éventuelles qui ont conduit au décompte retenu par lui. Le mandataire dispose ensuite de quinze jours pour faire connaître ses observations, mais le litige ne doit conduire à aucun retard dans le paiement de l'acompte du mois "m".

15.6 Mode de règlement

Le maître de l'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent contrat par virement établi à l'ordre du mandataire.

ARTICLE 16 - MODALITES DE FINANCEMENT ET DE REGLEMENT DES DEPENSES ENGAGEES AU NOM ET POUR LE COMPTE DU MANDANT PAR LE MANDATAIRE

16.1 Le mandant supportera seule la charge des dépenses engagées par le mandataire, telles que déterminées à l'article 14 ci-dessus.

16.2 Le mandant avancera au mandataire les fonds nécessaires aux dépenses à payer ou lui remboursera les dépenses payées d'ordre et pour compte dans les conditions définies ci-après.

17 Avance par le mandant

Le mandant s'oblige à mettre à la disposition du mandataire les fonds nécessaires au paiement des dépenses à payer, antérieurement à ce paiement.

A cet effet, le mandant versera :

- Dès l'entrée en vigueur du contrat de mandat, une avance de 50 000 € HT. Une seconde avance prévue au lancement des consultations travaux de 200 000€ HT. Les avances consenties seront ensuite réajustées périodiquement selon les CRACs.
- Dans les trente jours de l'envoi par le mandataire des décomptes et factures reçues, quatre-vingt-dix pour cent du montant desdits décomptes et factures (ou la totalité après apurement du compte d'avance), de telle façon que le mandataire puisse en assurer le paiement, après vérification, dans le délai de trente jours à compter de leur réception ;
- Le solde dans le mois suivant la présentation des DGD.

En cas d'insuffisance de ces avances du fait du mandant, le mandataire ne sera pas tenu d'assurer le paiement des dépenses sur ses propres disponibilités.

Tous les produits financiers qui pourraient être dégagés à partir de ces avances figureront au compte de l'opération.

27 Remboursement par le mandant

Toutefois, le mandant pourra demander au mandataire, d'assurer le préfinancement d'une partie des dépenses dans la limite de 10%, soit sur ses disponibilités, soit par recours à un organisme tiers.

Le mandant s'oblige à rembourser le mandataire au plus tard dans les trente (30) jours à compter de la réception de la demande de remboursement établie par le mandataire.

Le mandant paiera ou remboursera au mandataire le montant des charges financières qu'il aura supportées pour assurer ce préfinancement.

Le coût de ce préfinancement, effectué d'ordre et pour compte du mandant, sera égal au coût auquel le mandataire se sera procuré effectivement les fonds ou, en cas de prélèvement sur les disponibilités du mandataire au taux Eonia augmenté d'un point de pourcentage ou au taux de 1% si le taux Eonia est négatif.

Passé le délai prévu ci-dessus pour le remboursement du préfinancement, les sommes dues par le mandant seront majorées, de plein droit et sans qu'il y ait besoin d'une mise en demeure, d'un intérêt moratoire égal à quatre pour cent (4%) par an en cas de prélèvement sur les disponibilités du mandataire ou égal au taux d'intérêt moratoire de l'organisme tiers en cas de recours à un préfinancement extérieur.

39 Conséquences des retards de paiement.

En aucun cas, le mandataire ne pourra être tenu pour responsable des conséquences du retard dans le paiement des entreprises ou d'autres tiers du fait notamment du retard du mandant à verser les avances nécessaires aux règlements, de délais constatés pour se procurer les fonds nécessaires au préfinancement qui ne seraient pas le fait du mandataire.

ARTICLE 17 - CONSTATATION DE L'ACHEVEMENT DES MISSIONS DU MANDATAIRE

17.1 Sur le plan technique

Sur le plan technique, le mandataire assurera sa mission jusqu'à l'expiration du délai de la garantie de parfait achèvement de l'ensemble des marchés.

Au cas où des réserves auraient été faites à la réception ou des désordres dénoncés pendant la période de parfait achèvement visée à l'article 3.2, il appartiendra au mandataire de suivre la levée de ces réserves et/ou désordres. Le mandataire adressera au mandant copie du procès-verbal de levée des réserves ou désordres et de la proposition du maître d'œuvre (EXE 8 et 9).

Toutefois, au cas où la levée de ces réserves ou la réparation de ces désordres n'auraient pas été obtenues à l'expiration de la période initiale de parfait achèvement, la mission du mandataire sera prorogée du délai de levée de ces réserves.

A l'issue de cette période de la garantie de parfait achèvement, le cas échéant prolongée, le mandataire demandera au mandant le constat de l'achèvement de sa mission technique. Le mandant notifiera au mandataire son acceptation de cet achèvement dans le délai d'un mois. A défaut de réponse, cette acceptation sera réputée acquise à l'issue de ce délai.

17.2 Sur le plan financier

17.2.1 : Reddition des comptes de l'opération :

L'acceptation par le mandant de la reddition définitive des comptes vaut constatation de l'achèvement de la mission du mandataire sur le plan financier et quitus global de sa mission.

Le mandataire s'engage à notifier, par lettre recommandée avec accusé de réception au mandant, cette reddition définitive des comptes au plus tard dans le délai de un an à compter du dernier décompte général et définitif.

Le mandant notifiera son acceptation de cette reddition des comptes dans les trois mois, cette acceptation étant réputée acquise à défaut de réponse dans ce délai.

17.2.2 : Décompte général des honoraires du mandataire :

Dès notification de l'acceptation de la reddition des comptes de l'opération par le mandant, le mandataire présentera le projet de décompte final de ses honoraires au mandant.

Ce dernier disposera d'un délai de 45 jours pour notifier au mandataire son acceptation du décompte qui devient alors le décompte général et définitif de la présente convention.

A défaut de notification ou de contestation dans ce délai, le projet de décompte final deviendra définitif.

ARTICLE 18 - ACTIONS EN JUSTICE

Le mandataire représentera le mandant en justice, tant en demande qu'en défense, pour toute action contractuelle liée à l'exécution d'un marché par elle signé ; en revanche, le mandataire ne pourra agir en justice pour une action en responsabilité biennale et décennale, hors le cas prévu au dernier alinéa du présent article.

La SAAM portera recours, ou se défendra, en justice pour des litiges relevant des travaux ou de la mise en cause des passations des contrats de travaux. Dans ces cas-là, elle prend un avocat et déclare le sinistre auprès de sa RCP et de sa protection juridique. Ces frais d'avocat sont portés par l'opération, et remboursés par le mandataire donc remboursés par l'opération.

La présente délégation prendra fin à tout moment sur simple décision, dûment notifiée, du mandant et au plus tard à l'achèvement de la mission technique du mandataire. A cette date, le mandant se substituera au mandataire dans les procédures engagées.

La délégation ne fait pas obstacle au droit pour le mandant d'agir lui-même, tant en demande qu'en défense.

Pour les actions en justice et le suivi des contentieux au-delà de la période de garantie de parfait achèvement, et dans la mesure où le mandant souhaite l'assistance de la SAAM, une convention ad hoc sera établie pour définir les conditions d'intervention de la SAAM, ainsi que les modalités de sa rémunération.

ARTICLE 19 - CONTROLE TECHNIQUE PAR LA COLLECTIVITE

Le mandant sera tenu étroitement informé par le mandataire du déroulement de sa mission. A ce titre, le mandataire lui communiquera A la demande les documents de suivi de chantier et informera le mandant des réunions stratégiques qui seront organisées.

Le mandataire rendra compte mensuellement au mandant de l'avancement de sa mission :

- Evolution des études
- Evolution des travaux
- Evolution financière
- Evolution de planning

Les représentants du mandant pourront suivre les chantiers, y accéder à tout moment, et consulter les pièces techniques. Toutefois, ils ne pourront présenter leurs observations qu'au mandataire et non directement aux intervenants quels qu'ils soient.

Le mandant aura le droit de faire procéder à toutes vérifications qu'il jugera utiles pour s'assurer que les clauses de la présente convention sont régulièrement observées et que ses intérêts sont sauvegardés.

ARTICLE 20 - CONTROLE COMPTABLE ET FINANCIER PAR LE MANDANT ; BILAN ET PLAN DE TRESORERIE PREVISIONNELS ; REDDITION DES COMPTES

Le mandataire accompagnera toute demande de paiement en application de l'article 16 des pièces justificatives correspondant aux dépenses engagées d'ordre et pour compte du mandant.

En outre, pour permettre au mandant d'exercer son droit à contrôle comptable, le mandataire doit :

- Tenir les comptes des opérations réalisées pour le compte du mandant dans le cadre de la présente convention d'une façon distincte de sa propre comptabilité ;
- Adresser chaque mois au mandant un compte-rendu financier comportant notamment, en annexe :
 - . Un bilan financier prévisionnel actualisé faisant apparaître d'une part l'état des réalisations en dépenses (et en recettes le cas échéant), et d'autre part, l'estimation des dépenses (et, le cas échéant, des recettes) restant à réaliser ;
 - . Un plan de trésorerie actualisé faisant apparaître l'échéancier des dépenses (et des recettes éventuelles) ;
- Au cas où ce bilan financier ferait apparaître la nécessité d'évolution de l'enveloppe financière prévisionnelle qui n'aurait pas déjà fait l'objet de l'application de l'article 2 ci-dessus, en expliquer les causes et si possible proposer des solutions ;
- Adresser chaque année avant le 30 novembre au mandant un budget prévisionnel ainsi qu'un plan de trésorerie pour l'année suivante ;
- Adresser au fur et à mesure du déroulement de l'opération, et au moins une fois par an avant le 1er juin de l'exercice suivant, au mandant, une reddition des comptes. Cette dernière récapitulera l'ensemble des dépenses acquittées pour le compte du mandant au cours de l'exercice passé, en spécifiant celles qui ont supporté la TVA qui sera isolée, ainsi qu'éventuellement, les recettes encaissées pour son compte. Les copies des factures portant la mention de leur date de règlement seront jointes à l'appui de cette reddition de comptes ;
- Etablir en temps utile les états exigés par l'Administration pour les dépenses ouvrant droit au FCTVA ;
- Remettre un état récapitulatif de toutes les dépenses et, le cas échéant, des recettes, à l'achèvement de l'opération.

ARTICLE 21 - RESILIATION

21.1 Résiliation sans faute

Le mandant peut résilier sans préavis le présent contrat de mandat, notamment au stade de l'approbation des avant-projets et après la consultation des entreprises ainsi qu'il est dit aux articles 1, 2, 10 et 11.

Il peut également le résilier pendant la phase de réalisation des travaux, moyennant le respect d'un préavis de trois mois.

Dans tous les cas, le mandant devra régler immédiatement au mandataire la totalité des sommes qui lui sont dues en remboursement des dépenses et frais financiers engagés d'ordre et pour compte et à titre de rémunération pour la mission accomplie.

Il devra assurer la continuation de tous les contrats passés par le mandataire pour la réalisation de sa mission et faire son affaire des éventuelles indemnités dues pour résiliation anticipée des dits contrats.

En outre, le mandataire aura droit à une indemnité forfaitaire fixée à 5% de la rémunération dont il se trouve privée du fait de la résiliation anticipée du contrat, le cas échéant majorée dans le cas où le mandataire justifie d'un préjudice supérieur.

21.2 Résiliation pour faute

21.2.1 : En cas de carence ou de faute caractérisée du mandataire, après mise en demeure restée infructueuse pendant un délai de un mois, la convention pourra être résiliée sans préjudice de l'application des pénalités prévues au présent contrat. En tout état de cause, le mandataire a droit au remboursement de ses débours justifiés.

21.2.2 : En cas de carence ou de faute caractérisée du mandant, le mandataire pourra saisir le juge d'une demande en résiliation et/ou réparation du préjudice subi.

21.3 Autres cas de résiliation

21.3.1 : En cas de non respect, par le titulaire, des obligations visées à l'article 23 ci-dessous, relatives à la fourniture des pièces prévues aux articles D 8222- 5 ou D 8222-7 et 8 et D 8254-2 à 5 du code du travail et après mise en demeure restée infructueuse, le contrat de mandat peut être résilié aux torts du mandataire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. La mise en demeure sera notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, le mandataire dispose de vingt (20) jours à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci et fournir les justificatifs exigés ou présenter ses observations.

21.3.2 : En cas d'inexactitude des renseignements, fournis par le mandataire, mentionnés aux articles 44 et 46 du code des marchés publics et aux articles D 8254-2 à 5 du code du travail, à la conclusion du contrat de mandat ou de son exécution, celui-ci sera résilié sans mise en demeure à leur frais et risques.

ARTICLE 22 – PENALITES

Sans préjudice des cas de résiliation pour faute du mandataire visés à l'article 21.2.1, le mandataire sera responsable de sa mission dans les conditions précisées aux articles 2 et 6.

En cas de manquement du mandataire à ses obligations, le mandant se réserve le droit de lui appliquer des pénalités sur sa rémunération telles que fixées pour les cas visés ci-dessous ou à déterminer par les parties en fonction de l'importance des fautes commises et du préjudice subi. Dans ce dernier cas, à défaut d'accord entre les parties, les pénalités seront fixées par le juge.

Au cas où le cumul de ces pénalités excéderait 10% du montant de la rémunération hors TVA, la convention pourra être résiliée aux torts exclusifs du mandataire sans préjudice d'une action en responsabilité du mandant envers le mandataire.

Ces pénalités forfaitaires et non révisables seront applicables selon les modalités suivantes :

1°) En cas de retard dans la remise des documents visés à l'article 20 par rapport aux délais fixés à ce même article : 50 € par jour de retard ;

2°) En cas de retard dans la reddition définitive des comptes de l'opération prévue à l'article 17.2.1 : 50 € par jour de retard ;

3°) En cas de retard de paiement, par la faute du mandataire, des sommes dues aux titulaires des contrats conclus au nom et pour le compte du mandant, les intérêts moratoires versés restent à la charge exclusive du mandataire à titre de pénalités.

ARTICLE 23 - PIECES A PRODUIRE PAR LE MANDANT

Le mandant s'engage à produire, à la conclusion du contrat, les pièces mentionnées aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 et 8 et D 8254-2 à 5 du Code du travail ainsi que les attestations et certificats délivrés par les administrations fiscales et sociales et organismes compétents.

Le mandant s'engage également à produire, tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les pièces mentionnées aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 et 8 et D 8254-2 à 5 du Code du travail.

ARTICLE 24 - LITIGES

Tous les litiges seront de la compétence du Tribunal administratif de Montpellier.

Fait en deux originaux

A.....le.....

Pour la Ville de Montpellier

Pour la SAAM

Annexes : diagnostics techniques du bâtiment
Éléments de programmation des travaux d'aménagement de la Mission Grand Coeur
Enveloppe financière prévisionnelle.

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2016/0042

**Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens
Mise à disposition de l'Espace Saint Ravy à Débit de
beau (Sylvie Huet) du 11 juin au 3 juillet 2016**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/0099 du 27 janvier 2016 donnant délégation à Monsieur Bernard Travier, adjoint délégué à la Culture ;

Considérant :

- Que Débit de beau (Sylvie Huet), 10 rue Saint Etienne, 34070 Montpellier, a déposé une demande en vue de procéder à une exposition au sein de l'Espace Saint Ravy ;
- Que cette demande a été accueillie favorablement par le jury de sélection des artistes ;
- Que cette exposition aura lieu du 11 juin au 3 juillet 2016 ;

Décide en conséquence :

- D'autoriser Débit de beau (Sylvie Huet) à exposer à l'Espace Saint Ravy du 11 juin au 3 juillet 2016 (installation à partir du 8 juin et décrochage jusqu'au 5 juillet) ;
- De soumettre cette autorisation aux règles et conditions définies dans le règlement intérieur de l'Espace Saint Ravy (notamment en ce qui concerne le dépôt d'un chèque de caution de 385 €), règlement dont Sylvie Huet a eu connaissance et qu'elle s'engage à respecter ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Bernard TRAVIER**

**Publiée le :
Notifiée le :**



**Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens
Mise à disposition de l'Espace Saint Ravy au collectif
représenté par Floriana Marty du 9 au 31 juillet 2016**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/0099 du 27 janvier 2016 donnant délégation à Monsieur Bernard Travier, adjoint délégué à la Culture ;

Considérant :

- Que le collectif représenté par Floriana Marty, 260 rue Coligny, 34 080 Montpellier, a déposé une demande en vue de procéder à une exposition au sein de l'Espace Saint Ravy ;
- Que cette demande a été accueillie favorablement par le jury de sélection des artistes ;
- Que cette exposition aura lieu du 9 au 31 juillet 2016 ;

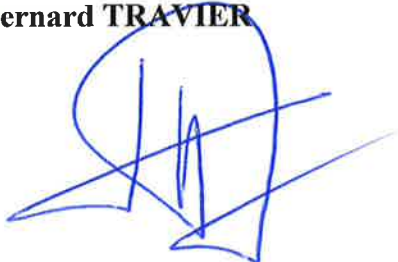
Décide en conséquence :

- D'autoriser le collectif représenté par Floriana Marty à exposer à l'Espace Saint Ravy du 9 au 31 juillet 2016 (installation à partir du 6 juillet et décrochage jusqu'au 2 août) ;
- De soumettre cette autorisation aux règles et conditions définies dans le règlement intérieur de l'Espace Saint Ravy (notamment en ce qui concerne le dépôt d'un chèque de caution de 385 €), règlement dont Floriana Marty a eu connaissance et qu'elle s'engage à respecter ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Bernard TRAVIER**

**Publiée le :
Notifiée le :**



Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2016/0045

**Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens
Mise à disposition de l'Espace Saint Ravy à Nissrine
Sefar du 6 au 28 août 2016**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/0099 du 27 janvier 2016 donnant délégation à Monsieur Bernard Travier, adjoint délégué à la Culture ;

Considérant :

- Que Nissrine Sefar, 27 boulevard Ernest Renan, 34000 Montpellier, a déposé une demande en vue de procéder à une exposition au sein de l'Espace Saint Ravy ;
- Que cette demande a été accueillie favorablement par le jury de sélection des artistes ;
- Que cette exposition aura lieu du 6 au 28 août 2016;

Décide en conséquence :

- D'autoriser Nissrine Sefar à exposer à l'Espace Saint Ravy du 6 au 28 août 2016 (installation à partir du 3 août et décrochage jusqu'au 30 août) ;
- De soumettre cette autorisation aux règles et conditions définies dans le règlement intérieur de l'Espace Saint Ravy (notamment en ce qui concerne le dépôt d'un chèque de caution de 385 €), règlement dont Nissrine Sefar a eu connaissance et qu'elle s'engage à respecter ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Bernard TRAVIER**

**Publiée le :
Notifiée le :**



Cession et Réforme de véhicules et de matériels

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/0096/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux finances ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu d'accepter que la Ville de Montpellier réforme et cède des matériels et des véhicules ;
- Qu'aucun des matériels ou véhicules cédés, ne dépasse unitairement les 4 600 euros (article L2122-22 10° visant les aliénations de gré à gré) ;
- Qu'à la suite de l'état de vétusté des véhicules du Service Parc Auto (DEMT), il convient de céder ces véhicules dont la liste est jointe en annexe. Les prix des ventes, estimés par le Service Parc Auto, serviront de base aux enchères publiques organisées par le Centre 113, route départementale 613, 34 740 VENDARGUES, 3% de frais seront facturés par cette société sur les prix effectifs des ventes.
- Qu'à la suite de plusieurs actes de vandalisme (bris de vitres, porte fracturée...) qui l'ont endommagé de manière importante, le bungalow sanitaire, dimension 4.09 X 2.42 de la société BUNG'ECO, du Service Gestion des Moyens Communs (DUVEP), doit être réformé. Ce type de matériel, n'ayant aucune valeur marchande, sera recyclé par une entreprise spécialisée.
- Qu'à la suite de l'état de vétusté de matériels informatiques du Service Relations Utilisateurs (DSI), il convient de réformer ces matériels dont la liste est jointe en annexe. Ce type de matériel ne peut aller directement en décharge, il convient donc de faire appel à une société spécialisée afin de le recycler ou de le reconditionner. Pour cela, l'association Informatique Plus Protection de l'Environnement, 31 rue de la Bandido, ZAC des Cousteliers, 34160 Castries, propose d'effectuer cette prestation pour un coût nul pour la Ville.
- Qu'à la suite du programme de renouvellement des matériels de l'année 2016 du Service du Centre Supérieur Urbain (DRTP), il convient de réformer 2 supports et 17 caméras analogiques de marque Hymatom, 1 vieux pc et 1 vieux couple de transmission obsolètes et hors service du tunnel Comédie. Ce type de matériels, n'ayant aucune valeur marchande, sera recyclé par une entreprise spécialisée.
- Qu'à la suite de l'état de vétusté du Massicot IDEAL, n° de série 4850 – 95 EP du Service Démocratie Participative et Vie Associative (DPC), il convient de réformer ce matériel. Celui-ci n'est plus conforme aux normes de sécurité et sera mis au rebut.
- Qu'à la suite du transfert de trois locaux (Pompignane, Mosson, Tastavin), du Service Achats Production et Graphique (DEMT), à Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de céder, à titre gracieux, ces mobiliers recensés en annexe à Montpellier Méditerranée Métropole.
- Qu'à la suite de l'état de vétusté du matériels du Service Jardins et Espaces Naturels (DPB), il convient de réformer et céder 1 broyeur de branches, marque GREENMEECH, type Arbo 18 Cs 100, 1 broyeur de branches, marque GTM Professional, type GTS 1 300, 1 tracteur KUBOTA MICRO, marque

KUBOTA, N° de série 75757, 1 tracteur agricole, marque ONDA, type 6522. Ces matériels ne sont plus conformes aux normes de sécurité. Ils seront mis en vente aux enchères par l'intermédiaire du site internet spécialisé AGORA STORE. Les frais seront de 8% sur le prix du matériel effectivement vendu. Le service estime le prix de départ du broyeur GREENMEECH à 800 €, du broyeur GTM à 800 €, du tracteur KUBOTA à 500 €, du tracteur agricole ONDA à 1 000 €.

Décide en conséquence :

- D'accepter les réformes et cessions des véhicules et des matériels.
- D'autoriser les ventes aux enchères des véhicules du Service Parc Auto par l'organisme Centre 113.
- D'autoriser les ventes aux enchères des matériels du Service Jardins et Espaces Naturels par l'organisme AGORA STORE.
- D'autoriser le recyclage des matériels réformés par une entreprise spécialisée du Service Gestion des Moyens Communs, du Centre Supérieur Urbain.
- D'autoriser le transfert du mobilier de trois locaux du Service Achats Production Graphique à Montpellier Méditerranée Métropole, à titre gracieux.
- D'autoriser le reconditionnement des matériels réformés du Service Relations Utilisateurs par l'Association Informatique Plus Protection de l'Environnement.
- D'autoriser la réforme des matériels du Service Démocratie Participative et Vie Associative pour une mise au rebus.
- De dire que les dépenses seront imputées sur le budget de fonctionnement de la Ville, nature 6231, tous chapitres.
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer les réformes et cessions et, plus généralement, tout document relatif à ces affaires avec les entreprises et associations retenues.

Montpellier, le 15.02.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 16.02.2016
Notifiée le :

COMMISSION DE REFORME

Véhicule

N° Parc	Immatriculation	Type	Marque	Modèle	Date Mise en circulation	Kilométrage	Commentaire	Estimation valeur résiduelle (€)
301	CM 275 PX	VP	PEUGEOT	106	30/11/2000	58 771	VETUSTE	800
302	CN 818 RS	VP	PEUGEOT	106	23/03/2001	89 891	VETUSTE	700
322	CW 132 XZ	VP	PEUGEOT	106	25/03/2002	30 210	VETUSTE	900
324	CM 582 LA	VP	PEUGEOT	106	14/03/2002	75 250	VETUSTE	800
334	CM 266 PX	VP	PEUGEOT	106	13/03/2003	111 257	VETUSTE	600
358	CP 152 BD	VP	RENAULT	TWINGO	02/08/2005	58 453	DEGRADEE	900
367	CQ 356 AP	VP	RENAULT	TWINGO	17/05/2005	73 795	VETUSTE	800
369	CQ 363 AP	VP	RENAULT	TWINGO	18/05/2005	63 000	DEGRADEE	900
371	CN 704 RS	VP	RENAULT	TWINGO	24/05/2006	80 300	DEGRADEE+ PB COUPURE MOTEUR	600
373	CQ 374 AP	VP	RENAULT	TWINGO	24/05/2006	55 577	DEGRADEE	900
375	CQ 384 AP	VP	RENAULT	TWINGO	23/05/2006	52 400	DEGRADEE	900
458	CW 178 XC	VP	RENAULT	TWINGO	10/12/1999	108 200	VETUSTE	600
467	CV 989 SB	VP	PEUGEOT	106	29/03/2000	119 067	VETUSTE	400

470	CL 878 VF	VP	PEUGEOT	106	27/12/1999	80 200	VETUSTE	700
475	CK 078 XC	VP	PEUGEOT	106	28/12/1999	80 758	VETUSTE	700
477	CX 950 JC	VP	PEUGEOT	106	28/12/1999	120 820	VETUSTE	500
501	CK 323 XC	VP	RENAULT	LAGUNA 3	09/04/2008	137 450	VETUSTE	3500
502	AN 495 BL	VP	RENAULT	MEGANE	09/03/2010	157 760	VETUSTE	3500
509	CL 928 VF	VP	RENAULT	LAGUNA 3	30/01/2008	78 000	VETUSTE	5000
526	CL 709 VF	VP	RENAULT	MEGANE	27/04/2005	89 277	VETUSTE	2000
568	CJ 206 RG	VP	PEUGEOT	106	07/04/2000	62 760	EMBAYAGE HS	400
682	CG 665 FZ	CTTE	PEUGEOT	PARTNER	30/09/1997	101 330	DISTRIBUTION HS	300
715	CA 739 PW	CTTE	CITROEN	BERLINGO	28/10/1999	117 094	VETUSTE	900
854	CX 914 JC	CTTE	RENAULT	TRAFIC	13/12/1999	131 506	VETUSTE	800
912	CN 306 CY	CTTE	RENAULT	MASTER	06/04/2004	126 979	VETUSTE	2 500

Modèle	Numéro de série	Statut
OptiPlex 780	8B5YT4J	Réformé
OptiPlex 780	C65YT4J	Réformé
OptiPlex 780	595YT4J	Réformé
OptiPlex 780	DWHH25T	Réformé
OptiPlex 780	2RHH25J	Réformé
OptiPlex 780	DC5YT4J	Réformé
OptiPlex 780	265YT4J	Réformé
OptiPlex 780	FB5YT4J	Réformé
OptiPlex 780	JVHH25J	Réformé
OptiPlex 780	7C5YT4J	Réformé
OptiPlex 780	6VHH25J	Réformé
OptiPlex 780	G85YT4J	Réformé
OptiPlex GX520	6LC3K2J	Réformé
OptiPlex 780	6RHH25J	Réformé
OptiPlex 780	195YT4J	Réformé
OptiPlex 780	HB5YT4J	Réformé
Vostro 3500	8SZ55N1	Réformé
M2N-CM DVI	MS1C86BLW400482	Réformé
OptiPlex 780	BQHH25J	Réformé
7373AR4	LMAZTAT	Réformé
OptiPlex 780	3THH25J	Réformé
7373AR4	LMAZRZV	Réformé
7373AR4	LMAZRXX	Réformé
OptiPlex 755	8GTDH3J	Réformé
OptiPlex 755	5STDH3J	Réformé
Precision WorkStation 390	CDLXB3J	Réformé
OptiPlex 755	HJ2KY3J	Réformé
OptiPlex 755	25GC34J	Réformé
OptiPlex 755	F5GC34J	Réformé
OptiPlex 755	8STDH3J	Réformé
OptiPlex 755	H4GC34J	Réformé
OptiPlex 755	F2GC34J	Réformé
OptiPlex 755	D5GC34J	Réformé
OptiPlex 755	GRLV34J	Réformé
OptiPlex 755	CRLV34J	Réformé
OptiPlex 755	6TLV34J	Réformé
OptiPlex 755	4TLV34J	Réformé
OptiPlex 755	2TLV34J	Réformé
OptiPlex 755	3SLV34J	Réformé
OptiPlex 755	5RLV34J	Réformé
OptiPlex 755	3TLV34J	Réformé
OptiPlex 755	JRLV34J	Réformé
OptiPlex 755	HQLV34J	Réformé
OptiPlex 755	6SLV34J	Réformé
OptiPlex 755	5TLV34J	Réformé
OptiPlex 755	2RLV34J	Réformé
OptiPlex 755	8QLV34J	Réformé
OptiPlex 755	1SLV34J	Réformé
OptiPlex GX520	3FX3K2J	Réformé
OptiPlex 755	6RLV34J	Réformé
OptiPlex 755	CSLV34J	Réformé
OptiPlex 755	5SLV34J	Réformé
OptiPlex 755	4RLV34J	Réformé
OptiPlex 745	FZWSS2J	Réformé
OptiPlex 755	GTDDH3J	Réformé

7373AR4	LMAZRXZ	Réformé
7298WB5	S435741	Réformé
7298WB5	S435976	Réformé
7298WB5	S435953	Réformé
7298WB5	S435965	Réformé
7298WQ3	S4G8720	Réformé
7298WQ3	S4G8828	Réformé
OptiPlex 780	CB5YT4J	Réformé
OptiPlex GX520	6MC3K2J	Réformé
Latitude 2120	2WL60Q1	Réformé
Latitude 2120	JVL60Q1	Réformé
Latitude 2120	9VL60Q1	Réformé
Latitude 2120	DWL60Q1	Réformé
OptiPlex GX620	28XYW1J	Réformé
OptiPlex GX620	6H8YW1J	Réformé
Precision WorkStation 380	FBH842J	Réformé
OptiPlex 755	6L2KY3J	Réformé
OptiPlex 755	65GC34J	Réformé
OptiPlex 755	3VTDH3J	Réformé
OptiPlex 755	1JTDH3J	Réformé
OptiPlex 755	8J2KY3J	Réformé
OptiPlex 755	3N2KY3J	Réformé
OptiPlex 755	BH2KY3J	Réformé
7373AR4		Réformé
OptiPlex 755	DSTDH3J	Réformé
7373AR4	LMDBFGF	Réformé
7373AR4	LMDBFGP	Réformé
7373AR4	LMDBFHG	Réformé
OptiPlex 780	FD5YT4J	Réformé
Precision WorkStation T5400	12ZP34J	Réformé
7373AR4	LMAZRZH	Réformé
7298WB5	S435871	Réformé
OptiPlex 780	995YT4J	Réformé
OptiPlex 780	1D5YT4J	Réformé
OptiPlex 780	2C5YT4J	Réformé
OptiPlex 780	GQHH25J	Réformé
Latitude E5500	GB4034J	Réformé
OptiPlex 755	4TTDH3J	Réformé
OptiPlex 780	6B5YT4J	Réformé
OptiPlex 755	JJ2KY3J	Réformé
7298WB5	S461526	Réformé
OptiPlex 755	D2YDH3J	Réformé
OptiPlex 755	1HTDH3J	Réformé
OptiPlex 755	JZXDH3J	Réformé
OptiPlex 755	4J2KY3J	Réformé
OptiPlex 755	6N2KY3J	Réformé
7373AR4	LMAZRWN	Réformé
OptiPlex 780	795YT4J	Réformé
OptiPlex 755	DRLV34J	Réformé
OptiPlex 755	7STDH3J	Réformé
OptiPlex 755	BHTDH3J	Réformé
OptiPlex 755	4SLV34J	Réformé
7373AR4	LMAZRZK	Réformé
7373AR4	LMAZRZY	Réformé
7373AR4	LMAZRYM	Réformé
7373AR4	LMAZRWP	Réformé

Vostro 3500	7SZ55N1	Réformé
OptiPlex 755	5TTDH3J	Réformé
OptiPlex GX520	41GLF2J	Réformé

Mobilier recensé pour la commission de réforme

Type mobilier	Quantité
Armoire basse	2
Armoire haute largeur 120	4
Bloc vestiaire 2 cases	1
Bloc vestiaire 3 cases	3
Bureau droit	7
Bureau retour Droit + caisson hauteur bureau	1
Bureau retour Gauche + caisson hauteur bureau	2
Caisson hauteur bureau	1
Caisson mobile	9
Chaise visiteur	14
Fauteuil de bureau	9
Table	3
Tablette informatique	1

**Convention d'Occupation Précaire
Pylône Radioélectrique de la Gendarmerie
Caserne de Celleneuve
Autorisation de signer la Convention**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/0100/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Madame Marie-Hélène SANTARELLI, adjointe déléguée à la sécurité.

Considérant :

- Qu'il y a lieu de finaliser une convention d'occupation précaire sur le pylône de la gendarmerie situé à la caserne Celleneuve – Parcelle KW 105 afin d'améliorer la couverture du réseau radio de la Police Municipale sur le secteur ouest de la Ville de Montpellier avec l'installation d'un émetteur récepteur sur le pylône ;
- Qu'il est proposé de définir une convention d'occupation précaire sur le pylône de la gendarmerie consentie pour une durée de 10 ans à compter du 01 mars 2016 pour se terminer le 28 février 2026 ;
- Que la convention sera acceptée moyennant paiement d'une redevance annuelle s'élevant à 145,00 Euros (cent quarante cinq euros) pour l'année 2016.

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention d'occupation précaire pour l'installation d'un émetteur récepteur sur le pylône de la gendarmerie entre le service de la gestion domaniale pour le compte de l'Etat et Monsieur le Maire pour la Ville de Montpellier précisant les obligations de chaque partie ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjointe déléguée à la sécurité à signer ladite convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 17/02/2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Marie-Hélène SANTARELLI



Publiée le : 17/02/2016
Notifiée le :



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

CONVENTION D'OCCUPATION PRÉCAIRE

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

- 1° - **Monsieur Franck FOYER, Inspecteur divisionnaire, Responsable du service de la gestion domaniale** dont les bureaux sont situés 334 allée Henri II de Montmorency, 34954 Montpellier cedex 2, stipulant au nom et pour le compte de l'Etat en exécution de l'article R2222-1 du code général de la propriété des personnes publiques et ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes en vertu d'une subdélégation de signature donnée par Monsieur Michel RECOR, en date du 1^{er} janvier 2016, Monsieur Michel RECOR agissant lui-même en qualité de directeur départemental des finances publiques de l'Hérault, et ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes en vertu d'une délégation de signature consentie par arrêté n° 2015-I-2181 de Monsieur Pierre POUESSEL, Préfet du département de l'Hérault, à Montpellier en date du 1^{er} janvier 2016,

Assisté du Général, commandant adjoint de la Région de gendarmerie de Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées, commandant le Groupement de gendarmerie Départementale de L'Hérault représentant la direction générale de la Gendarmerie Nationale dont les bureaux sont sis 359 rue de Font-couverte à MONTPELLIER

Partie ci-après dénommée " **Le bailleur** ", d'une part,

ET

- 2° - Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier, dont les bureaux sont sis Mairie de Montpellier, 1 place Georges Frêche à MONTPELLIER.

Partie ci-après dénommée " **le bénéficiaire** ", d'autre part,

- Vu la demande formulé par Madame SANTARELLI, Hélène adjointe déléguée à la sécurité de la Ville de Montpellier, le 21 octobre 2015.
- Au vu du dossier de consultation de la COMSIS (ex CORESTA) en date du 29 mars 2013 n° ANFR 034-009-0800 Montpellier/Celleneuve.

Il est convenu de ce qui suit :

• **ARTICLE 1 – OBJET**

La gendarmerie est le propriétaire d'un pylône radioélectrique installé sur un terrain domanial.

- Dénomination de l'immeuble : **Gendarmerie - Caserne Celleneuve**
- Situation : **MONTPELLIER**
- Parcelle : **KW 105**
- Immatriculation Chorus : **108943/105420**

Dans le cadre d'améliorer la couverture du réseau radio de la Police Municipale sur le secteur ouest de la Ville de Montpellier, la Direction de la Réglementation et de la Tranquillité Publique installe un émetteur récepteur sur le pylône.

• **ARTICLE 2 – CONDITION D'INSTALLATION**

Travaux

La gendarmerie autorise le bénéficiaire à réaliser à ses frais dans les lieux mis à sa disposition les travaux d'aménagement nécessaires à l'installation de ses équipements techniques et décrits dans l'annexe n°1.

Le bénéficiaire fera de son affaire personnelle de l'obtention des autorisations administratives nécessaires à l'installation des équipements techniques (en particulier, enquête de la commission des sites et servitudes (COMSIS)) et devra en faire la preuve. En cas de non obtention de ces dites autorisations dans un délai maximal de six mois, la présente sera révoquée de plein droit sans indemnité.

Le bénéficiaire devra procéder ou faire procéder à l'installation de ses équipements techniques en respectant les normes et les règles de l'art ainsi que les éventuelles contraintes imposées compte tenu du site, telles que :

- les travaux de sécurité éventuels imposés au bénéficiaire : incendie, alarmes, balisage, clôtures, protection passive, etc...
- le respect des servitudes publiques de toutes natures touchant le site, existantes au moment de l'entrée dans les lieux ou instaurées pendant la durée de l'autorisation, ainsi que les contraintes techniques fixées,
- l'application de la réglementation générale ou particulière en matière d'urbanisme et d'environnement,
- la réalisation à ses frais de réseaux divers nécessaires à l'autonomie de l'installation. Dans le cas de l'autonomie de l'installation ne pourrait être réalisée, le bénéficiaire devra acquitter une quote-part des dépenses nécessaires au fonctionnement de l'installation.

Tout fluide nécessaire au fonctionnement du relais radioélectrique, le branchement EDF et notamment la pose d'un compteur électrique, celui d'un ou plusieurs circuits téléphoniques seront pris en charge par le bénéficiaire qui souscrira les abonnements nécessaires auprès des concessionnaires concernés.

Matériels techniques à installer

L'installation technique du bénéficiaire sera conforme à l'annexe n°1, du présent titre. Cette disposition inclut les éventuels accès nécessaires à une bonne exploitation de ces équipements techniques.

Les caractéristiques techniques générales font l'objet du dossier technique d'installation produit par le bénéficiaire (annexe n°1).

• ARTICLE 3 – CONDITIONS D'USAGE ET DE COHABITATION SUR LE SITE

Vie sur le site

Le bénéficiaire est directement responsable de l'installation.

La gendarmerie décline toute responsabilité en cas de vol, de détériorations du matériel qui pourrait être entreposé sur le site.

Accès aux installations

Le bénéficiaire, ses représentants et ses préposés auront accès aux équipements techniques tant pour les besoins de l'installation de leur matériel que pour ceux de leur maintenance et entretien.

Les différents intervenants devront se conformer strictement aux règles de circulation, de stationnement et de sécurité en vigueur.

Les agents accrédités de la gendarmerie auront la faculté de pénétrer, à tout moment dans les lieux mis à disposition, pour vérifier, en particulier, la conformité des installations avec l'objet de la présente autorisation. Mais en aucun cas, la gendarmerie ne pourra intervenir sur les équipements techniques du bénéficiaires hormis le cas d'urgence caractérisée, dûment justifié à celui-ci.

La gendarmerie devra avertir le bénéficiaire de tout changement des condition d'accès.

En cas de litige grave, la priorité sera attribuée au bon fonctionnement des installations de la gendarmerie.

Le bénéficiaire assurera à ses frais la sécurité contre l'intrusion de ses installations et s'engagera dans ce domaine à se conformer aux exigences exprimées par la gendarmerie.

Entretien locatif

La gendarmerie et le bénéficiaire conviennent que les équipements techniques installés sont des biens meubles qui demeurent la propriété du bénéficiaire pendant la durée de l'occupation. En conséquence, il assumera toutes les charges, réparations et impositions afférentes à ces installations.

Le bénéficiaire devra assurer l'entretien du site mis à sa disposition, y compris éventuellement des parties communes correspondantes, et acquitter la quote-part, à négocier au cas par cas, pour les travaux divers réalisés par la gendarmerie et dont il bénéficierait.

Aucun travaux ne sera réalisé sans l'accord préalable de l'autorité. Pour tous travaux futurs pendant la durée du titre et préalablement à leur réalisation, le bénéficiaire communiquera à la gendarmerie un descriptif complet. La gendarmerie pourra demander des modifications sans pour autant remettre en cause la réalisation même des travaux qui sont indispensables à l'exercice de l'activité du bénéficiaire.

• **ARTICLE 4 – DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention est consentie pour une durée de DIX (10) ans, à compter du 1^{er} mars 2016 pour se terminer le 28 février 2026.

• **ARTICLE 5 – RENOUELEMENT DE LA CONVENTION**

Lorsqu'elle sera arrivée à son terme, la convention sera renouvelée aux conditions des présentes par l'établissement d'un nouveau document sur demande du demandeur six mois à l'avance sauf intention contraire de l'une des parties notifiée à l'autre partie au moins six mois à l'avance par lettre recommandée.

• **ARTICLE 6 – REDEVANCE**

La présente convention est consentie et acceptée moyennant paiement d'une redevance annuelle s'élevant à 145 € (CENT QUARANTE CINQ EUROS) pour l'année 2016.

Le bénéficiaire s'engage à payer cette redevance annuelle, révisable chaque année en fonction des barèmes actualisés, au vu d'un avis de paiement envoyé par le service de la gestion domaniale de la Direction départementale des Finances Publiques (DDFIP) de l'Hérault auprès du Service Recouvrement Produits- Divers de la DDFIP situé 334 allée Henri II de Montmorency 34954 Montpellier Cedex 2.

En cas de retard dans le paiement de la redevance, les intérêts au taux légal courront de plein droit au profit du Trésor, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure quelconque et quelle que soit la cause du retard.

Pour le calcul de ces intérêts, tous les mois sont comptés pour trente jours et les fractions de mois sont négligées.

En cas de difficulté avec le preneur, l'Etat pourra procéder à son expulsion, sans que les offres ultérieures de payer des indemnités échues ou l'exécution postérieure des stipulations non observées, puissent arrêter l'effet des mesures prévues ci-dessus.

• **ARTICLE 7 – REVISION DES CONDITIONS FINANCIERES**

Le redevance annuelle est révisable chaque année en fonction des barèmes actualisés par le service du domaine.

• ARTICLE 8 – CARACTERE DE L'OCCUPATION – SOUS-LOCATION - CESSION

La présente autorisation revêt un caractère strictement personnel.

Le bénéficiaire est tenu d'occuper lui-même et d'utiliser directement en son nom et sans discontinuité les biens mis à sa disposition.

Toute sous-location de ces biens et toute cession de la présente autorisation sont interdites.

En raison de son caractère de simple tolérance et de sa précarité, la présente autorisation d'occupation ne confère au bénéficiaire qui le reconnaît expressément aucun droit au maintien dans les lieux et aucun des droits ou avantages reconnus au locataire d'immeubles à usage commerciale, industriel ou artisanal ou à usage agricole.

Les lieux visés à l'article 1er sont strictement destinés à un usage technique et ne pourront être utilisés en bureaux ou stockage de marchandises.

• ARTICLE 9 – RESILIATION – RETRAIT DE L'AUTORISATION

Résiliation à l'initiative de la gendarmerie

La gendarmerie se réserve le droit de résilier pour un motif d'intérêt général, notamment si les besoins spécifiques de la gendarmerie justifient cette mesure, l'autorisation du présent acte par lettre recommandée avec accusé de réception. Les lieux seront libérés soit dans un délai imparti par la gendarmerie soit dans un délai d'au moins trois mois.

La gendarmerie pourra retirer l'autorisation du présent acte, en cas de non-respect par le bénéficiaire de ses obligations, quinze jours après mise en demeure restée infructueuse.

Dans cette situation, le bénéficiaire ne pourra prétendre à aucune indemnité, quel qu'elle soit, notamment pour les investissements mobiliers ou frais engagés par lui dans l'intérêt du domaine mis à sa disposition.

Résiliation à l'initiative du bénéficiaire

L'occupation autorisée par le présent acte pourra également être résiliée par le bénéficiaire, par lettre recommandée avec accusé de réception dans les cas suivants :

- refus, retrait, annulation des autorisations administratives nécessaire à l'installation et à l'exploitation des équipements techniques du bénéficiaire ;
- perturbations des émissions radioélectriques du bénéficiaire en raison des modifications de l'urbanisme environnant ou de celles apportées aux installations de la gendarmerie ;
- changement de l'architecture du réseau exploité par le bénéficiaire ou évolution technologique conduisant à une modification de ce réseau.

En outre, lors de la modification substantielle de l'immeuble à la suite de travaux décidés par la gendarmerie, le bénéficiaire aura le choix entre, d'une part, maintenir ou réinstaller ses équipements techniques, d'autre part, mettre fin sans préavis à la présente convention.

Suite à une résiliation de sa propre initiative, le bénéficiaire ne pourra prétendre à aucune Indemnité.

• **ARTICLE 10 – RESPONSABILITE DU BENEFICIAIRE**

Le bénéficiaire sera responsable sans restriction ni réserve des seuls dommages qu'il occasionnerait de son propre fait, de celui de son personnel ou de ses biens, lors de l'installation et de l'exploitation, à savoir :

- des accidents ou dommages aux biens et aux personnes, quels qu'ils soient, pouvant intervenir à la suite de la présente autorisations ;
- plus particulièrement, des conséquences dommageables de l'occupation autorisée vis-à-vis des biens occupés ou des personnes qui s'y trouvent.

Le bénéficiaire fera son affaire personnelle de tous risques et litiges de quelque nature qu'ils soient, provenant de l'utilisation qu'il fait du domaine mis à sa disposition. Il sera seul responsable tant envers la gendarmerie qu'à l'égard des tiers, de tous accidents, dégâts ou dommages.

Le bénéficiaire prendra ses dispositions pour garantir les risques qui lui incombent du fait de la mise à disposition. Il devra être en mesure d'en justifier sur demande du preneur.

Le bénéficiaire garantit que les équipements radio, les matériels électriques ainsi que les antennes constituant l'architecture :

- ne comportent aucun danger ou risque quelconque, ni pour les personnes, ni pour les biens ;
- sont sans conséquence sur le bon fonctionnement des services de la gendarmerie, notamment en ce qui concerne les matériels électriques, électroniques, informatiques ou le réseau de télédistribution utilisés sur les sites.

Le contrôle par la commission hygiène, sécurité et conditions de travail est à la charge du bénéficiaire.

• **ARTICLE 11 – SUSPENSION TEMPORAIRE DE LA MISE A DISPOSITION DES LIEUX**

En cas de travaux indispensables à la conservation ou à l'aménagement fonctionnel de l'immeuble et conduisant à une interruption temporaire du fonctionnement des équipements techniques du bénéficiaire, la gendarmerie devra en avertir ce dernier avec un préavis de trois mois au moins avant le début des travaux en lui indiquant la durée approximative de l'indisponibilité.

A l'issue des travaux, le bénéficiaire pourra poursuivre dans les mêmes conditions l'exploitation de ses équipements techniques.

Cependant, dans la mesure du possible, la gendarmerie et le bénéficiaire se concerteront, dans les quinze jours suivant la notification afin de trouver éventuellement une solution provisoire permettant de garantir la continuité du service au bénéficiaire pendant la durée de l'indisponibilité.

• **ARTICLE 12 – ADJONCTIONS ET MODIFICATIONS**

Il est expressément convenu entre les parties que l'installation décrite en annexe 1 pourra faire l'objet de modifications et/ou extensions sous réserve que celles-ci soient compatibles avec la configuration générale des lieux, afin de permettre au bénéficiaire d'améliorer son service.

Ces modifications et/ou extensions seront soumises à la gendarmerie sur les conditions techniques de leur réalisation. Elles seront effectuées aux frais exclusifs du bénéficiaire.

Si cela s'avère, ces modifications et/ou extensions pourront donner lieu, préalablement à leur réalisation, à une étude de compatibilité radioélectrique avec les autres réseaux et services de télécommunication existants sur le site. Si une incompatibilité apparaissait, les parties concernées s'efforceront de trouver une solution. A défaut, le bénéficiaire renoncera à la modification et/ou extension responsable des interférences.

La mise en œuvre de ces modifications et/ou extensions donnera lieu à la rédaction d'un avenant à la présente convention.

• **ARTICLE 13 – SORT DES INSTALLATIONS A LA CESSION DE L'INSTALLATION**

A l'expiration de la présente convention pour quelque cause que ce soit, le bénéficiaire aura l'obligation de remettre les lieux en état.

Dans le cas où les lieux mis à disposition ne seraient pas remis en état, les mesures nécessaires pour y parvenir seront prises d'office par la gendarmerie aux frais du bénéficiaire après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception dans le mois qui suit sa réception.

• **ARTICLE 14 – CONFIDENTIALITE ET SECRET PROFESSIONNEL**

Les parties sont tenues au secret professionnel. Ainsi, elles s'engagent à assurer la confidentialité des informations auxquelles elles seront accés au cours de l'exécution de la présente autorisation, et notamment à ne pas divulguer l'ensemble des informations techniques.

• **ARTICLE 15 – ANNEXE**

Annexe n°1 : Dossier technique

• **ARTICLE 16 – ELECTION DU DOMICILE**

Les parties élisent domicile aux adresses indiquées en tête des présentes.

Toute modification à effectuer dans le cadre de la présente convention sera faite par écrit aux adresses susvisées.

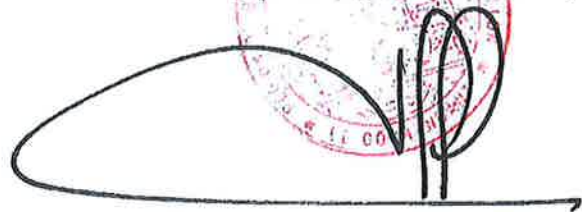
Le présent acte est établi en quatre exemplaires, dont deux pour la direction des finances publiques de l'Hérault et un respectivement pour le service intéressé et pour le bailleur.

• **Dont acte.**

Fait et passé à Montpellier, le

Monsieur le Directeur Départemental
des Finances Publiques de l'Hérault,
Par délégation, le Responsable du
Service de la gestion domaniale,

Le général,
commandant adjoint de la région de gendarmerie
de Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées,
commandant le groupement de gendarmerie
départementale de l'Hérault,



Monsieur le Maire
de la Ville de Montpellier

CARACTÉRISTIQUE DE L'INSTALLATION

- **1 – Lieu Pylône Gendarmerie**
Ville : Montpellier
Adresse : Avenue Masséna
- **2 – Matériels radio**
Bs TETRA Police municipale

Caractéristiques matériels	Caractéristiques au plan des « communication »			Caractéristiques mécaniques	
	Bande de Fréquence	Puissance émission	Type de modulation	Encombrement	Charge au sol
BS Tétra	410/430 MHz	33 dBm	TDMA	1m ²	200kg
FH	38GHz	19 dBm	QPSK	inclus	inclus
FH	23GHz	22 dBm	QPSK	inclus	inclus

Commentaires :

- **3 – Antenne**

Caractéristiques	Type	Orientation	Hauteur nécessaire	Système de fixation	Surface équivalente
3 dBi	Omnidirectionnelle		65m	Bride	0.026m ²
Polarisation H/40 dBi	Parabole 30cm	Azimut 94°	64m	Bride	0.070m ²
Polarisation H/35 dBi	Parabole 30cm	Azimut 165°	64m	Bride	0.070m ²

Commentaires :

- **4 – Câbles**

Type	Nombre	Diamètre	Système de fixation	Surface équivalente
Feeder 7/8eme	1	25mm	Collier inox	--
CNT400	1	11mm	Collier inox	--
CNT400	1	11mm	Collier inox	--

Commentaires : le 19 janvier 2016

TALCO LANGUEDOC
40, rue Pinville
34000 MONTPELLIER
Tél. : 04 67 22 55 50
Fax : 04 67 22 56 15